



SEPTEMBRE  
OCTOBRE  
2019

#13

# Cause

COMPRENDRE LE MONDE  
AGIR POUR LE CHANGER

---

★

# commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p.12 DOSSIER

# S'ENGAGER SE LIBÉRER

p.7 REGARD  
Freedom Wall

p.8 GRAND ENTRETIEN  
Retraites : l'urgence  
d'une innovation sociale  
et démocratique

p.80 LIRE  
Communisme :  
stratégie  
ou programme ?

p.40 MILITER : **ADP : un débouché politique au-delà  
des seuls aéroports de Paris**

### 3 ÉDITO

**Guillaume Roubaud-Quashie** *Made in USA*

### 6 POÉSIES

**Victor Blanc** John Keats

### 7 REGARD

**Élodie Lebeau** *Freedom Wall*

### 8 LE GRAND ENTRETIEN

**Olivier Dartigolles** Retraites : l'urgence d'une innovation sociale et démocratique

### 12 LE DOSSIER

#### S'ENGAGER, SE LIBÉRER

**Mickaël Bouali** S'engager

**Igor Zamichiei** Agir pour un renouveau de l'engagement politique

**Raymond Huard** Un moment de l'engagement politique, les trois premiers quarts du XIX<sup>e</sup> siècle

**Bernard Vasseur** Vigueur de l'engagement ou impossibilité du « dégageant » ?

**Julian Mischi** Quels obstacles à l'engagement des classes populaires ?

**Magali Della Sudda** Les gilets jaunes, des engagements en mouvement

**Ernest Brasseaux** Micro-Trottoir Et vous, que pensez-vous de l'engagement ?

**Anaïs Fleury** Nouvelles formes d'engagement, nouveaux outils militants ?

**Laureen Genthon** La nouvelle vague féministe, entre contributions et limites

### 39 RÉACTIONS

### 40 MILITER

**Jérémy Giono** ADP : Un débouché politique au-delà des seuls aéroports de Paris

### 48 CHRONIQUE EUROPÉENNE

**Vincent Boulet** La fin du gouvernement Tsipras : et maintenant ?

### 49 PARLEMENT

**Fabien Gay** Qu'allons-nous laisser comme Terre en 2050 ?

### 52 CONTROVERSE

**Gérard Streiff** Réfugiés politiques italiens La doctrine Mitterrand

### 54 CRITIQUE DES MÉDIA

**ACRIMED** Thierry Ardisson, ou les lamentations d'un baron de la télévision

### 58 FÉMINISME

**Jenny Brown** La situation actuelle de la lutte pour l'avortement aux États-Unis

### 62 PHILOSOPHIQUES

**Pascal Lederer** PCF et marxisme

### 65 HISTOIRE

**Catherine Coquery-Vidrovitch** Le terrible drame

### 68 PRODUCTION DE TERRITOIRES

**François Ascher** À la recherche du temps libre propositions pour l'analyse des pratiques de loisirs

### 73 SCIENCES

**Thierry Dumont** Le logiciel libre

### 76 SONDAGE

**Gérard Streiff** La démocratie a moins la cote

### 77 STATISTIQUES

**Fanny Charnière** Un retraité sur quatre perçoit une pension totale inférieure à 968 € bruts

### 78 HORS CADRE

**Philippe Caldero** Tuna Altinel

### 80 LIRE

**Jean Quéfier** Communisme : stratégie ou programme ?

### 83 DU CÔTÉ DES REVUES

### 84 CRITIQUES

• **Laurent Bonelli** et **Fabien Carrié** *La Fabrique de la radicalité.*

• **Gilles Pereyron** *L'Énergie pour tous, un droit fondamental*

• **Annette Wiewiorka** *Ils étaient juifs, résistants, communistes*

### 87 UNIVERSITÉ PERMANENTE

Calendrier 2019/2020

### 88 DANS LE TEXTE

#### Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Davy Castel

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quéfier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Bordas, Saliha Bousseadra, Mickaël Bouali, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémie Giono, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Sophie Mazonot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Laura Moscarelli, Michaël Orand, Léo Purguette, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomasset • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Responsable financier : Mitra Mansouri-Guilani, Tél. 01.40.40.13.41 mmansouri@paul-langevin.fr Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : septembre/octobre 2019 - N°12 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0919 G 93466.

# Made in USA

**L'**humoriste Gad Elmaleh, pour avoir présenté comme ses créations propres ce qui n'étaient que des traductions de sketches états-uniens, est devenu bien malgré lui le symbole de cette piteuse maladie : le larcin des productions *made in USA*. Évidemment, dans le domaine qui est le sien, cela ne prête pas à de très lourdes conséquences politiques et sociales (quoique...).

Pour n'être pas toute nouvelle, l'influence états-unienne n'en continue pas moins de s'amplifier en France, bien au-delà des rangs des humoristes plagiaires. On pourrait bien sûr parler de toutes les mesures prises par les structures états-uniennes (d'État ou privées) dans toutes les directions : industries, média, banlieues populaires, hommes politiques, religions... Bien que ces sujets soient moins souvent abordés que ceux relatifs aux politiques d'influence d'autres puissances, ce n'est pas ce domaine qu'on voudrait rapidement évoquer mais bien plutôt les conséquences, quasi involontaires, de l'hégémonie états-unienne en France.

---

« Comment voulez-vous penser les questions  
“raciales” dans le monde entier en partant  
des seules réflexions états-uniennes,  
naïvement transposées dans des pays  
aux histoires et configurations bien différentes ? »

---

Je ne prendrai qu'un exemple. Dans le monde académique, et dans celui de l'histoire que je connais le moins mal – mais mon sentiment est que cela vaut bien au-delà de cette discipline –, une évolution assez marquée frappe les esprits si on compare la situation présente avec celle d'il y a cent ou même soixante ans. L'anglais s'est imposé comme la *lingua franca* des historiens de bien des pays du monde et notamment de la France. Heureuse nouvelle, dira-t-on : les historiens peuvent enfin se parler à ample échelle et dépasser ainsi les étroites frontières nationales, pour le plus grand bien d'un savoir qui n'a que faire de nos limites idiomatiques. Sans doute mais le monde des historiens n'avait pas attendu l'intronisation de l'anglais pour se jouer des frontières. Quel historien sérieux de l'Antiquité ne parlait pas allemand, il y a cent ans ? Il n'est que de lire les ouvrages et leurs notes de bas de page, les comptes rendus dans les revues pour voir de l'italien (et pas seulement pour les historiens de l'Italie), de l'allemand (et pas seulement pour les historiens de l'Allemagne) voire du russe ou de l'espagnol... Qu'en est-il aujourd'hui ? Évidemment, il faudrait une étude serrée mais tout laisse à penser que cette diversité des langues autres que le français s'est proprement effondrée au bénéfice du seul anglais. Le phénomène n'est assurément pas réservé à la France et cela a pour conséquence aussi ce qu'il faut bien appeler une marginalisation relative des historiens français à l'échelle internationale. Jean-François Sirinelli écrivait il y a quelques années un opuscule intitulé « L'Histoire est-elle encore française ? » dans lequel il rappelait la centralité acquise par l'école historique tricolore de longues décennies durant. Parmi les raisons du caractère incontestablement négatif qu'il faut apporter à ►►

►► cette question, il y a bien sûr le déclin de la maîtrise du français parmi les historiens des autres pays.

Mais laissons cela et revenons en France pour éviter, nous éloignant trop de ce que nous connaissons un peu, de tenir trop de propos approximatifs... Quelles conséquences, en France, de cette domination de l'anglais comme langue étrangère quasi-exclusive, hors spécialistes de telle ou telle région du monde, parmi les historiens français ? D'abord, incontestablement, un affaiblissement de la connaissance collective des historiographies internationales. L'anglais a ouvert un certain accès aux riches et nombreuses historiographies anglophones... mais rien qu'à elles ou, plus précisément, à elles et à toutes celles des autres pays qui parviennent à y entrer, plus ou moins, par traduction et, si je puis dire, sur invitation. Ensuite, et c'est au moins aussi important, les historiens en viennent à penser, tendanciellement, par rapport aux débats tels qu'ils apparaissent dans les revues de langue anglaise. Celles-ci ont acquis une centralité désormais incontestée et leurs débats sont nos débats à tous. Pour le meilleur, dans bien des cas, car l'anglais est la langue maternelle de grands et brillants historiens, de grandes et brillantes historiennes. Peut-être aussi pour le pire, malgré tout. En quoi ? Parce que les États-Unis (cœur du cœur de cette géographie des savoirs) sont un pays bien singulier. Ne prenons qu'un exemple : il s'agit d'un pays d'esclavagisme de masse, réalité vécue au quotidien pour des millions de personnes en longue durée : des millions d'esclaves et des millions de non-esclaves vivant à leur contact, grandissant en apprenant que ces gens-là ne valent rien et se comportant avec eux en conséquence. Et tout cela, à portée de main et de fraîche mémoire. Pensez au grand Paul Robeson, l'immense chanteur et comédien qui illumina, entre autres scènes mondiales, bien des fêtes de l'Huma. Vous l'avez peut-être vu, ou vos parents ou grands-parents. Paul Robeson, mort il y a moins de 50 ans : son père était né esclave ! Voilà un lourd pan de l'histoire états-unienne qui façonne profondément des mentalités singulières. Comment voulez-vous, par exemple, penser les questions « raciales » dans le monde entier en partant des seules réflexions états-uniennes, naïvement transposées dans des pays aux histoires et configurations bien différentes ?

---

« Quand un PC (en France, en Italie, en République tchèque...) rassemble de très nombreux adhérents et électeurs, cela ne va pas sans laisser des traces dans la culture même de ce pays, ses références, ses traditions de pensée... »

---

À ces bases bien matérielles et tragiquement concrètes, ajoutons les traditions idéologiques. Les pensées libérales me semblent avoir une place beaucoup plus importante dans les *traditions de pensée* – ce que *tout le monde* a étudié et connaît un peu, qu'il y adhère ou non – états-uniennes que celles des Lumières francophones façon Rousseau ou Diderot. Bien sûr, il y a de grands penseurs progressistes états-uniens (de W.E.B. Du Bois à Frederic Jameson en passant par tant d'autres...) mais je ne crois pas qu'ils aient, aux États-Unis, la place centrale qu'un Rousseau voire qu'un Sartre peuvent avoir dans la formation banale d'un citoyen français. Faut-il rappeler, enfin, sur le plan politique, la marginalité des communistes aux États-Unis ? Quand un PC (en France, en Italie, en République tchèque...) rassemble de très nombreux adhérents et électeurs, cela ne va pas sans laisser des traces dans la culture même de ce pays, ses références, ses

traditions de pensée... Au total (si je puis dire après cette si partielle esquisse), comment penser que ces caractéristiques états-uniennes puissent être sans conséquences sur le rapport à l'universel, au collectif, à l'individu, à la « race » et autres petites questions de ce genre... ?

Résumons : l'hégémonie de la langue anglaise dans le monde académique français des historiens (et au-delà, bien sûr) construit une centralité des auteurs et revues anglophones et, singulièrement, états-uniens. Ceux-ci, comme tout un chacun, sont inscrits dans une histoire, des traditions de pensée qui ne sont nullement neutres ni directement universalisables. Or leur centralité entraîne un glissement vers des objets de pensée et des manières de pensée dont l'importation telle quelle n'est pas sans enjeux lourds.

Arrivés là, vous me direz que tout cela est bien gentil mais que, somme toute, c'est un peu comme Gad Elmaleh : ça ne prête pas à de lourdes conséquences politiques et sociales pour le plus grand nombre... Voilà qui n'est pas certain, pourtant, car, n'en déplaise à ceux qui prétendent faire de la politique sans « idéologie », et d'une façon « pragmatique », politique et théorie ont partie liée. Intimement. Si les élaborations théoriques contemporaines se forment à une distance croissante de Rousseau mais toujours plus près de penseurs anglophones comme Bentham ou Dewey, voilà qui ne peut être anodin au plan politique. Il faudrait nuancer un peu car, héritage d'empire peut-être, les universitaires français, me semble-t-il, lisent tout de même surtout... le français. Reste que vous connaissez déjà le contexte : même les nationalistes français qui n'ont que la « France » à la bouche et prétendent être les gardiens de ses « traditions éternelles », en viennent à vouloir importer le nationalisme... états-unien ! Je vous renvoie aux yeux éperdus d'amour des Le Pen pour Steve Bannon ou à cette idée macronienne si saugrenue d'installer des drapeaux français dans toutes les salles de classe ! Comment ne pas voir, non plus, à gauche, les fascinations d'états-majors politiques pour tel leader démocrate ou tel penseur radical états-unien ?

---

« Si les élaborations théoriques contemporaines se forment à une distance croissante de Rousseau mais toujours plus près de penseurs anglophones comme Bentham ou Dewey, voilà qui ne peut être anodin au plan politique. »

---

Tous anti-américains et boycott général ? Surtout pas ! Jamais ! Ce serait folie et absurdité. Mais puissions-nous ne pas lâcher les figures progressistes des traditions de pensée françaises et nous tourner vers ce qui se pense et se construit de riche et de stimulant, aux États-Unis bien sûr, *mais aussi partout ailleurs*. Sans transposition naïve, car l'analyse concrète de la situation concrète, dans ses irréductibles singularités, conserve sans doute quelque intérêt... Et puis, rappelons-nous que devant les impasses d'une stratégie marchant d'un même pas à l'échelle mondiale, Thorez, Togliatti et d'autres avaient souligné l'enjeu des *voies nationales*. Une leçon qu'il ne faudrait peut-être pas brader trop vite...

Bref, si on devait achever un peu trivialement, disons peut-être : pas de frontières pour la pensée ni pour l'action ; *mollo* sur l'importation pure et simple ; *niet* à la division internationale du travail théorique. ●

Guillaume Roubaud-Quashie, directeur de *Cause commune*.

Avant que ce chuchotement fut à moitié émis,  
Hypérion se redressa, et sur les étoiles  
Leva ses paupières recourbées, puis les tint grandes ouvertes  
Jusqu'à ce que la voix s'éteignît ; et toujours il les tenait ouvertes :  
Et toujours c'étaient les mêmes brillantes et patientes étoiles.  
Alors inclinant lentement sa large poitrine,  
Tel un plongeur dans les mers riches en perles,  
En avant, il se baissa sur le rivage aérien,  
Et s'enfonça, sans bruit dans la profonde nuit.

En ce moment, au battement même des larges ailes du Temps  
Hypérion glissa par les airs bruissants,  
Et Saturne gagna avec Théa la triste place  
Où Cybèle et les Titans meurtris se lamentaient.  
C'était une caverne dans laquelle aucune lumière ne pouvait  
En les éclairant insulter à leurs larmes ; où de leurs propres gémissements  
Ils avaient la sensation sans les entendre, car le puissant rugissement  
Des tonnantes cascades et des rauques torrents  
Précipitait sans relâche une cataracte d'eau, on ne sait où.  
Des rocs se projetant pêle-mêle sur des rocs, et des récifs qui semblaient  
Chaque instant s'éveiller d'un songe,  
Front contre front, dressaient leurs monstrueuses cornes ;  
Ainsi, en des milliers de fantaisies démesurées,  
Ils formaient un toit qui convenait à ce refuge de vaincus.

*John Keats, Poèmes et poésies, « Hypérion »,  
traduction de Paul Gallimard, Mercure de France, 1910.*

## JOHN KEATS

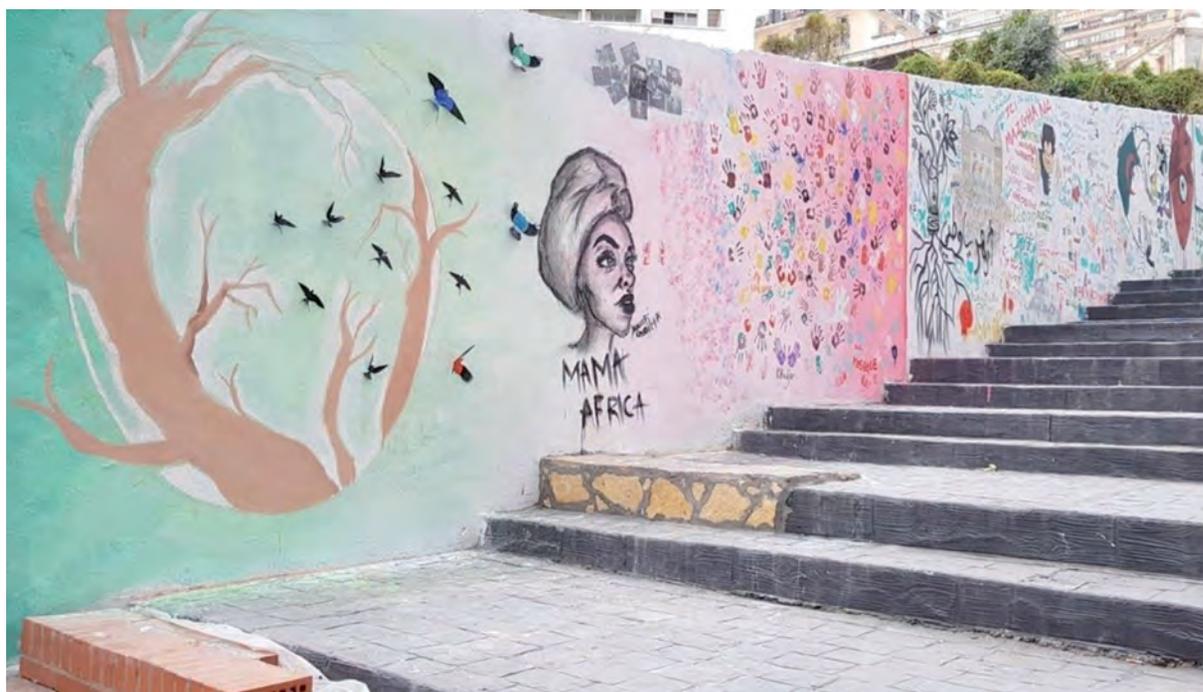
John Keats est né à Londres, en 1795. Sa courte vie ne fut pas avare de douleurs diverses. Terrassé par la phtisie, il meurt à 25 ans, à Rome, loin de l'amour idéal duquel il fut exilé, Fanny Brawne, tant par les rigueurs d'une belle-mère que par les affres de la maladie. Keats laisse derrière lui une œuvre mince, mais au moins un chef-d'œuvre : *Hypérion*, une épopée inachevée. Brillant représentant du second romantisme anglais, avec Shelley et Byron (dont il déplorera la légèreté), Keats trempa sa poésie dans une mélancolie inquiète, empreinte de gravité, avec la conscience aiguë de l'abîme. *Hypérion* chante l'exil des Titans, vaincus par les Olympiens et figés comme hors du temps dans une éternité de poussière et d'agonie. Un ordre du monde a été abattu ; un autre l'a remplacé. Les Titans, recroquevillés dans leur splendeur immuable, connaissent la mort des immortels et de toute chose déplacée, ce sentiment d'inadéquation de l'être au temps qui l'engloutit.

Un mal du siècle si caractéristique des romantismes. La figure solaire d'Hypérion, rêveur éveillé dans la torpeur des Titans, tente bien de sonner la révolte et de les secouer hors de leur exil, en vain. Malgré l'étonnante puissance évocatoire des vers du poète, cette révolte excède sans doute les forces de John Keats. Il meurt dans la quasi-solitude, veillé par Joseph Severn, son dernier et plus dévoué ami. Il choisira son épitaphe : « *Here lies one whose name was writ in water* » (« Ci-gît Celui dont le nom fut écrit dans l'eau »). Son œuvre eut pourtant de nombreux enfants, et des plus inattendus : on peut citer l'excellente saga de science-fiction, *Hypérion* de Dan Simmons, surgie littéralement des vers de l'épopée et comme encadrée en elle. Simmons a su saisir la profonde méditation du poète sur le temps et l'incarner dans un *space opera* qui interroge, lui aussi, la chute et l'avènement des dieux. ●

**Victor Blanc**

## FREEDOM WALL

Quand l'art citoyen s'invite dans les rues d'Alger



Photographie tirée de la page Facebook @FreedomWALLalg

*Freedom wall* est une action citoyenne menée par un regroupement de jeunes Algérois, du 30 mars au 3 avril 2019, dans le cadre des mobilisations actuelles en Algérie. Ce mouvement de contestation, visant à renverser le pouvoir vieillissant, incarné par l'ancien président déchu Abdelaziz Bouteflika, est parti des réseaux sociaux, à l'image des printemps arabes de 2011. L'idée de faire converger la population algérienne dans toute sa diversité, pour créer un mural rue Maurice-Ravel visait, selon les

propres mots des initiateurs du projet, « à façonner (leur) environnement d'une manière artistique à la lumière de l'actualité du mouvement de libération algérien, ceci dans l'intention de créer une œuvre collective destinée à conserver le souvenir de ce beau réveil pacifique de la conscience ». Lancée sur Facebook, cette initiative de réappropriation de l'espace public a rassemblé une centaine de participants de tous âges. ●

**Élodie Lebeau**



## RETRAITES

# L'urgence d'une innovation sociale et démocratique

En réponse au rapport Delevoye, **Olivier Dartigolles** membre du CEN, chargé de l'animation du collectif de travail « Retraites/aide à l'autonomie » propose de construire, dans l'unité, une vaste riposte sur la base de contre-propositions, répondant aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, faisant le choix radical d'une innovation sociale et démocratique.

### © Comment avez-vous perçu le rapport Delevoye ?

Les préconisations du rapport Delevoye, présenté le 18 juillet, confirment le risque d'une rupture historique. Pour bien comprendre l'ampleur et la gravité de la démolition Macron/Delevoye, il faut d'abord retenir un chiffre : 14 %. Tout le projet macronien sur les retraites, par-delà la communication officielle laissant croire à une réforme pour plus d'équité et de liberté, consiste à bloquer définitivement à 14 % du PIB la part de la richesse nationale consacrée au financement des retraites alors que la population âgée de plus de soixante ans va augmenter. Ce blocage des ressources aurait comme conséquence un nouveau durcissement des conditions pour prendre sa retraite, une baisse généralisée du montant des pensions et une insécurité pour toutes et tous. La réforme Dele-

voye/Macron consiste à rendre l'avenir incertain, à l'opposé d'Ambroise Croizat qui voulait « mettre définitivement l'homme à l'abri du besoin, en finir avec la souffrance et les angoisses du lendemain ». Face aux défis démographiques, aux nouveaux besoins en lien avec l'accroissement et le vieillissement de la population, le pouvoir propose un recul de civilisation.

La prétendue « liberté » consisterait à devoir choisir entre l'âge de départ et le niveau de pension : travailler plus pour presque rien ou partir plus tôt pour trois fois rien. La grande hypocrisie du rapport Delevoye est de faire croire à un maintien de l'âge légal de départ à 62 ans alors que tout est fait pour reculer l'âge de départ effectif à 64 ans. Les plus belles années à la retraite,

---

« La réforme Delevoye/Macron consiste à rendre l'avenir incertain, à l'opposé d'Ambroise Croizat qui voulait "mettre définitivement l'homme à l'abri du besoin, en finir avec la souffrance et les angoisses du lendemain". »

---

celles en bonne santé, sont donc directement menacées par la réforme.

**© Pourquoi le PCF qui défend, en toutes circonstances, l'idée d'égalité s'oppose-t-il à un système universel par points ?**

L'universalité ne pose pas en soi de problème. Pour répondre à l'aspiration très majoritaire à une simplification du système des retraites, on peut très bien mettre en place un régime unique pour faire converger vers le haut les droits à la retraite de l'ensemble de la population tout en

Les systèmes par points ou en comptes notionnels mis en place dans les autres pays, avec la même logique d'un blocage des ressources de financement, ont provoqué de très graves défaillances et des régressions sociales. Le nouveau monde fait dans les veilles recettes qui ont échoué.

**© Considérez-vous que la présentation de ce rapport en plein été indique une certaine fébrilité de l'exécutif sur le sujet ?**

En effet, le pouvoir a la crainte d'un nouvel embrasement social qui peut

départ à la retraite. Les sondages d'opinion étaient alors favorables à la réforme. La machine a commencé à se gripper quand, en avril dernier, à l'issue du grand débat, Emmanuel Macron a proposé de « travailler davantage ». Les citoyens ont commencé, à juste titre, à flairer une entourloupe. Puis, le débat a porté sur la possibilité de faire des économies sur les retraites dès 2020 par une réforme paramétrique. Emmanuel Macron s'était engagé à ne pas actionner ce levier pour ne pas créer du trouble vis-à-vis de sa réforme systémique. Une précision : si cette proposition n'a pas été retenue pour le PLFSS 2020, le dossier de presse accompagnant le rapport Delevoye préconise un retour à l'équilibre financier d'ici 2025, date de la mise en œuvre du régime universel par points. Pour aller chercher 10 milliards, le pouvoir renvoie la patate chaude aux partenaires sociaux. On connaît la chanson. C'est la même méthode que pour l'assurance-chômage, dont les décrets d'application ont été publiés fin juillet, le gouvernement fait croire à une concertation, avec des objectifs d'économie, comme lettre de cadrage, pour, dans un second temps, reprendre la main. La spirale autoritaire du macronisme a aussi ses traductions dans le champ de la démocratie sociale. *In fine*, l'opinion publique a basculé. Pour une majorité de personnes interrogées, la réforme Macron des

---

**« Le système de retraites est aujourd'hui malade du chômage, de la précarité, de l'internationalisation et de la financiarisation. »**

---

prenant en compte les spécificités professionnelles, mais ce n'est pas le cas avec la réforme Macron qui veut en finir avec un système de protection collective, solidaire, universel et égalitaire. Avec les préconisations Delevoye, les pensions de retraite deviennent une simple variable d'ajustement budgétaire.

Quant à un système par points, là encore, le brouillage est total. Un système par points, tout comme un régime par annuités, peut donner le meilleur comme le pire. La seule question est de savoir qui est protégé et sécurisé : les assurés ou les marchés financiers ? Le premier régime par points, celui de l'AGIRC, a été mis en place en 1947 sous la haute autorité d'Ambroise Croizat avec l'ambition d'apporter à chaque travailleur la garantie d'une sécurité. Il ne s'agit pas de cela aujourd'hui, mais d'une opération consistant à en finir avec la répartition au profit de la capitalisation. Ce choix est parfaitement assumé par Jean-Paul Delevoye dans son rapport.

se cristalliser sur une question, comme cela a été le cas avec l'irruption du mouvement des gilets jaunes. La passion française pour l'égalité ne peut que provoquer une « peur au ventre » au sein de la macronie. Il y a de la fébrilité comme on a pu le constater avec les improbables bidouillages de Delevoye pour présenter le futur régime sous un visage plus avantageux que le régime actuel.

---

**« La spirale autoritaire du macronisme a aussi ses traductions dans le champ de la démocratie sociale. »**

---

Concernant les retraites, les choses s'étaient jusqu'ici plutôt bien passées pour Emmanuel Macron et son gouvernement. Le candidat a fait campagne sur une promesse d'équité, « un euro cotisé qui donne les mêmes droits à tous », sans toucher à l'âge légal de

retraites aura comme conséquence un recul de l'âge du départ à la retraite et une diminution des pensions. Les clivages politiques réapparaissent fortement. Seuls les électeurs du premier tour d'Emmanuel Macron et de François Fillon sont favorables à la réforme. ►►

► Interrogés sur les inconvénients de cette réforme des retraites, les sondés répondent : « il faudra travailler plus longtemps », « le montant des pensions des retraites va diminuer », « il faudra faire de plus en plus appel à des organismes privés pour préparer sa retraite », « on ne saura qu'au dernier moment le montant de la pension ». On retrouve ici les principaux questionnements qui, naturellement, viennent à l'esprit quand il est question de la retraite. À quel âge je pourrai partir ? Avec quel niveau de pension ? Une autre question va être pointée dans le débat public dans les prochains mois : comment ce niveau de pension évoluera au cours de ma retraite et qui le décidera ? La question démocratique sera centrale.

### 🕒 Comment riposter à Macron ? Avec quels arguments ?

D'abord, il est très important d'affirmer clairement que le *statu quo* n'est pas possible. On a besoin d'audace, d'un nouvel imaginaire politique. Sur les retraites, la protection sociale dans son ensemble, le projet de société. La panne d'imaginaire n'est-elle pas au cœur de la crise frappant la gauche et l'ensemble des forces de progrès ? Quand le macronisme prétend, à lui seul, incarner le « progressisme » face aux « nationalismes/populismes », on mesure combien il y a urgence à s'attaquer à cette fausse alternative qui peut conduire au pire. La bataille sur l'avenir des retraites ouvre sur des questions essentielles – les cycles de la vie, le travail, la création et la répartition des richesses, la solidarité entre générations – inspirées par une soif de dignité pour nos vies.

Le système des retraites actuel est défaillant, jugé beaucoup trop complexe et inégalitaire par une majorité de personnes. La confiance n'est plus là, notamment pour les plus jeunes qui ont intégré l'idée selon laquelle « la retraite, on ne l'aura pas, faut pas rêver ». Cela est la conséquence directe des effets cumulés des diffé-

rentes réformes régressives des trois dernières décennies. Chaque réforme concernant le système des retraites a été l'occasion de mettre en œuvre la promesse de Denis Kessler : « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance. » Croizat avait vu juste : « Le patronat ne désarme jamais. » Je crois essentiel de ne pas être dans une bataille défensive sur les « acquis sociaux » mais de faire le choix radical d'une innovation sociale et démocratique. Oui, il faut aujourd'hui une réforme des retraites et cette réforme doit dire la société que nous voulons et celle dont on ne veut pas. Le débat à venir sera donc éminemment politique dans le sens où nous sommes face à un véritable enjeu de civilisation. C'est à ce niveau-là, et pas en deçà, qu'il faut riposter.

cotisation »... tout cela peut très vite devenir nébuleux d'autant plus que les préconisations du rapport Delevoye se gardent bien d'apporter des réponses claires à des questions précises qui ne sont pas encore tranchées. Nous proposons un autre axe qui est déterminant pour bien se faire comprendre. Commençons par éclairer et mettre en débat partout dans le pays les défis auxquels notre système de retraites doit faire face. Ce système est aujourd'hui malade du chômage, de la précarité, de l'internationalisation et de la financiarisation. Le rapport Delevoye passe totalement sous silence l'analyse de la situation des actifs aujourd'hui, ou encore les évolutions du monde du travail qui provoquent de plus en plus d'inégalités. Nous avons devant nous un immense chantier d'analyse, et d'anticipation sur ces questions.

## « La bataille sur l'avenir des retraites ouvre sur des questions essentielles – les cycles de la vie, le travail, la création et la répartition des richesses, la solidarité entre générations – inspirées par une soif de dignité pour nos vies. »

Les postures, les masques, les fables, les hypocrisies et les enfumages tomberont au fur et à mesure que nous avancerons dans un travail méthodique sur les dits et les non-dits de la réforme Delevoye/Macron. Nous proposons une campagne de décryptage, de révélation, de vérité, à la dimension de ce que nous avons été capable de produire, dès 2003, sur le Traité constitutionnel européen. Le pouvoir entretient la complexité sur ce dossier des retraites pour justement éviter que les citoyens ne s'en mêlent. « Âge d'équilibre » ou « pivot », « points », « taux de rendement », « durée de

Quel pourrait être ce troisième temps dans les cycles de la vie ? Quel épanouissement durant les années de retraite ? « Je l'aime tant, le temps qui reste » chantait Reggiani. Mais à la question « Combien de temps, combien de temps encore ? », c'est aujourd'hui l'angoisse qui domine sur la possibilité de pouvoir vivre les dernières années dans la dignité. Combien de personnes âgées, de familles, vivent avec cette épée de Damoclès ? Nos propositions sur l'aide à l'autonomie peuvent être davantage portées. Comment « prendre soin » ? Avec quelle ambition en matière de politique

publique ? Là encore, le macronisme va au pire avec une marchandisation accélérée de la « dépendance ».

### **© Quelle vision des retraites au XXI<sup>e</sup> siècle portez-vous ?**

Nous portons un projet de solidarité et de progrès social. Rien – et surtout pas les évolutions démographiques prévisibles — ne justifie l'entreprise de démolition proposée par Emmanuel Macron et sa majorité. Chaque travailleur crée bien plus de richesses qu'en 1945 et en créera encore plus au cours des prochaines décennies. On peut parfaitement garantir des niveaux de pensions permettant d'assurer la continuité du meilleur niveau de vie de carrière. On peut en finir avec la coupure des cycles de vie (formation/travail/retraite) en développant la formation à tous les âges de la vie et en transformant les conditions de transition de l'emploi à la retraite. On peut réaliser pour de vrai l'égalité entre femmes et hommes en matière de retraites et donc de salaires.

À l'opposé du projet Macron, nous proposons un système de retraites à prestations définies, avec un âge de départ connu, garantissant la solidarité entre salariés, notamment en matière de pénibilité et de durée de carrière. Chacun peut ainsi connaître les droits dont il disposera à 60 ans, sans vivre dans la crainte d'une réduction de la valeur du « point retraite » au moment de la liquidation de la pension et sans être mis sous pression pour accumuler des points au cours de sa vie professionnelle, en compétition avec les autres salariés. Le retour à une retraite pleine et entière à 60 ans, garantissant au minimum 75 % du meilleur revenu d'activité, répond aux enjeux de la période, à la révolution numérique, à la nécessité d'en finir avec l'immense gâchis d'une jeunesse qui arrive sur le marché du travail dans des conditions de précarité de plus en plus insoutenables.

Il est nécessaire de consacrer plus de richesses aux pensions versées à un

nombre croissant de retraités et aux dépenses visant à préserver la santé et l'autonomie des personnes âgées. Entre 1960 et aujourd'hui, la part du PIB consacrée au financement des retraites est passée de 5 % à 13,8 soit une augmentation de 176 % ! C'est sans commune mesure avec le niveau à atteindre aujourd'hui.

Il faut se préparer à une bataille politique et idéologique sur le financement et donc sur le coût du capital, sur la création et la répartition des richesses. Aujourd'hui, cette répartition se fait au détriment des salaires et de la pro-

pales de mars 2020. C'est la même stratégie que pour le CETA, voté à l'Assemblée nationale après les élections européennes.

Sur la réforme des retraites, le potentiel de rassemblement est considérable. Le PCF, sa direction, les groupes parlementaires, nos organisations, vont bien évidemment nourrir le débat avec des propositions précises et argumentées. N'est-il pas possible, sur cette bataille, d'aller rapidement vers des convergences essentielles, identifiées comme telles auprès du plus grand nombre, avec un arc de forces

---

## **« Au total, les ressources consacrées chaque année au financement des retraites pourraient être augmentées de 70 à 90 milliards au bout de cinq ans. »**

---

tection sociale avec d'immenses gâchis en termes de capacités humaines et une perte d'efficacité économique. Mettons en débat un prélèvement sur les revenus financiers des entreprises et des banques, une modulation des cotisations sociales patronales selon les comportements des entreprises sur l'emploi, les salaires et la formation, idem pour l'impôt sur les sociétés, les aides fiscales et sociales dont bénéficient les entreprises, une réorientation du crédit bancaire et de la politique monétaire. Au total, les ressources consacrées chaque année au financement des retraites pourraient être augmentées de 70 à 90 milliards au bout de cinq ans.

### **© Comment construire un large front de riposte à la réforme Delevoye/Macron ?**

Le rapport Delevoye va servir de base au projet de loi qui sera présenté en conseil des ministres d'ici la fin de l'année. L'exécutif a revu son calendrier initial. L'examen au parlement a été repoussé après les élections municipa-

les et politiques progressistes le plus large possible ? La question ne va donc pas être de « faire la différence » en pointant les limites ou les faiblesses des uns et des autres mais de s'unir sur une plate-forme pour un système des retraites du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est le sens de l'appel du secrétaire national du PCF en réaction à la publication du rapport Delevoye.

Notre université d'été de la fin août propose une table ronde avec des syndicalistes et des responsables politiques. La prochaine fête de *L'Humanité* permettra de très nombreuses rencontres et des échanges pour, en lien avec le mouvement social et citoyen, construire une belle unité de riposte et de contre-propositions pour répondre à un triple défi : l'augmentation de la part des plus de 60 ans dans la population, l'allongement de la durée de vie et l'aspiration à une autre vie. Pour le macronisme, tout cela est un problème. Nous y voyons au contraire une formidable invitation à faire autrement, à imaginer nos jours heureux dans les conditions de notre époque. ●

# S'ENGAGER, SE LIBÉRER

## S'engager

PAR MICKAËL BOUALI\*

« En 1986, j'avais écrit pour Mandela une chanson, *Asimbonanga*, qui signifie en zoulou *Nous ne l'avons pas vu*. À l'époque, nous savions qu'il était emprisonné sur Robben Island, mais comme nous n'étions pas autorisés à avoir un portrait de lui, c'était pour nous un symbole sans visage, une étoile qui brillait dans notre ciel. » **Johnny Clegg**

**C**omme une macabre coïncidence en pleine finalisation de ce dossier consacré à l'engagement, le 16 juillet dernier s'éteignait Johnny Clegg, l'un des derniers grands chanteurs engagés de notre temps. Au-delà de l'hommage, tout naturel, à l'artiste et au combattant anti-apartheid, c'est toute une époque qui paraît se clore avec lui. La fin de l'apartheid, en Afrique du Sud, sonne comme l'une des dernières victoires du mouvement communiste mondial, dans un contexte général de crise, où l'éclatement de l'URSS succède à la chute du mur de Berlin. La suite est connue. Victoire et hégémonie des États-Unis sur le plan international, triomphe du capitalisme dans sa version néolibérale, fin de l'histoire...

### LE SENS DU MOT « ENGAGEMENT »

Pour un temps, du moins. Se pose alors la question de la place de l'engagement dans cette nouvelle période. Le mot, d'abord, est truffé de pièges. Il dérive du gage ou du *guagier*, en ancien français ; un terme qui désigne, dès le XII<sup>e</sup> siècle, la garantie que l'on offre afin d'assurer un remboursement ou l'exécution d'une tâche. Cinq siècles plus tard, le mot s'enrichit et acquiert à la fois une signification concrète – engager au

sens de faire pénétrer un objet dans quelque chose – et abstraite, soit engager sa parole et être contraint par elle, à une promesse, un mariage, etc. De manière analogue, la forme substantivée « engagement » en vient à désigner, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, ce qui pousse quelqu'un à agir d'une certaine façon, et l'état de celui qui est engagé dans une situation sociale, impliquant certaines obligations. À partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, le mot arbore une coloration plus militaire et désigne autant le fait d'être recruté comme volontaire dans une armée que l'introduction d'une unité militaire dans la bataille. Ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle en réalité que l'engagement en vient à désigner le fait de prendre position sur des questions politiques, à travers notamment sa forme pronominale, « s'engager ».

L'engagement, même quand il est solitaire, se fait au nom d'un idéal qui dépasse la simple personne de celui qui s'engage. Son contenu a nécessairement une portée collective et vise à prendre part à un combat commun. L'engagement induit également une exposition au regard d'autrui. Lorsqu'on s'engage, on s'expose dans l'espace public et on assume des idées, un combat en son nom propre... Avec la part de risque associé à cette prise de responsabilité, de la pression exercée sur l'évolution d'une carrière à l'élimi-



nation brutale d'un Victor Jara. L'absence du mot n'équivaut cependant pas à l'absence de la chose. Des écrits d'Agrippa d'Aubigné et de Ronsard durant les guerres de Religion à ceux de Hugo au XIX<sup>e</sup> siècle, il n'est pas nécessaire d'attendre Camus et Sartre pour en constater l'application dans le domaine des arts. Le XX<sup>e</sup> siècle reste toutefois attaché à la formalisation de l'en-

---

« Ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle en réalité que l'engagement en vient à désigner le fait de prendre position sur des questions politiques, à travers notamment sa forme pronominale, "s'engager". »

---

gagement, qu'il soit collectif et massif ou qu'il s'incarne dans la figure de l'intellectuel engagé. De ce point de vue là, la période qui succède à la Seconde Guerre mondiale fait figure d'apogée. La pensée de Sartre, les écrits d'Aragon, les chansons de Ferrat participent d'une lame de fond mondiale où se mêlent le néoréalisme italien, la poésie de Césaire et de Neruda ou encore la *nueva canción* sud-américaine de Violeta Parra et Victor Jara. La lutte idéologique n'a bien évi-

demment pas épargné le domaine et la définition même de l'engagement a fait l'objet d'un solide travail de dépolitisation. Il suffit de lire quelques grands dictionnaires et encyclopédies de référence pour s'en convaincre. Ici on s'attachera à bien distinguer le militantisme de l'engagement, envisagé comme la forme extrême de celui-ci, « lorsque la dimension de servitude l'emporte sur celle de liberté ». Là, sans qu'on puisse trop en comprendre la logique, on évoquera les artistes dissidents soviétiques au milieu d'un article sur les intellectuels engagés en France...

#### UNE ÉVOLUTION MARQUÉE PAR LE NÉOLIBÉRALISME

Avec la victoire planétaire du néolibéralisme dans les années 1990, ce travail idéologique a abouti à l'émergence d'une définition édulcorée et inoffensive de l'engagement. La fin des grands récits politiques et des idéologies ayant été proclamée, l'engagement se fait moins ambitieux et se referme sur de petites causes bien particulières. Cette évolution va de pair avec le développement, sans précédent, de l'individualisme et du fondamentalisme marchand. Dans cette société, désormais organisée autour des besoins de consommation et de leur assouvissement, l'engagement désintéressé en faveur des autres semble au mieux délicieusement désuet, et au pire franchement suspect, voire condamné. L'individu étant fermement engagé à se soucier ►►

► avant tout de ses besoins propres, il n'y a guère plus de place pour ce folklore d'un autre temps... À moins bien sûr que cet engagement se fasse au service d'une ambition personnelle. Ainsi, le triste spectacle de générations entières de cadres de l'UNEF, poursuivant tout naturellement leur engagement en tant qu'élus d'un PS de plus en plus discrédité, voire, plus récemment, en tant que cadres de la macronie, a pu alimenter un certain dégoût dans les jeunes générations. La nature ayant horreur du vide, à mesure que l'engagement politique décline, l'implication dans le secteur associatif s'accroît. Alors que ce secteur voit le nombre de ses bénévoles en constante augmentation depuis le début des années 2010, le nombre d'adhérents réels des principaux partis politiques décroît dramatiquement et la méfiance de la population vis-à-vis des syndicats et des partis atteint des sommets dans les enquêtes d'opinion. Dans le cas du secteur associatif, l'exposition est peut-être perçue comme mieux acceptée socialement, par opposition à une étiquette politique ou syndicale apparaissant comme plus chargée. La possibilité d'obtenir de petites victoires concrètes peut également jouer, alors que l'horizon d'une émancipation globale de l'humanité semble désespérément bouché. Paradoxalement, alors qu'il a été désarmé et digéré par la doxa néolibérale, le terme d'« engagement », comme d'ailleurs celui de « citoyen », se trouve accordé à toutes les sauces. Le voilà solidement revendiqué dans le monde de l'entreprise comme condition *sine qua non* pour être réellement *corporate*. Le voici intégré dans les programmes scolaires, valorisé dans les nouveaux parcours, pour peu que l'élève s'engage dans la direction préalablement fixée par l'Institution. Des formes alternatives d'engagement sont régulièrement exhibées dans la presse, *a fortiori* dès qu'il s'agit de la jeunesse. La signature d'une pétition, ou le fait de relayer

« Paradoxalement, alors qu'il a été désarmé et digéré par la doxa néolibérale, le terme d'« engagement », comme d'ailleurs celui de « citoyen », se trouve accordé à toutes les sauces. »

« Face à un système qui détruit méthodiquement tout ce qui reste de liens sociaux dans notre société et qui est prêt à compromettre l'avenir même de la planète, l'heure est plus que jamais à l'engagement. »

une campagne sur les réseaux sociaux sont ainsi envisagés comme des formes d'engagement plus porteuses. Pour surmonter les difficultés des partis politiques traditionnels, des mouvements s'imposent à l'occasion de l'élection de 2017 et, s'inspirant de ces modalités, proposent un cadre moins contraignant qu'une adhésion avec carte. Deux ans après, néanmoins, on peut constater que ce qui avait fait leur force est également leur principale faiblesse et que ce cadre, moins contraignant, n'a pas suffi à retenir ceux qui avaient décidé de les suivre.

#### UN CERTAIN RENOUVEAU

Et pourtant, les plus optimistes relèveront volontiers que, depuis le début du siècle, bien des indices témoignent d'un certain renouveau. L'écho rencontré par un nombre croissant de penseurs critiques, la notoriété retrouvée de Karl Marx ou les constats de plus en plus sévères sur l'avenir du capitalisme sont autant d'éléments qui invitent à l'espoir. Entre les mobilisations de la jeunesse pour le climat et le mouvement des gilets jaunes, cette dernière année a été le théâtre de formes d'engagement inédites, permettant la conscientisation de tout un pan de la société, jusque-là en retrait. De la même manière, la mobilisation des enseignants, allant jusqu'à toucher le baccalauréat, ou le nombre croissant de services d'urgence en grève montrent combien les conditions matérielles actuelles fabriquent de l'engagement. La tâche est, bien évidemment, immense, et le rapport de force plus que défavorable. Mais face à un système qui détruit méthodiquement tout ce qui reste de liens sociaux dans notre société et qui est prêt à compromettre l'avenir même de la planète, l'heure est plus que jamais à l'engagement.

\*Mickaël Bouali est responsable de la rubrique Histoire. Il a coordonné ce dossier.

# Agir pour un renouveau de l'engagement politique

Engager une révolution de nos pratiques militantes à la hauteur de nos objectifs politiques.

PAR IGOR ZAMICHIEI \*

## DES FRANÇAISES ET DES FRANÇAIS ENGAGÉS

Loin de se désengager, les Françaises et les Français s'intéressent à la politique et s'engagent pour des causes qu'ils ne qualifient pas de « politiques » mais qui sont pourtant au cœur des enjeux de société et de l'affrontement de classe.

« Les partis comme les mouvements qui se réclament de la transformation sociale sont tous confrontés au défi de la construction démocratique d'un projet de société et du rapport de force associé pour le faire progresser. »

Dans le secteur associatif, l'engagement bénévole est même en progression constante ces dernières années : + 16,8 % entre 2010 et 2016 (enquête IFOP pour France bénévolat de janvier 2016). Au total, près de 22 millions de nos concitoyennes et concitoyens sont engagés bénévolement dans une association ou d'autres organisations. Ce chiffre n'a jamais été aussi élevé ! Lorsque j'évoque ce constat, des camarades me rétorquent : « Oui, les gens s'engagent mais ils ne veulent plus transformer la société ou bien pensent que c'est impossible. » Ne venons-nous pas pourtant de vivre exactement l'inverse ces derniers mois à travers le mouvement des gilets jaunes, l'engagement de dizaines de milliers de jeunes pour la justice climatique, les mouvements féministes ? Et une enquête IFOP vient même nous révéler que les Françaises et les Français sou-

haitent un changement radical : 39 % pensent qu'il faudrait « une révolution » pour changer la situation du pays (enquête IFOP pour Atlantico de mars 2019). C'est deux fois plus qu'en Allemagne et trois fois plus qu'en Espagne !

Et, au-delà, les signes d'une volonté de changement se multiplient. Parmi les actrices et acteurs de différents secteurs, on peut citer en particulier les salariés de l'industrie qui élaborent des projets pour un renouveau industriel dans leur domaine, une part importante de l'économie sociale et solidaire qui innove réellement à partir de ses valeurs, les travailleurs ubérisés qui s'associent contre les plateformes, et plus généralement dans tout le monde du numérique la montée en puissance de la contestation des GAFAs et la promotion d'alternatives concrètes.

Parmi les intellectuels aussi, avec de très nombreuses publications relevant d'une critique du système capitaliste et de la volonté de réhabiliter l'idée communiste elle-même. Ces intellectuels sont de plus en plus nombreux à faire des propositions sur les voies stratégiques de cette réhabilitation et à se rendre disponibles pour confronter leurs théories avec celles des partis qui se réclament de la transformation sociale.

Pourtant, une réalité doit nous alerter et nous mobiliser : 68 % des Françaises et des Français ne font pas confiance aux syndicats et cela monte à 91 % concernant les partis politiques (enquête IPSOS pour *Challenges* de janvier 2019). Ainsi, les points d'appui existent mais nous, les communistes, les syndicalistes, nous ne parvenons pas à les saisir, à capter cet engagement grandissant. Alors comment faire ?

## DES VEROUS À FAIRE SAUTER

Le premier enjeu, me semble-t-il, est d'identifier plus précisément les obstacles à l'engagement ►►

► au sein de notre propre parti. Ce que nous devons questionner, c'est ce qui fait défaut tant sur le plan des idées que dans le rapport de notre parti en tant qu'organisation, et dans le rapport des communistes eux-mêmes à la société et aux femmes et aux hommes qui s'engagent déjà ou souhaiteraient le faire. Il n'y a pas de bataille politique possible sans bataille idéologique. Les idées dominantes pèsent terriblement sur l'engagement de nos concitoyens au sein d'un parti comme le nôtre. Elles agissent sur les consciences comme des verrous qui empêchent d'adhérer à notre projet. Combien de fois n'avons-nous pas été confrontés dans des discussions sur un marché, au porte-à-porte, à des remarques du type « Ces investissements ne sont pas possibles avec la dette qu'il faut réduire » ; « Les bénéficiaires d'allocations sociales profitent pendant que nous on travaille » ou encore « Votre proposition, l'Allemagne et les autres pays de l'UE la refuseront » ! Notre capacité à élever le niveau de conscience de classe pour battre en brèche ces idées dominantes est décisif car si nos concitoyens estiment que notre projet n'est pas crédible, pourquoi nous rejoindraient-ils ?

« La réhabilitation du clivage gauche-droite autour de l'affrontement de classe est incontournable pour toute ambition de transformation sociale. »

D'autant qu'une autre idée dominante actuellement martelée est que la forme « parti » serait à jeter. En réalité, cette idée sert la classe dominante dans la mesure où, malgré toutes ses insuffisances, un parti comme le PCF reste un lieu de contre-pouvoir important, ainsi qu'un lieu d'innovation sociale, écologique et démocratique. La forme « mouvement » recouvre des réalités très diverses, sur le plan des organisations politiques, de travailleurs ou de citoyens en lutte, réalités dont l'analyse approfondie n'en fait pas, tant s'en faut, des modèles. Le fait est que les partis comme les mouvements qui se réclament de la transformation sociale sont tous confrontés au défi de la construction démocratique d'un projet de société et du rapport de force associé pour le faire progresser.

Et les différentes formes d'organisation échouent à mobiliser dans la durée les travailleurs dans leur ensemble comme les catégories populaires. Ces formes affrontent des obstacles majeurs qui touchent notamment à l'ancrage solide des idées dominantes précitées et de la force de frappe médiatique de la classe qui les diffuse, à la diversification des statuts, des formes d'emploi elles-mêmes, aux nouvelles méthodes managériales, à la précarisation des travailleurs, à la destruction du lien social, à l'emprise des multinationales, plus largement des intérêts privés, sur les décisions politiques nationales et simultanément à l'assèchement des ressources des collectivités, en premier lieu des communes. De surcroît, l'échec des gouvernements se réclamant de la gauche à mettre en œuvre des politiques alternatives au libéralisme a permis à des forces aussi diverses que LFI, EELV, LREM ou le RN de promouvoir le dépassement du clivage gauche-droite. Or la réhabilitation de ce clivage autour de l'affrontement de classe est incontournable pour toute ambition de transformation sociale.

#### COMMENT AGIR POUR SUSCITER L'ENGAGEMENT POLITIQUE ?

Notre dernier congrès a proposé une analyse de nos difficultés et des pistes à explorer. Il doit désormais être prolongé par un effort sans précédent, un effort durable d'innovation et de coordination de nos initiatives, fait de retours critiques sur les obstacles et les atouts de nos tentatives pour transformer notre rapport à la société. C'est le deuxième enjeu : agir pour un renouveau de l'engagement politique. Nous affrontons un problème quantitatif, au sens du nombre de communistes réellement engagés dans les luttes qui émergent. Mais aussi, et surtout, un problème qualitatif, au sens de la capacité de proposition et d'initiative de chaque adhérente et adhérent, de la perception par les non-communistes de l'utilité de notre intervention dans les luttes pour élargir le rassemblement nécessaire à l'obtention de victoires sociales, de la capacité, aussi, à coordonner des initiatives pour leur donner une visibilité nationale qui contribue à crédibiliser un projet de société alternatif. Ces enjeux sont au cœur de la question du renforcement de notre parti qui vient de faire l'objet d'un plan national de renforcement du PCF (rapport au comité exécutif national du 24 juin 2019). L'intégration et la mise en responsabilité des nouveaux adhérents dans les sections,

notamment des jeunes, devraient en outre faire l'objet de dispositions spécifiques avec un suivi des directions départementales car nombreux sont ceux et celles qui finissent par s'éloigner de l'activité car ils ne trouvent pas leur place en rapport avec leurs motivations d'engagement.

Nous devons changer le centre de gravité de l'action des structures du parti. Il s'agit de passer d'un fonctionnement en réaction aux politiques capitalistes, d'un discours et d'initiatives « généralistes » à un fonctionnement cherchant prioritairement des coopérations concrètes et pérennes dans des luttes ou des expérimentations dont nous pensons qu'elles sont porteuses d'alternatives. Comment organiser une présence active des communistes dans ces luttes et expériences ? Comment mieux irriguer les structures du parti par les problématiques qu'elles affrontent et simultanément les nourrir de l'apport du projet communiste ? Quels espaces créer pour qu'elles soient animées par les acteurs, femmes et hommes, qui s'y impliquent ? Comment permettre à tous les citoyens concernés par l'objet de ces luttes de s'y impliquer à égalité ? Sur ce dernier enjeu, j'ai la conviction que l'éducation populaire doit être au cœur de nos actions politiques. Ce sont toutes ces questions que nous devons approfondir pour engager une révolution de nos pratiques militantes à la hauteur de nos objectifs politiques.

#### **DONNER VISIBILITÉ ET COHÉRENCE À NOS ACTIONS EN LIEN AVEC NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ**

Nous avons des points d'appui. Je pense par exemple aux luttes locales pour les services publics, en particulier dans les domaines des transports, de la santé, ou encore de l'éducation dans lesquelles les communistes sont très actifs. Je pense aussi à nos initiatives de solidarité concrète que nous menons partout en France, des ventes de fruits et légumes au juste prix pour les producteurs et nos concitoyens aux voyages à la mer organisés pour celles et ceux qui n'ont pas les moyens de partir en vacances. Cependant, nous pouvons améliorer encore considérablement l'efficacité de ces actions en leur donnant une visibilité et une cohérence nationales en lien avec notre projet de société comme nous

« L'éducation populaire doit être  
au cœur de nos actions politiques. »

avons commencé à le faire par exemple dans la santé avec le tour de France des hôpitaux engagé par nos parlementaires.

Dans d'autres domaines, comme dans l'action politique à l'entreprise, nous avons un immense chantier devant nous. Le tour de France annoncé par Fabien Roussel peut être l'occasion de renouer avec le monde du travail, avec les femmes et les hommes, ouvriers, employés, cadres et techniciens, et de construire les bases de l'unité du salariat en partant de luttes et de projets concrets. Et si nous nous saisissons de cette initiative pour réidentifier le PCF à l'ambition d'une renaissance industrielle de la France capable de relever le défi de l'emploi, le défi de filières stratégiques nationales et de coopérations internationales, le défi écologique ? Dans ce domaine comme dans tant d'autres, nous devons approfondir le travail avec les organisations syndicales, reconstruire une complémentarité d'action essentielle pour faire progresser une alternative.

« Il s'agit de passer d'un fonctionnement  
en réaction aux politiques capitalistes,  
d'un discours et d'initiatives « généralistes »  
à un fonctionnement cherchant  
prioritairement des coopérations concrètes  
et pérennes dans des luttes. »

Nous disposons de ressources considérables dans notre parti pour engager ces actions, à commencer par notre implantation et la richesse de notre corps militant. Et notre campagne européenne, même si elle n'a pas débouché sur le résultat électoral espéré, nous a permis de marquer des points décisifs. Appuyons-nous sur ces atouts pour agir avec détermination pour un renouveau de l'engagement politique ! ■

**Igor Zamichiei** est membre du Comité exécutif national du PCF, responsable de la Vie du Parti.

# Un moment de l'engagement politique, les trois premiers quarts du XIX<sup>e</sup> siècle

Au cours de cette période historique, sur la base d'exemples, l'auteur dégage le rôle que jouent les caractéristiques générales de la vie politique dans l'engagement, l'influence de certains déterminants (famille, position sociale, rayonnement de personnalités...), les moyens disponibles mais aussi les risques élevés encourus.

PAR **RAYMOND HUARD\***

**S**i l'engagement politique peut apparaître comme un phénomène essentiellement individuel car il est le résultat d'une évolution de la personnalité, justiciable à ce titre de la psychologie, c'est aussi un phénomène social de plus ou moins grande ampleur dont l'histoire la plus ancienne présente des exemples et qui revêt des formes particulières, selon les époques, en fonction des

contraire pour le contester ? Enfin, on insistera sur les risques élevés qu'il comporte à cette époque. Dans ce champ très vaste, les réflexions qui suivent n'ont d'autre but que de dégager quelques pistes de réflexion.

## **DES CONDITIONS GÉNÉRALES INÉGALEMENT FAVORABLES**

On n'oubliera pas, tout d'abord, que pendant la première moitié du siècle, la vie politique est officiellement réservée à une petite minorité aisée qui a seule accès aux assemblées élues. S'il n'est pas impossible certes à ceux qui sont exclus de la vie publique d'intervenir en politique, ils doivent le faire dans les pores du système politique existant avec les risques que cela comporte. À partir de 1848, le suffrage universel élargit considérablement le champ de l'engagement politique. Néanmoins, pendant les trois premiers quarts du siècle, les moyens de participer activement à la vie politique que sont, par exemple, les associations ou la presse demeurent mal garantis sauf en de brèves périodes comme au printemps 1848.

Une autre caractéristique de cette période est l'alternance de périodes de révolutions (1830, 1848, 1870-71) et de réactions. Les premières sont favorables à une mobilisation de masse masculine principalement, mais éventuellement féminine, où prospèrent des engagements politiques de niveau inégal. Les secondes mettent hors-jeu momentanément ou durablement une partie des militants les plus déterminés, tandis que les conditions générales rétrécissent très fortement le champ de l'engagement jusqu'à un nouveau départ progressif. Ainsi s'opère un

---

« L'influence de la tradition familiale est évidente lorsqu'on regarde le parcours de bien des hommes politiques du XIX<sup>e</sup> siècle. »

---

conditions où il s'exerce. C'est bien le cas pendant les trois premiers quarts du XIX<sup>e</sup> siècle. En considérant le phénomène d'engagement sous cet angle de vue, peut-on apprécier tout d'abord le rôle que jouent alors les caractéristiques générales de la vie politique dans l'ampleur de l'engagement ? Si l'on se rapproche ensuite des individus, sans tenir compte de ce qui relève simplement du caractère ou de la personnalité et qu'on laissera de côté, peut-on repérer, à partir de l'expérience de l'histoire, quelques déterminants qui peuvent agir sur l'individu ? On signalera ensuite les moyens qui sont disponibles au service de cet engagement, que ce soit au profit de l'ordre établi ou au

renouvellement au moins partiel des leaders (ce fut le cas pour les anciens quarante-huitards dans les années 1860) associé souvent à une évolution des objectifs et modes d'action. Si pendant toute la période, l'engagement politique ne va pas sans risques, ceux-ci sont aggravés lors des périodes de répression.

Dans un tout autre domaine, et si l'on pense que l'engagement politique est souvent un fait de jeunesse, on doit mentionner l'influence que le moment des études en particulier à Paris a joué pendant toute la période dans l'orientation des individus. C'est dans le milieu parisien, celui du Quartier latin en particulier, que le jeune provincial découvre des idées nouvelles, contacte des amitiés, fréquente les cafés et lieux de réunions. Ceci n'est pas vrai seulement des jeunes bourgeois. Nombre d'ouvriers sont passés par Paris en faisant leur tour de France ou de jeunes provinciaux y sont venus pour d'autres raisons.

Prolongeant ce dernier aspect, on mentionnera enfin, l'importance dans le domaine de la formation des idées à cette époque, de la connaissance du passé national récent et notamment de l'histoire de la Révolution et de l'Empire que de grands historiens, Mignet, Thiers Michelet, Buchez et bien d'autres vont porter à la connaissance du grand public pendant la première moitié du siècle. Cette histoire prestigieuse est un répertoire de situations sans précédent exaltantes pour les uns, inquiétantes pour les autres et chacun en tire les enseignements qu'il choisit. Elle dessine aussi éventuellement des perspectives d'avenir qui peuvent être réactualisées.

#### APERÇU DE QUELQUES FACTEURS DÉTERMINANTS

Si l'on cherche ensuite à repérer des facteurs déterminants propres à influencer les individus, certains qui ne sont pas forcément propres à la période, apparaissent de façon assez évidente. On citera évidemment en premier la tradition familiale qui bien entendu ne s'exerce pas de façon automatique, mais aussi la pratique du métier qu'il soit manuel ou intellectuel, l'influence du groupe social ou confessionnel, les hautes fonctions exercées, le rayonnement d'une personnalité et, enfin, les expériences vécues qui peuvent être des événements fondateurs.

La tradition familiale est évidente lorsqu'on regarde le parcours de bien des hommes politiques du XIX<sup>e</sup> siècle. Nombre d'entre eux ont eu des parents plus ou moins proches qui ont joué un rôle politique sous la Révolution ou ont servi avec fidélité le régime impérial. C'est le cas d'Auguste Blanqui, dont le père fut conventionnel, de Godefroy Cavaignac, leader républicain sous la Monarchie de Juillet qui est dans le même cas. Le père d'Eugène Baune, représentant à la Constituante de 1848, puis à la Législative de 1849 avait perdu son emploi en 1815 pour avoir soutenu Napoléon lors des Cent jours. À la base, que ce soit au niveau départemental ou local

quand on examine les participants à la vie politique, on observe que nombre de militants républicains, en particulier dans la première moitié du siècle, sont les enfants ou au moins ont une parenté avec des hommes qui ont exercé des fonctions plus ou moins importantes sous la Révolution ou ont rejoint le camp libéral sous la Restauration. Ceci est vrai aussi à droite parmi les héritiers de royalistes, de Chouans ou d'émigrés comme un La Roche-

jaquelein, ou au centre chez un personnage comme Guizot.

La pratique du métier avec ses difficultés est sans doute un autre facteur d'engagement politique. La participation à un journal dont l'opinion était connue traduit déjà une orientation politique, mais les journalistes pendant une bonne partie de la période ont dû en permanence batailler contre les lois répressives, subir la censure, être à l'occasion condamnés à la prison. Ils ont parfois même comme Thiers, à l'occasion de la révolution de 1830, dont une ordonnance contre la presse de Charles X fut en partie l'origine, joué un rôle révolutionnaire qui n'était pas inscrit d'avance dans leur parcours. Les avocats comme Gambetta, Delescluze se sont fait connaître en défendant des militants traînés en justice. Favorisés, certes, par leur pratique de la parole en réunion, ils ont fourni un très grand nombre de militants politiques et parlementaires. Mais cette influence du métier vaut aussi pour les militants ouvriers. Le mécanicien Louis Longomazino avant d'être un leader montagnard dans le Sud-Est sous la seconde République avait dirigé la grande grève de l'arsenal de Toulon en 1845. Le menuisier Agricool Perdiguier originaire du Vaucluse, élu à ►►

« La pratique du métier avec ses difficultés est sans doute un autre facteur d'engagement politique. »

- ▶ la Constituante en 1848, s'était fait connaître à partir de 1836 par un *Livre du compagnonnage* très répandu. À Marseille, le syndic des portefaix et aussi poète ouvrier Astouin dut bien à ses responsabilités professionnelles d'être présenté par les royalistes pour un siège de représentant en 1848.

L'influence dans l'engagement, d'une position sociale privilégiée, de hautes fonctions exercées

---

« L'influence dans l'engagement, d'une position sociale privilégiée, de hautes fonctions exercées ou de l'appartenance à un groupe confessionnel est souvent décisive. »

---

ou de l'appartenance à un groupe confessionnel est souvent décisive. Elle n'est nulle part plus importante, sans doute, que dans la bourgeoisie et l'aristocratie. Dans cette dernière, la tradition familiale implique la responsabilité d'assumer des charges souvent militaires certes, mais aussi politiques avec le souci de défendre les privilèges du groupe social. Dans la bourgeoisie également l'assise locale que donne une grande propriété, la possession ou la direction d'une grande entreprise industrielle ou de presse incite à prolonger ce pouvoir économique par une intervention politique. Comme le propriétaire Alexis de Tocqueville dans la Manche, le manufacturier Victor Grandin à Elbeuf, le banquier Achille Fould, le patron de presse Émile de Girardin jugeaient sans doute tout naturel de devenir députés. Les hautes fonctions exercées vont dans le même sens. Nombreux sont les militaires déjà connus grâce à leur carrière, qui s'engagent en politique comme le général Foy sous la Restauration, le maréchal Soult sous la Monarchie de Juillet, les généraux Bugeaud, Changarnier sous la Seconde République. On ne peut négliger enfin le souci de défendre les intérêts d'un groupe confessionnel. L'avocat Adolphe Crémieux porte parole des juifs dès la Monarchie de Juillet, les prêtres ou évêques, Montalembert, Dupanloup se devaient de défendre les intérêts de leurs coreligionnaires. On mentionnera enfin le rayonnement auprès d'individus de niveau social modeste, d'une personnalité locale, notable par le statut social,

mais aux idées propres à susciter une adhésion populaire. Si Maurice Agulhon a théorisé ce phénomène dans la phase prédémocratique en l'intitulant « patronage démocratique », elle se perpétue en se transformant avec l'apparition dans la phase démocratique, de la personnalité qu'on appellera plus tard charismatique, du grand avocat ou orateur en particulier, qui devient suffisamment populaire pour galvaniser ses partisans. Ledru-Rollin, Lamartine sous la Monarchie de Juillet ont joué un moment ce rôle, plus tard Gambetta. Louis-Napoléon Bonaparte quant à lui n'avait pas besoin de qualités personnelles particulières puisque son nom suffisait à lui rallier des partisans.

Si l'on se rapproche de plus près encore des individus, on doit aussi mentionner ce qu'on pourrait appeler des événements fondateurs décisifs à un moment donné, différents certes selon les individus. Edgar Quinet a mentionné le choc que représenta pour lui l'invasion en 1814, « le prolétaire » Joseph Benoît a évoqué à la fois l'influence d'un petit groupe d'intellectuels genevois imprégnés des grands souvenirs de la Révolution qu'il fréquenta et, peu après, de l'expérience totalement inédite de l'insurrection ouvrière de Lyon en 1831. Le révolutionnaire Amand Barbès

---

« On mentionnera le rayonnement auprès d'individus de niveau social modeste, d'une personnalité locale, notable par le statut social, mais aux idées propres à susciter une adhésion populaire. »

---

né en 1809 avait vécu à la Guadeloupe jusqu'en 1816 et avait peut-être été frappé par l'esclavage, aboli seulement en 1848. Pour le libraire et écrivain Germain Encontre, de Nîmes, c'est le drame de juin 1848, qu'il ne vécut pourtant que de loin, qui l'amena – nous dit-il – à s'engager plus à fond dans la lutte politique. Ces destinées personnelles sont évidemment d'une variété infinie.

## DES MOYENS ENCORE LIMITÉS POUR UN ENGAGEMENT POLITIQUE

Si pendant la première moitié du siècle l'engagement politique est naturel et assez facile pour la bourgeoisie qui peut facilement se concerter dans les salons, dans les assemblées, dans diverses associations autorisées et financer des journaux ou des publications, il n'est pas si simple du côté du peuple. Celui-ci, pénalisé aussi par une instruction souvent insuffisante, n'a à sa disposition que diverses formes de réunions informelles, les chambrées populaires en milieu paysan, les réunions de café en ville, des cercles démocratiques d'une grande variété, les associations professionnelles ouvrières, le lieu de ralliement que peut être le siège des journaux démocratiques, eux-mêmes soumis à des sévères conditions financières légales. La parcellisation de ces organismes est un obstacle majeur à une action coordonnée au plan national. Des sociétés à plus vaste rayonnement, tolérées, ont pu naître dans une période de relative liberté comme celle des Droits de l'homme et du citoyen au début des années 1830. L'autre solution était de fonder des sociétés secrètes qui connaissent leur âge d'or de 1815 à 1851 (Charbonnerie sous la Restauration, société des familles ou des saisons à la fin des années 1830, Nouvelle Montagne sous la Seconde République). Les autorités les pourchassent quand elles en ont connaissance. L'adhésion à une société secrète est souvent associée à un serment de participer éventuellement à une initiative révolutionnaire, serment censé garantir la fidélité des participants. Ce fut le cas notamment pour la Nouvelle Montagne qui se développa largement en particulier dans le Sud Est en 1850 et 1851 avec pour vocation de défendre la République si elle était menacée. Si elle fut déterminante dans la mobilisation de nombreux insurgés en décembre 1851, son échec et la dure répression qui s'ensuivit montra l'impuissance de ce genre d'organisations.

## UN ENGAGEMENT À RISQUE ÉLEVÉ

Enfin une des caractéristiques de l'engagement politique au XIX<sup>e</sup> siècle est qu'il entraîne fréquemment des risques plus ou moins graves. S'il ne présente à peu près aucun risque pour les classes dirigeantes sauf dans des cas très exceptionnels (l'emprisonnement de la duchesse de Berry après l'expédition insurrectionnelle manquée de 1832 ou celui de Louis Napoléon après la tentative de Boulogne en 1840), il peut être

source de graves inconvénients pour les opposants qu'ils soient de milieu populaire ou non. Le cas d'Auguste Blanqui, prisonnier politique pendant une grande partie de sa vie adulte est certes exceptionnel, mais un très grand nombre

« Lors des insurrections, que ce soit en juin 1848, décembre 1851, encore bien plus lors de la Commune, de nombreux insurgés sont fusillés sans jugement. »

de militants subissent de lourdes sanctions même en période normale. Jusqu'en 1848, la peine maximale, la peine de mort existe en matière politique sans être toujours appliquée. À cette date, elle sera remplacée par la déportation dans des terres parfois très éloignées. Mais lors des insurrections, que ce soit en juin 1848, décembre 1851, encore bien plus lors de la Commune, de nombreux insurgés sont fusillés sans jugement. Ceux qui sont arrêtés peuvent être déportés en Algérie comme en juin 1848 ou décembre 1851, en Nouvelle Calédonie en 1871 ou placés pendant des mois sur des pontons. En temps ordinaire, ce sont des peines de prison accompagnées souvent d'amende, qui sanctionnent l'organisation de sociétés interdites, les articles de journaux jugés délictueux, les cris séditionnels etc.. Maint militant de cette époque fait des séjours plus ou moins longs en prison. D'autres (Ledru-Rollin, Victor Hugo, ou l'ouvrier Martin Nadaud) fuient la répression grâce à l'exil, en Angleterre, Belgique, Suisse. Celui-ci peut durer plusieurs dizaines d'années.

Si nous avons cherché à mettre en lumière les caractéristiques propres à l'engagement politique au XIX<sup>e</sup> siècle, il ne s'ensuit pas qu'on ne puisse en retrouver certaines plus tard, à l'état de traces ou modifiées, car la vie politique a aussi des effets structurants persistants. Il peut être donc intéressant d'observer comment certaines ont pu persister, d'autres s'atténuer ou se transformer sans forcément disparaître complètement dans les époques ultérieures. ■

\***Raymond Huard** est historien. Il est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de Montpellier.

# Vigueur de l'engagement ou impossibilité du « dégage-ment » ?

Selon les périodes politiques, aux XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles l'engagement connaît des temps forts et des basses eaux.

PAR BERNARD VASSEUR\*

L'engagement est aujourd'hui une invitation qui s'adresse à tous et à chacun. Mais il fut longtemps considéré comme un impératif ou un devoir qui s'adressait en priorité aux intellectuels et aux artistes. On entendait alors par ce mot l'attitude d'un écrivain ou d'un plasticien (par exemple) qui, prenant conscience de son appartenance à la société et au monde de son temps, renonçait à toute position d'indifférence, de surplomb ou de specta-

« Plus que la vigueur de la plume de Sartre, ce furent la place donnée à l'écrit (et à l'écrivain) dans la vie sociale comme dans la presse, et surtout l'ampleur des « causes » à défendre se dessinant au fil du temps qui donnèrent à l'engagement son importance et le sentiment de son urgence. »

teur détaché pour mettre sa pensée ou son art au service d'une cause. De ce point de vue, on peut estimer qu'il y eut des intellectuels et des artistes qu'on peut bien dire « engagés » (on songe à Voltaire et Rousseau, au Victor Hugo de l'exil et des *Misérables*, au Zola de « *J'accuse* », etc.) bien avant que le mot ne prenne ce sens précis qui n'apparut que vers 1945, à la Libération. Auparavant, « engagement » orientait vers d'autres horizons, comme celui de l'armée et du recrutement militaire ou encore celui de la domesticité et du contrat de louage de ses services.

## UNE PHILOSOPHIE DE LA LIBERTÉ

Mais à la fin de la guerre, la notion fait florès au sein de la philosophie existentialiste, le magistère d'André Gide s'éteignant (il meurt en 1951), pour laisser place à celui de Jean-Paul Sartre. *L'Être et le néant* (publié en 1943) propose alors une philosophie de la liberté dont la théorie de l'engagement est une conséquence maîtresse : les êtres humains sont « tous embarqués » (Pascal), mis en situation et pourtant radicalement libres. Ils ont le choix de l'assumer (en s'engageant consciemment) ou de le dénier (en se réfugiant alors dans la mauvaise foi). Avec ces deux corollaires : ne pas s'engager est aussi un choix (conscient ou non) et, pour l'écrivain ou l'artiste, s'engager devient un devoir. C'est ainsi que dans la présentation de sa revue *Les Temps modernes* (1945), Sartre n'y va pas par quatre chemins et écrit : « l'écrivain est en situation dans son époque : chaque parole a des retentissements, chaque silence aussi. Je tiens Flaubert et Goncourt pour responsables de la répression qui suivit la Commune puisqu'ils n'ont pas écrit une ligne pour l'empêcher » (in *Situations II*). Nous étions alors au lendemain de l'Occupation, une période marquée par la répression, la censure, la traque faite aux Résistants, au cours de laquelle, en effet, écrire, dessiner, parler ou se taire étaient des choix lourds de conséquences. Il est d'ailleurs piquant de remarquer, au passage, qu'un homme comme Aragon ne cessa de refuser qu'on lui colle cette étiquette d'auteur « engagé » qui semblait pourtant si bien lui aller : n'était-il pas l'auteur d'une poésie « engagée » (au sens majeur du mot) et qui avait contribué avec force aux combats de la Résistance ? Oui,



mais justement, dans ces années-là, Sartre avait estimé sur ce plan que « la poésie de la Résistance » ne valait pas tripette (ce qui ne pouvait manquer de déplaire à Aragon et à une vaste partie de l'opinion). Et puis Sartre était un homme dont la Résistance réelle avait été fort discrète. Du coup, le voir venir prêcher les vertus de « l'engagement » à la Libération (donc quand c'était devenu moins urgent) avait quelque chose d'étrangement paradoxal et de quoi heurter des hommes et des femmes comme Aragon et quelques autres, qui avaient été d'authentiques combattants de l'ombre. On comprend qu'ils aient pu rétorquer à Sartre : Mais que faisiez-vous au temps chaud ?

#### **L'IMPOSSIBILITÉ PRATIQUE DU « DÉGAGEMENT »**

À vrai dire, plus que la vigueur de la plume de Sartre, ce furent la place donnée à l'écrit (et à l'écrivain) dans la vie sociale comme dans la presse, et surtout l'ampleur des « causes » à défendre se dessinant au fil du temps qui donnèrent à l'engagement son importance et le sentiment de son urgence. Au lendemain d'un conflit guerrier particulièrement meurtrier et en pleine guerre froide (donc avec le risque de retomber dans la « guerre chaude »), il n'était guère possible d'hésiter ou de se taire. Plus que la théorie sartrienne de l'engagement, c'est l'impossibilité pratique du « dégagement » qui l'emportait tant les menaces s'accumulaient. Et puis, d'une part, nous étions encore dans la « graphosphère » chère aux médiologues (Régis Debray) et les

---

« En ces années du XXI<sup>e</sup> siècle, si l'engagement n'éclaire plus d'en haut et comme un devoir, en tout cas, le sentiment d'une impossibilité de rester impassible et « dégage » renaît, avec des inquiétudes fortes, et invente des mobilisations nouvelles (très jeunes gens et climat, gilets jaunes, etc.). »

---

journaux couraient après les écrivains qui tenaient rubrique régulière dans leurs pages ou sur les ondes. Un historien comme Michel Winock pourra écrire l'histoire de ces années-là en les intégrant dans le droit fil d'un siècle qu'il baptisa *Le siècle des intellectuels*. Et d'autre part, des causes majeures fracturaient le paysage mondial en y dessinant des grandes alternatives qui ne pouvaient laisser insensibles les intellectuels. Leurs noms sonnent encore avec une belle énergie dans les mémoires d'aujourd'hui : impérialisme ou socialisme, socialisme ou barbarie, libération nationale ou colonialisme, guerre ou paix, domination impériale ou Tiers-mondisme, etc. Et combien de manifestations grandioses pour Cuba, l'Algérie, le Vietnam, la liberté en Amérique latine, La lutte contre l'apartheid en Afrique du sud, etc. ►►

## ► LA FIN DE L'ENGAGEMENT

La conjoncture a par la suite bien changé dans les années « fin de siècle » (1980-2000). Pour simplifier, je dégagerai quatre aspects. En premier lieu, le piétinement puis l'échec des pays socialistes, avant qu'ils soient rayés de la carte. Les forces de « la révolution conservatrice » (Reagan et « l'empire du mal », Thatcher et son fameux TINA – *there is no alternative*), le recours à la notion de « totalitarisme » (qui visait à assimiler monstrueusement nazisme et communisme) par les « nouveaux philosophes », tous ces thèmes avaient ainsi préparé le terrain aux années qui proclamèrent « la fin de l'histoire » (Fukuyama, 1992). Temps de reflux et d'oraisons funèbres où sont annoncées « la fin des grands récits » et « la mort des idéologies », c'est-à-dire à bien des égards la fin de l'engagement. En deuxième lieu, dans l'âge des technologies et des NTIC (nouvelles techniques de communication) où l'on entre dans ces années-là, nous sommes dans « la vidéo-sphère » et le règne des écrans. Du coup, les écrivains et les plasticiens quittent le haut de l'affiche : ils sont noyés dans la foule des « gens célèbres » que la télévision ne cesse de promouvoir. En troisième lieu, les « causes » qui méritent qu'on y voue sa vie (en s'y engageant) ont déserté. Il n'y a plus désormais, clairement identifiés, d'engagement à majuscules (La Classe Ouvrière, la Nation, la Révolution, La Paix...), mais des associations fugaces, communautaires ou ciblées (le mariage gay, les OGM, le SIDA, l'environnement, etc.). En quatrième lieu, nous entrons au cours de ces années, dans une société où l'individualisme a pris une place considérable dans les rapports humains. Le fétichisme de la marchandise et de l'argent, porté au pinacle par la publicité et le marketing a fermé l'horizon sur l'individu, ses besoins et au mieux ceux de sa famille. Tout est désormais présenté comme ayant été fait pour vous, par vous et parce que vous le valez bien ! Du coup, l'engagement politique (fondé sur la reconnaissance de la valeur d'une action collective) a périclité. Une « citoyen-

---

« La notion de lutte de classes, que l'on croyait morte et enterrée, marque plus que jamais notre monde, avec le fossé qui n'en finit pas de se creuser entre la masse sans cesse grandissante des très pauvres et le nombre de plus en plus réduit des très riches. »

---

neté » de confort, adjectivée et sans épaisseur se vend à toutes les sauces (attitude citoyenne, intervention citoyenne, démarche citoyenne). L'horizon semble bouché et le siècle fatigué et sans courage alors qu'il touche à sa fin.

## L'IMPOSSIBILITÉ DE RESTER IMPASSIBLE ET « DÉGAGÉ »

Mais voilà que les temps changent en ces années du XXI<sup>e</sup> siècle et que, si l'engagement n'éclaire plus d'en haut et comme un devoir, en tout cas, le sentiment d'une impossibilité de rester impassible et « déga-

gagé » renaît, avec des inquiétudes fortes, et invente des mobilisations nouvelles (très jeunes gens et climat, gilets jaunes, etc.). Un bon indice pour le mesurer est la place faite à Marx dans la conjoncture présente. Voilà que des intellectuels qui ont maintenu avec courage toutes ces années de plomb l'idée du communisme et celle de l'émancipation humaine connaissent le succès (comme Alain Badiou, Jacques Rancière, Toni Negri, Étienne

Balibar ou encore Isabelle Garo et Lucien Sève). De même, voilà que la notion de lutte de classes, que l'on croyait morte et enterrée, marque plus que jamais notre monde, avec le fossé qui n'en finit pas de se creuser entre la masse sans cesse grandissante des très pauvres et le nombre de plus en plus réduit des très riches, avec la répétition chronique de crises (financières, économiques, sociales et politiques), avec la transformation du salariat en « précaire » (selon la formule d'André Tosel) et la fragmentation de la force de travail par une concurrence interne inexorable. C'est encore ce que l'anthropologue David Graeber (qui fut aussi le concepteur d'*Occupy Wall Street*) appelle les *bullshit jobs* (les petits boulots à la con), ou ce que l'américaine Wendy Brown appelle la dé-démocratisation (qui consiste à vider la démocratie de sa substance sans en supprimer la façade), avec le fréquent tournant autoritaire et sécuritaire des États, sans même parler de la résurgence d'une menace fascisante (comme on le voit dans l'Union européenne). C'est l'approfondissement contemporain de

traits nouveaux, mais qu'on peut facilement penser avec des concepts trouvés dans Marx : comme les ségrégations qui ne cessent de croître au sein des sociétés humaines (entre manuels et intellectuels, sédentaires et « migrants », humains utiles et humains jetables, performants et inadaptés, gagneurs et perdants, élites et populistes), avec les dégâts que la mondialisation de l'industrie et de la finance fait subir aux réalités du travail, aux modes de vie des peuples et à l'écosystème planétaire, avec une militarisation des relations internationales qui ne cesse de se renforcer. Autrement dit, ce que l'on salue avec ce « Marx ça repart ! », c'est le fait que, bien en amont, avec quasi deux siècles d'avance, il ait pu annoncer ce qui est notre actuel présent. Ce que l'on souligne, c'est la fécondité de ses recherches, l'ampleur de ses anticipations, ses talents de visionnaire. Tout cela se découpant sur une toile de fond qui devient générale et qui tient en une question centrale : comment tourner la page du modèle actuellement imposé de devenir-monde du capitalisme, avec ses conséquences d'ores et déjà douloureuses pour les sociétés et plus que

menaçantes pour la sauvegarde de la planète ? Autrement dit : comment concevoir la construction de ce post-capitalisme que Marx appelait pour sa part « le communisme », qui se cherche à tâtons mais avec insistance sans pouvoir encore être nommé aujourd'hui, mais auquel de plus en plus de personnes et de peuples aspirent ? Et, du même coup, paradoxalement, on mesure aussi l'ampleur et la difficulté de la tâche quand on voit l'état du rapport des forces en présence, l'immensité des préjugés à faire bouger et la réalité d'une opinion largement « formatée » par des médias dont 90 % sont détenus par dix milliardaires, la dispersion des forces politiques, la faiblesse du parti communiste... Mais, à quelques encablures du centenaire de sa fondation, il y a une belle carte à jouer pour lui : celle de replacer Marx sur la place publique, dans le débat d'idées, en faisant entendre ce qu'il pensait véritablement sous le nom de communisme et qui n'a rien à voir avec ce qui s'en est pourtant réclamé au XX<sup>e</sup> siècle. ■

\*Bernard Vasseur est philosophe.

## Quels obstacles à l'engagement des classes populaires ?

Face aux obstacles rencontrés, c'est la construction d'un capital militant collectif qui offre la possibilité aux individus d'origine modeste de compenser leur faiblesse de capitaux personnels et de peser dans l'espace public.

PAR JULIAN MISCHI\*

**L**es classes populaires ont besoin de s'organiser pour se faire entendre. Manifester dans la rue et s'engager dans des structures collectives leur permet d'établir un rapport de force moins favorable aux classes dominantes. Ces dernières, fortes de leurs réseaux professionnels et familiaux, n'ont à l'inverse guère besoin d'organisations militantes pour défendre leurs intérêts pris en charge par l'appareil d'État. Or, paradoxalement, l'engagement n'a rien de naturel dans les milieux populaires, où il rencontre de nombreux freins. Ainsi, la participation politique et associative

est plus forte dans les autres milieux sociaux, notamment parmi les classes moyennes. Le constat vaut même pour l'engagement syndical : les cadres et les professions intermédiaires sont, en proportion, davantage adhérents d'un syndicat que les ouvriers.

### UNE FAIBLE DISPONIBILITÉ BIOGRAPHIQUE

L'engagement, au sens d'adhésion à une organisation et d'implication dans la défense d'une cause, est moins répandu dans les milieux populaires. Et lorsque des ouvriers ou des employés prennent part à des activités militantes, ils sont ►►

►► souvent relégués à des positions subalternes, chargés de tâches logistiques et bénévoles (tracage, service d'ordre, affichage...) plutôt que détenteurs de responsabilités. Ainsi, les dirigeants des organisations militantes se recrutent rarement parmi les classes populaires, même lorsque celles-ci sont présentes à « la base ».

Pour expliquer un tel rapport différencié à l'engagement, il faut d'abord souligner une moindre disponibilité biographique dans les milieux populaires. L'implication dans des activités collectives suppose une gestion d'un temps libre pour soi que les conditions de vie et de travail des classes populaires permettent rarement. Le travail pénible, irrégulier, de nuit, incertain, tout comme la recherche d'emploi et de missions d'intérim ne favorisent pas une disponibilité d'esprit pour l'engagement, notamment pour les femmes sujettes au temps partiel et à la gestion de tâches domestiques rendues encore plus difficiles par la précarité économique des ménages. L'instabilité socioprofessionnelle n'aide à pas se poser pour planifier une activité militante. Elle nourrit le retrait de l'espace public pour les fractions les plus vulnérables des classes populaires (femmes, immigrés, jeunes, chômeurs). Les mobilisations populaires reproduisent ainsi une certaine hiérarchie sociale avec une implication plus forte de catégories stabilisées, notamment lorsqu'il s'agit de s'organiser, à l'image de la sociologie dominante des « gilets jaunes » autour d'indépendants et de salariés en emploi.

### UN SENTIMENT D'ILLÉGITIMITÉ

Le principal obstacle à l'engagement des classes populaires est cependant d'ordre culturel. C'est essentiellement le sentiment d'illégitimité, le manque de confiance, qui tient les personnes aux scolarités courtes à distance des réseaux militants, perçus comme un monde étranger, nécessitant, pour y entrer, des compétences qui leur font défaut. L'exclusion politique se construit dès les bancs de l'école, au cours d'un processus de triage social qui relègue les enfants des classes populaires dans des filières professionnelles et les orientent vers des métiers tout aussi dévalorisés. L'idéologie méritocratique instille une dévalorisation de soi qui nourrit une marginalisation au profit de ceux qui, fortement dotés en capital scolaire, investissent naturellement la scène militante. Forts d'un sentiment de compétence et de supériorité sociale construit dans

« C'est essentiellement le sentiment d'illégitimité, le manque de confiance, qui tient les personnes aux scolarités courtes à distance des réseaux militants, perçus comme un monde étranger, nécessitant, pour y entrer, des compétences qui leur font défaut. »

leur parcours familial, scolaire et professionnel, ces derniers perçoivent peu qu'ils ont en réalité, en grande partie, hérité des avantages collectifs liés à leur classe. Pour les classes populaires, il faut au contraire contrer un sentiment d'indignité culturelle pour s'estimer apte à participer au jeu militant monopolisé par les catégories les plus diplômées.

Depuis les années 1970, cette participation a, en outre, été fragilisée par l'éclatement social des milieux populaires, avec le déclin du groupe des ouvriers de l'industrie qui lui donnait une cohérence centrale, et l'effritement de la conscience de classe parmi les salariés. L'affaiblissement des lectures de la société en termes de classes, y compris dans les mouvements de gauche, a réduit l'attention portée à la place des militants d'origine populaire dans les organisations et aux dispositifs collectifs permettant leur formation et promotion. Or c'est la construction d'un capital militant collectif qui offre la possibilité aux individus d'origine modeste de compenser leur faiblesse de capitaux personnels et de peser dans l'espace public. Dans et par l'organisation, ils accèdent à des ressources culturelles qui leur permettent de surpasser les sentiments d'illégitimité et de lutter contre la domination des élites sociales, dans l'espace politique national autant que local.

### LES MATRICES SYNDICALES ET LOCALES

L'engagement populaire se construit le plus souvent en lien avec des enjeux pratiques liés aux expériences vécues au travail ou dans les localités. Ainsi, le syndicalisme a joué un rôle essentiel comme matrice à l'engagement populaire dans les décennies précédentes. Par son souci de mobiliser les ouvriers et les employés, il offre



un cadre d'apprentissage de la lutte et du travail militant où peuvent se forger un intérêt et des compétences pour le jeu politique. Or le syndicalisme de combat social est fragilisé par la conjoncture économique et surtout par les stratégies patronales et gouvernementales d'affaiblissement des contre-pouvoirs dans les entreprises. De plus en plus de travailleurs exercent dans des environnements et selon des statuts qui les tiennent à distance des syndicats et des formes d'action classique comme les grèves.

Dans ce contexte, en parallèle de l'organisation sur le lieu de travail, le déploiement d'actions dans l'espace local, notamment dans les zones périurbaines et les petites villes, peut mobiliser des personnes qui, comme l'a montré la protestation des gilets jaunes, sont loin d'être forcément résignées et individualistes. À ce niveau, l'implication dans les luttes municipales et l'accession au pouvoir local constituent un autre ressort à l'engagement populaire. Mais, là aussi, les obstacles

---

« L'idéologie méritocratique instille une dévalorisation de soi qui nourrit une marginalisation au profit de ceux qui, fortement dotés en capital scolaire, investissent naturellement la scène militante. »

---

à surmonter sont conséquents pour éviter la relégation à des fonctions subalternes et à des rôles de faire-valoir dans les conseils municipaux.

Ceci d'autant plus que le développement de l'intercommunalité et la professionnalisation de la gestion locale tendent à déposséder les habitants et à réduire les questions politiques à des enjeux techniques. En outre, si les démarches de démocratie participative présentent un intérêt pour les élus, elles se contentent, le plus souvent, de recueillir des paroles et de les restituer sous une forme consensuelle. Elles n'offrent pas de véritable support à l'engagement des classes populaires. Ce n'est d'ailleurs pas leur objectif. Les effets socialisateurs sont plus durables au sein des structures associatives et militantes. ■

**Julian Mischi** est sociologue. Il est directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

# Les gilets jaunes, des engagements en mouvement

Un mouvement social qui compte une part importante de membres des classes populaires actuellement « mis en suspens ».

PAR **MAGALI DELLA SUDDA\***

**S**amedi 17 novembre 2018, plusieurs centaines de milliers de personnes vêtues d'un gilet jaune mènent des actions au niveau des ronds-points et péages. Le soir même, le ministère de l'Intérieur dénombre plus de 2 000 points de blocage et 287 710 participantes et participants aux actions et manifestations.

Rapidement, chaînes d'information en continu et éditorialistes façonnent l'image d'un mouvement qualifié tantôt « d'insurrection populaire », de « jacquerie 2.0 », ou assimilé à une forme de « poujadisme ». Pour répondre aux interrogations que le mouvement soulève, un collectif de recherche pluridisciplinaire, réunissant des étudiants, diplômés de Master, doctorants et docteurs, enseignants-chercheurs et chercheurs, hommes et femmes, se lance dans une enquête nationale par questionnaires, observations et entretiens approfondis. Les 1 352 questionnaires passés sur les lieux d'action complètent les premières données ethnographiques sur le mouvement et permettent de proposer des premières pistes d'analyse.

## UN PREMIER ENGAGEMENT DE CLASSES POPULAIRES

Ce mouvement social compte une part importante de membres des classes populaires. Parmi les personnes interrogées, la moitié déclare vivre dans un foyer où le revenu est inférieur à 2 000 euros et 75 % à 2 900 euros par mois (Le revenu disponible médian d'un foyer français en 2016 était de 2 519 euros par mois, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2016). Le mouvement porte des revendications sur les conditions matérielles d'existence. La protestation initiale contre la hausse des taxes sur les carburants, a mis en

lumière la part élevée consacrée au déplacement dans le budget des ménages modestes. Retraités et chômeurs sont très présents. Les femmes travaillant dans le « care » sont les catégories les plus mobilisées chez les répondantes. Du côté des hommes, chauffeurs routiers, indépendants (TPE), ouvriers et agriculteurs sont surreprésentés sur les ronds-points au regard de leur part dans la population active, tandis que les fonctionnaires sont plus nombreux en manifestation. Des lieux d'action de proximité – le

---

« L'engagement au sein des gilets jaunes est pour beaucoup l'occasion d'une politisation rapide. L'occupation durable des ronds-points a offert un espace singulier d'échange et d'apprentissage de savoir-faire militants. »

---

rond-point local –, ainsi que l'absence des corps intermédiaires qui structurent habituellement les manifestations, caractérisent la mobilisation des « inaudibles ». Les femmes sont plus visibles dans un mouvement qui revendique son horizontalité. Cette caractéristique va de pair avec une forte demande d'une meilleure représentation et écoute démocratique. Cela bat en brèche les analyses du déclin de l'engagement. L'enga-

« La destruction par les forces de l'ordre des cabanes des ronds-points met un coup de frein à cette forme inédite de mobilisation. »

gement au sein des gilets jaunes est pour beaucoup l'occasion d'une politisation rapide. L'occupation durable des ronds-points a offert un espace singulier d'échange et d'apprentissage de savoir-faire militants. Notre enquête témoigne d'une préoccupation nouvelle pour la politique chez certaines personnes qui s'en tenaient éloignées, et invite à mettre en perspective ces engagements.

#### LES TRANSFORMATIONS DE L'ENGAGEMENT DANS LE MOUVEMENT

Au mois de décembre janvier, la destruction par les forces de l'ordre des cabanes des ronds-points met un coup de frein à cette forme inédite de mobilisation. La perte du lieu de convivialité oblige à se restructurer. D'autres modes d'action sont privilégiés : réunions, assemblées, manifestations prennent le pas sur l'occupation. Cette évolution est corrélée à une arrivée dans le mouvement de personnes qui se situent plus à gauche et qui ont déjà une expérience d'engagement politique « conventionnel » – adhésion à un parti politique, syndicat – ou associative. Pour certains « gilets jaunes de ronds-points », on observe une mise en retrait du mouvement en raison de visions divergentes mais aussi, selon notre hypothèse, d'une moindre familiarité avec ces modes d'action collective.

L'étalement de la mobilisation dans le temps repose sur une disponibilité des personnes qui a un coût important. Certaines personnes se sont désengagées plus rapidement en raison de contraintes domestiques – les femmes seules avec enfant(s), initialement très présentes sur les ronds-points –, ou professionnelles – salariés, indépendants, autoentrepreneurs. Parmi ces derniers, certains ont fourni des moyens logistiques faute de pouvoir être présents, tandis que les retraités, chômeurs ou personnes en invalidité ont tenu le rond-point par leur présence en continu durant les premiers mois d'occupation.

#### LES EFFETS DU MAINTIEN DE L'ORDRE SUR L'ENGAGEMENT

La répression de la contestation pointée par Vanessa Codaccioni, représente un autre frein à l'engagement. La violence est très massivement condamnée au sein du mouvement. Une infime minorité participant à l'enquête se déclare prête à occasionner des dommages matériels (4 à 5 % des répondants). La stratégie de maintien de l'ordre marquée par une violence importante à l'encontre des manifestants ou de simples passants, a modifié le rapport aux forces de l'ordre. La gendarmerie fait l'objet d'appréciations plus nuancées que la police – notamment la BAC –, en raison des relations spécifiques entretenues avec les habitants et de leur place différente dans le maintien de l'ordre. La peur de la police en manifestation s'exprime dans les témoignages recueillis, notamment à Paris, à l'instar de cette personne qui nous confie : « aujourd'hui je n'y vais plus, j'ai vu beaucoup trop de choses horribles, j'ai peur, peur de perdre un œil, une main, voire la vie ». À côté d'un maintien de l'ordre brutal qui a coûté la vie à une personne et blessé plusieurs centaines d'autres, des humiliations nous ont été rapportées. Ainsi, cette jeune femme qui n'a pu changer de protection hygiénique au cours de sa garde à vue de trente heures et ne veut plus se rendre en manifestation. La dissuasion s'appuie aussi sur les procès, gardes à vue et amendes. Un manifestant rencontré à Paris explique ainsi : « je me suis déjà fait prendre deux fois, je peux pas risquer une troisième garde à vue, je vais perdre mon taf ». Aux contraventions s'ajoutent d'autres mesures dissuasives comme les contrôles d'identité « préventifs », les appels, visites ou interpellations, à domicile ou sur le lieu de travail. ▶▶

« La violence est très massivement condamnée au sein du mouvement. Une infime minorité participant à l'enquête se déclare prête à occasionner des dommages matériels (4 à 5 % des répondants). »

►► **ESSOUFFLEMENT OU MISE EN SUSPENS ?  
VERS DE NOUVELLES FORMES  
D'ENGAGEMENT**

Certains ont vu dans les cortèges clairsemés un essoufflement du mouvement. Nous formulons l'hypothèse d'une « mise en suspens ». Ce concept proposé par la sociologue Verta Taylor permet de penser la continuité des mouvements sociaux quand ceux-ci disparaissent de l'espace public ou médiatique. À partir de mai 2019, les manifestations se poursuivent accompagnées d'actions ponctuelles ciblées. Pour composer avec la réduction des effectifs, certains groupes appellent à rejoindre des mobilisations sectorielles en cours, comme les personnels hospitaliers. Cette volonté de convergence des luttes est notamment affirmée lors de la troisième Assemblée des assemblées à Montceau-les-Mines (28 et 29 juin 2019). Pour d'autres, la pour-

suite de l'engagement passe par un recentrement sur des combats locaux, par exemple contre la privatisation des barrages hydroélectriques dans le Dauphiné. Tandis que certains choisissent une stabilisation du groupe sur le long terme avec la structuration en associations ou la création de jardins partagés, d'autres maintiennent des actions directes ponctuelles à plus petite échelle (ouverture de péages, blocages économiques) et peu relayées dans les médias.

Ces « réseaux dormants » pourraient être amenés à reprendre une activité manifestante ou d'occupation à la faveur d'opportunités plus ouvertes et amène ainsi à envisager la suite du mouvement non comme l'extinction de la contestation mais comme sa reconfiguration. ■

\*Magali Della Sudda est sociologue. Elle est chargée de recherche au CNRS.

## Micro-trottoir : Et vous, que pensez-vous de l'engagement ?

*Cause Commune*, a demandé à quelques personnes d'opinions variées comment elles analysaient « l'engagement » en général et pour elles-mêmes (dans le travail, les associations, la vie politique et syndicale, etc.), et ce qui les incitait à s'engager ou à ne pas s'engager dans les partis, notamment au PCF.

**SYLVAIN, 40 ans.** Je travaillais dans la finance, je gagnais très bien ma vie, mais je me suis dit qu'il fallait lui donner un sens ; il y a des souffrances, du désespoir, je pense que je peux aider ceux qui les vivent. Ma femme est très croyante ; moi pas, je suis de formation scientifique, je ne peux pas croire à toutes ces histoires, mais je partage toutes ses valeurs, donc on a décidé de changer de vie. Alors j'ai arrêté mon poste, je ne fais que des missions temporaires, juste ce qu'il faut ; par conviction, j'ai renoncé à un certain niveau de vie, pour aider ceux qui ont sombré, partager un peu leurs conditions, leur redonner du courage. Les partis et les syndicats, je n'ai jamais été dedans, mais je les respecte.

**BÉNÉDICTE, 55 ans.** S'engager, c'est mettre ses compétences au service de l'autre. Mais ce n'est pas uniquement altruiste, c'est aussi chercher une occupation, une reconnaissance ; quand ça pèse, quand ça devient vraiment une contrainte, il vaut mieux s'arrêter. Cela dit, on ne s'engage pas n'importe où. On peut le faire naturellement en raison des circonstances de la vie, par exemple aux parents d'élèves. J'ai été aussi pendant quinze ans bénévole à la danse ; en ce moment, je suis investie à l'Association nationale des anciens combattants (ANACR), parce qu'il faut faire vivre les idées de la Résistance, c'est lié à mon histoire familiale. Je suis adhérente au PCF, mais je n'ai pas beaucoup d'activité.

**LUCAS, 30 ans.** Je suis végétarien, c'est personnel, je ne l'impose à personne, je ne juge pas. Mais il faut un respect de la vie animale, on est dans une société ultra-consumériste, il faut freiner cela. Il n'y a pas si longtemps on crevait de faim ou on avait des tickets de rationnement ; aujourd'hui, c'est la surconsommation, la société doit redevenir raisonnable. Je ne suis pas très militant, j'ai fait un *sit-in* devant l'Hôtel-de-Ville contre les tortures aux animaux. Sur le fond, il faut changer tout le système, c'est un problème mondial. Je n'ai jamais été engagé dans un parti politique. Aux élections, j'ai toujours voté social. Aux présidentielles, j'ai voté Mélenchon au 1<sup>er</sup> tour et blanc au 2<sup>e</sup>. Mais le leader de la FI fait son *show*, il est trop dans le calcul et la com, il s'est grillé lui-même. Je ne suis pas bien sûr des voies à prendre, le tirage au sort (au moins partiel), une reconnaissance du vote blanc (qui pourrait bloquer le processus, s'il est assez haut) sont peut-être des pistes, au moins dans un premier temps.

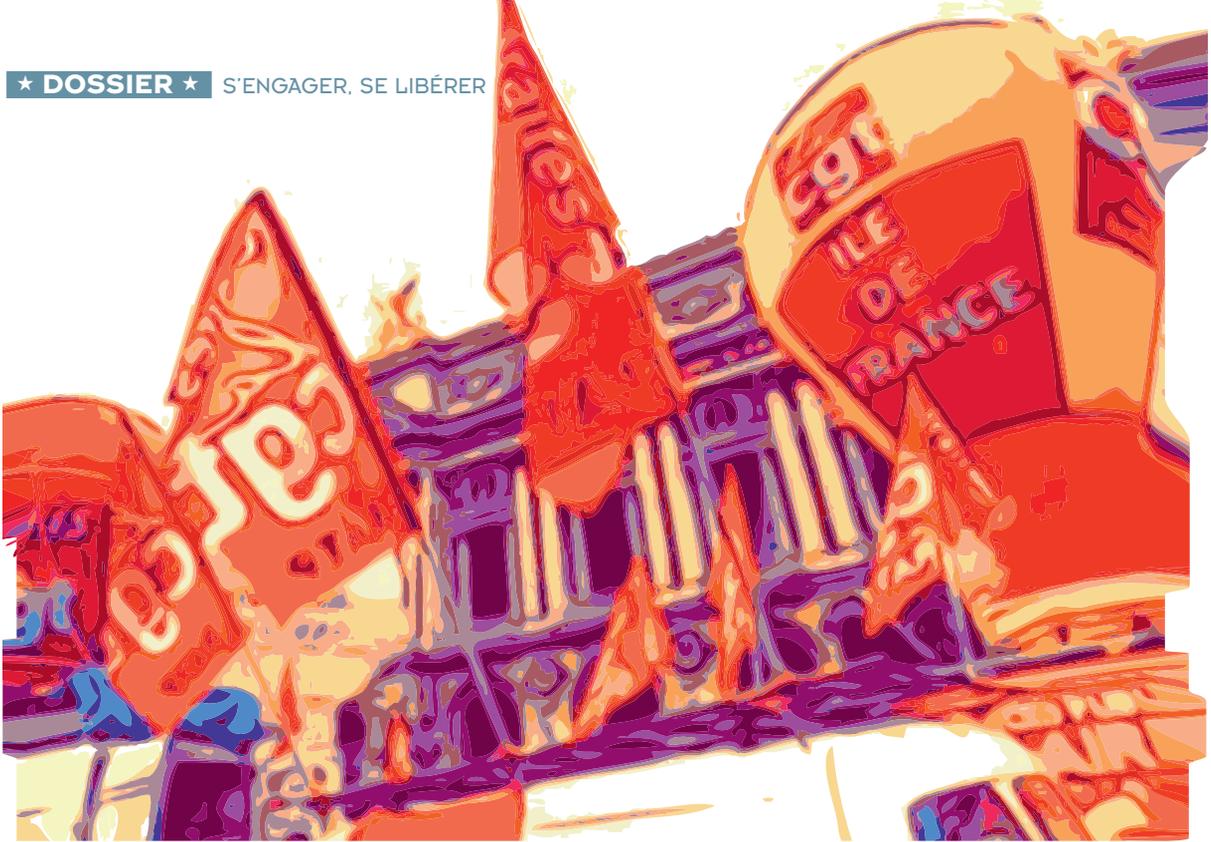
**MONIQUE 70 ans.** Il faut avoir l'impression d'être utile et puis, à un certain âge, ça maintient à tous points de vue. Donner un peu de son temps, c'est pas grand-chose. J'étais secrétaire à l'université, à ma retraite j'ai cherché une activité bénévole dans le prolongement, ce que j'ai trouvé dans l'Académie, une institution savante créée il y a plus de trois siècles : cela me fait fréquenter des gens cultivés, ça enrichit, on apprend en permanence. Mais je ne me serais pas engagée n'importe où, il ne s'agit pas seulement de rompre l'isolement, il faut une certaine forme de solidarité. Je ne suis pas investie dans un parti politique ou un syndicat, mais heureusement qu'il y en a qui s'y engagent.

**ALEXANDRE, 25 ans.** Je suis plutôt engagé dans mon travail, je m'occupe de la gestion de l'eau potable (chez Suez), je pense rendre service en m'y investissant bien : si je fais mal mon travail, ce sont des contaminations, de la pollution, un manque d'eau ; j'ai l'impression de rendre service, je porte assistance à mes collègues sur le terrain. Je ne suis pas impliqué syndicalement ni politiquement, mais je peux m'engager ponctuellement quand il y a une raison. D'ailleurs, dans mon entreprise, j'ai peu de rencontres avec les syndicats. Ils sont utiles, ceux qui s'y investissent peuvent être dévoués, mais il y a aussi des planqués. La politique, c'est pas trop mon truc. Certes,

je viens d'une famille communiste, je m'entends assez bien avec les adhérents du PC, surtout pour les huîtres et les merguez, mais ça ne me tente pas, je ne saurais pas dire ce qui pourrait faire changer mon attitude.

**SUELA, 30 ans.** Je suis albanaise d'origine, j'ai moi-même été réfugiée, on m'a aidée, il était donc normal que j'aide aussi les autres. Je me suis engagée à Forum Réfugiés, on accueille tout le monde, toutes les nationalités, en particulier ceux qui ne parlent pas ou presque pas le français, qui ne savent pas se débrouiller. L'engagement, c'est important parce que sinon on n'avance pas, il faut se battre pour faire appliquer les lois, en même temps il faut savoir les dépasser. Il ne faut pas opposer l'engagement associatif et celui dans les partis politiques. Les associations comme le Secours populaire (où je suis aussi bénévole) assurent beaucoup le travail que l'État devrait faire, elles apportent également une aide psychologique. Mais les partis ont aussi leur rôle : dans l'action pour les enfants sans toit autour de l'école, les militants communistes sont toujours là, ça rassure les gens. Mais le mot « communiste » fait peur. Par certains côtés je comprends, puisque dans mon pays il y avait un dictateur qui s'en revendiquait ; j'avais un grand-père député communiste et un autre qui est mort à cause des communistes. Donc, en France, j'ai hésité, mais maintenant je me suis engagée au PCF et aujourd'hui c'est ma fierté. C'est Robert Many [ancien maire communiste de Vaulx-en-Velin, de 1966 à 1977, récemment décédé à 90 ans] qui m'a fait saisir les choses sur le fond. Je faisais quelques heures de ménage chez lui, il m'a expliqué comment ça se passait : « le parti c'est une grande famille, on se dispute mais on s'aime quand même, il y a des hauts et des bas, mais on mène les batailles ensemble ». J'ai pu constater que c'était le cas.

**ÉTIENNE, 30 ans.** L'engagement, c'est un vecteur d'émancipation qui te sort de ton quotidien, ce sont des rencontres, le développement de la réflexion et de l'esprit critique. J'ai été militant syndical, moins maintenant, et ça me manque. Mon engagement principal est dans le PCF où je suis secrétaire de section. C'est la camaraderie, la fraternité : même dans l'échange conflictuel, on trouve en général un moyen de dépasser la contradiction. L'associatif, c'est plus concret, plus immédiat ; le politique, c'est sur un temps ►►



► plus long. C'est vrai qu'on n'a pas l'impression d'y remporter beaucoup de victoires, mais on ne s'est pas engagé pour rien, on a empêché des mauvais coups et on a réussi quand même à améliorer des choses, à agiter des idées qui serviront un jour. C'est important de rechercher un combat plus global, qui touche tous les sujets de société. Aujourd'hui, c'est partie intégrante de ma vie et je n'ai pas l'impression que ce soit une oppression, un poids.

**LUCIE, 30 ans.** Je fais partie des animatrices de l'association Anciela, dont le but est de mettre à disposition des outils pour les gens qui souhaiteraient s'engager dans le milieu associatif lyonnais, essentiellement sur des questions de solidarité, d'écologie, etc. Nous avons dégagé cinq grandes formes de l'engagement que nous appelons des « quêtes » : de sens, d'utilité, d'humain, d'apprentissage et d'aventure. Dans leur travail, les gens ne trouvent que très rarement l'occasion de relever les nombreux défis existentiels qui se posent dans leur vie. Ils éprouvent le besoin de se sentir utile, de partager des valeurs communes ou des connaissances nouvelles, de vivre des aventures collectives leur permettant de surmonter des obstacles qu'ils n'auraient pu franchir seuls. Notre catalogue, *Agir à Lyon et*

*ses alentours*, qui paraît tous les deux ans, compile les nombreuses associations et autres initiatives citoyennes (plus de 700 dans leur édition 2018-2019). On peut espérer connecter des luttes locales, partielles et favoriser ainsi le dialogue et l'échange entre les différentes associations d'un même territoire au travers de ce qu'elles ont en commun. Je ne suis pas engagée dans un parti politique. Je ne crois pas qu'il faille dire de façon trop carrée : « association = local ou particulier, et parti = global ». Il y a en effet des associations assez généralistes : on y trouve facilement des bénévoles, mais on peine à ce qu'ils acceptent de s'y investir au conseil d'administration. Un certain engagement est une porte d'entrée, mais il faut ensuite créer du lien, faire que ces bénévoles comprennent leur utilité dans des structures plus formelles et plus contraignantes.

### DISCUSSION IMPROVISÉE EN ATTENDANT UN BUS.

- Les gens ont besoin de s'engager pour défendre des valeurs, mais il y a une crise de l'engagement : dès que c'est un peu totalisant, ils ont peur. Donc on s'investit surtout en mode partiel ; lorsque ça prend un peu toute la personne, c'est plus difficile, tu as l'impression que tu n'as plus de prise. En religion, ce qui a le vent en poupe, ce

sont plutôt les communautés charismatiques (que je n'aime pas trop...), c'est une forme d'engagement souple, on peut venir en couple, on peut en partir ; alors que dans les ordres, avec les vœux, le célibat, etc., c'est trop exigeant. Il y a aussi des dangers, des dérives, ça peut virer à la secte, d'où une répugnance à s'engager.

- Je le vois avec mes enfants : il y a une défiance vis-à-vis des structures existantes, ils pensent qu'elles sont toutes pourries de l'intérieur. Les partis politiques, c'est trop lointain, c'est détaché du concret, alors que les associations c'est sur le terrain.

- Oui, le succès du mouvement associatif depuis une trentaine d'années, c'est que ce tissu permet de maîtriser le terrain, de voir les choses évoluer pas à pas. Pendant ce temps-là, les politiques n'ont rien à proposer en termes de projet de société. Il y a certains partis de gauche qu'on ne voit qu'aux élections, d'autres qui ressassent toujours les mêmes trucs.

- Aujourd'hui, la sphère professionnelle prend un temps considérable dans la vie, elle te poursuit jusque chez toi. S'engager ailleurs, c'est aussi construire quelque chose d'indépendant, choisir les personnes avec qui on partage, il y a un apport personnel, un sel dans sa vie.

- Pour moi, l'engagement est un tout. Je suis photographe indépendant, je me suis créé mon métier sur mesure, j'évolue dans une recherche d'utilité sociale, de complémentarité avec des dispositifs solidaires dans un but d'améliorer les conditions de vie et la dignité de tout un chacun. Mais cela dépasse également le cadre professionnel. Ces mêmes combats animent ma vie privée : s'affranchir du patriarcat, venir en aide comme je peux tout autour de moi, même envers l'inconnu dans la rue ou dans le métro. Je me considère comme engagé, mais lorsque je vois des amis faire face aux flics pour empêcher les expulsions à Calais, héberger des tas de gens qu'on ne veut pas voir en France, être sur les barricades en Grèce ou défendre des ZAD... je me dis alors que je n'en fais pas assez.

- La difficulté, c'est aussi la force et l'organisation de l'adversaire. On l'a vu avec Syryza, la pression de la troïka a été si forte qu'ils sont passés sous la table ; et après, c'était fini, il n'y avait plus que des petites réformes à la marge : ils n'avaient pas été élus pour ça, les gens ressentent une impression d'impuissance.

- La crise existe aussi chez les nouvelles générations. Elles n'ont pourtant pas le recul politique

de dire : « en 1981, on a voté à gauche et ça n'a servi à rien — ou presque », puisqu'elles n'étaient pas nées. Mais elles ressentent la lourdeur, la lenteur, la grosseur des appareils institutionnalisés. Ceux-ci ne permettent pas de répondre à l'urgence, pour la défense des migrants, pour l'écologie.

- Il y a des exemples d'engagement fort, je prends celui des « Alternatives agricoles », c'est absolument remarquable. À plusieurs couples, ils ont décidé de ressusciter un village de Bourgogne, à partir de l'agriculture bio, de l'artisanat, mais aussi de l'éducation populaire, etc., ils ont monté un café associatif, ils se battent aujourd'hui pour recréer une épicerie de proximité, en partie contre les hypermarchés et le tout bagnole. Certains font un métier par ailleurs ou ont lâché le leur, c'est aussi un engagement de vie et ça a une portée politique. Ce n'est pas un phalanstère, mais il y a du communautaire dans cette initiative. Et c'est du long terme, ça n'aurait pas de sens de se lancer dans un truc comme ça de façon provisoire.

- Hors des partis, on a aussi un engagement au quotidien : il reste souple mais on peut s'impliquer de A à Z. J'ai des amis qui ont un métier, mais qui se battent pour la solidarité avec les précaires : À un moment, ils hébergent des migrants ; à un autre, ils participent à des groupes de réflexion ; à d'autres, ils vont taguer la nuit des choses qui les révoltent. C'est peut-être un peu anarchisant, mais c'est utile et c'est une forme d'engagement fort.

## CONCLUSION.

**Il se dégage au moins deux aspects de ces entrepreneurs spontanés. D'un côté, le malaise face à une société où les injustices, les cruautés, l'hypocrisie règnent, donc l'envie de se lancer, sous les formes les plus diverses, dans quelque chose qui donne un sens à la vie et qui permette des améliorations. D'un autre côté, un manque de perspectives générales, un grand doute, voire une défiance ou un dégoût, vis-à-vis des grandes structures globales traditionnelles qui proposaient des alternatives radicales de société.** Nous nous sommes limités à un petit échantillon, à peine hexagonal ; il serait intéressant aussi de voir comment les gens ressentent cette question de l'engagement dans d'autres pays : le problème ne s'arrête pas au pont de Kehl ou à Port-Bou. ■

Propos recueillis par **Ernest Brasseaux**

# Nouvelles formes d'engagement, nouveaux outils militants ?

Y a-t-il chez les jeunes générations de nouvelles manières de s'engager qui diffèrent de celles des générations plus anciennes ? Répondre à l'affirmative signifie deux choses : la nature du rapport entre les individus et leur engagement s'est transformée entre les générations, de la même manière que les outils employés pour organiser et réaliser cet engagement.

PAR ANAÏS FLEY\*

La typologie présentée par Pierre Martinot-Lagarde dans la Revue *Projet* met notamment en avant deux formes d'engagement qui s'entrecroisent au sein des nouvelles générations militantes : la militance libérale et la militance pragmatique. Alors que la militance libérale met la réalisation individuelle au premier plan de l'engagement, la militance pragmatique s'intéresse avant tout à l'action, en partant d'une expérience affective personnelle. Les récentes marches pour le climat font écho à ce modèle : des centaines de

## UNE INDIVIDUALISATION DE L'ENGAGEMENT

Le rapport des nouvelles générations à leurs formes d'engagement est celui d'un outil d'émancipation individuelle : volonté d'autonomie, développement personnel, rejet de l'embrigadement... Or, grâce à la révolution numérique, les nouvelles générations ont appris dès leur plus jeune âge qu'il est possible de porter leurs revendications individuelles massivement par le biais des réseaux sociaux, voire d'organiser des mobilisations massives sans nécessairement avoir besoin d'un parti pour le faire. Le printemps arabe et plus récemment les mobilisations en Algérie démontrent la puissance mobilisatrice des groupes Facebook et des applications de discussion instantanée telles que Messenger, Whatsapp ou encore Snapchat.

L'essor du féminisme en ligne est aussi partie prenante de la prise de conscience de l'ampleur du potentiel des réseaux sociaux pour mobiliser des millions de personnes à travers la planète sur un sujet donné. Les épisodes de #MeToo et de #BalanceTonPorc en sont une manifestation historique. Le mouvement féministe organisé *via* Internet utilise aujourd'hui massivement une méthode nouvelle d'action propre aux réseaux sociaux, la *call-out culture*, qui consiste à « interpellé et dénoncer les auteurs de propos ou d'actes considérés par l'intervenante ou l'intervenant comme sexistes, misogynes, ou encore racistes, dans une lecture intersectionnaliste » (Alice Munro, 2013). Cette méthode a radicalement transformé les luttes et les rapports de force en rendant sélectivement publics des com-

« Des centaines de milliers de jeunes ont envahi les rues dans le monde entier en réaction à la prise de parole de Greta Thunberg face à l'urgence écologique et l'inaction des gouvernements. »

milliers de jeunes ont envahi les rues dans le monde entier en réaction à la prise de parole de Greta Thunberg face à l'urgence écologique et l'inaction des gouvernements. Il s'agit d'un engagement plus circonstancié, thématique et pratique, où l'on se mobilise parce qu'un phénomène interpelle et qu'on peut individuellement « faire quelque chose », et non plus pour un projet de société.

portements et en les politisant par la mise en lumière des rapports de domination. Le *call-out* est lié à une individuation de l'engagement, qui contraint les entreprises et les individus à changer, les comportements pointés du doigt étant compris comme des agressions politiquement et moralement problématiques. Leur usage intensif est un moyen de faire évoluer les normes morales. Un exemple récent de comportement auparavant anodin et aujourd'hui associé au sexisme est le *mansplaining*, terme qui a en premier lieu vu le jour sur Tumblr aux États-Unis en 2013. À cet égard, les réseaux sociaux sont un outil idéal pour organiser de manière presque instantanée des *call-out*, en particulier sur Twitter. Face à cela, des réseaux réactionnaires s'organisent également sur les réseaux sociaux, notamment *via* des « neurchis » (groupes Facebook de partage de « mèmes » (contenus propagés rapidement et massivement sur les réseaux sociaux) selon un thème : mèmes anti-féministes, mèmes féministes, mèmes d'autodérision de groupes), pour harceler les militantes et militants progressistes sur tous leurs réseaux sociaux. C'est, par exemple, le cas connu de Marion Séclin, féministe cyber-harcelée depuis des années pour avoir parlé de harcèlement de rue sur le site MademoiZelle.

Il y a donc un écart manifeste entre les formes traditionnelles d'engagement partisan et les nouvelles méthodes militantes rendues possibles par les réseaux sociaux, qui répondent mieux aux aspirations d'émancipation individuelle et de réalisation personnelle. Par ailleurs, les différences de méthodes et d'organisation collective ne sont pas les seules à rendre relativement opaques les réseaux sociaux aux partis traditionnels. Les générations qui ont grandi dans la révolution numérique ont construit un édifice culturel colossal en utilisant les réseaux sociaux, avec un langage complexe, des codes en constant renouvellement, et des pratiques associées, notamment autour de la mise en scène de soi au quotidien. Le vocabulaire d'Internet, parsemé d'éléments de langage, de *private jokes* et de mèmes, rend le langage sur le Web impénétrable

pour les non-initiés qui s'y essaient sans en posséder les codes. Par ailleurs, chacune de ces générations utilise des réseaux sociaux différents, ne partageant pas exactement le même langage, ni les mêmes codes, ni les mêmes pratiques. Par exemple, toute la génération qui est née dans les années 2000 n'utilise ni Facebook ni Twitter, leur préférant des réseaux sociaux plus tournés vers l'image comme YouTube, Instagram, Snapchat ou TikTok. C'est d'ailleurs sur ces applications que la communication politique traditionnelle est la plus absente.

#### LA CULTURE DE L'INSTANTANÉITÉ

Par ailleurs, l'essor de nouveaux outils de communication implique que de nouvelles pratiques soient véhiculées : c'est notamment le cas de la culture de l'instantanéité. Ce phénomène est loin d'être anodin en termes de mobilisation, où il suffit d'un événement, d'une photo, d'une

vidéo publiée sur les réseaux sociaux, pour susciter une réaction massive et instantanée. Si cela a l'avantage considérable de permettre de créer une mobilisation en très peu de temps, il est néanmoins très difficile de construire sur la durée. Ce fut, par exemple, le cas il y a plus d'un an, quand la mobilisation contre Parcoursup a pris dans les universités en réaction à la publication de tweets et de vidéos faisant état de violences policières contre des étudiantes et étudiants au sein de plusieurs campus, mais

sans trouver de débouchés politiques. Cela constitue un défi inédit pour les organisations politiques, qui doivent non seulement construire sur la durée mais également être réactives aux mobilisations éphémères qui se répandent massivement les unes après les autres.

Les communistes ont donc tout intérêt à investir l'ensemble des nouvelles manières de s'engager. Les mobilisations et révolutions de demain se développeront aussi sur les réseaux sociaux. Les militantes et militants communistes auront donc un rôle à y jouer, tout en dépassant les limites de ces espaces. ■

**Anais Fley** est secrétaire nationale de l'Union des étudiants communistes.

« Il suffit d'un événement, d'une photo, d'une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, pour susciter une réaction massive et instantanée. »

# La nouvelle vague féministe, entre contributions et limites

Une partie de la nouvelle vague féministe s'épuise dans l'activisme. Il est donc urgent que la sphère politique devienne un véritable relais des luttes féministes afin d'engager des réformes en profondeur.

PAR LAUREEN GENTHON\*

**D**epuis une dizaine d'années, le mouvement féministe connaît un vaste redéploiement, et, dans le même temps, l'évolution rapide de son organisation, de ses principes, de ses mots d'ordre. Ses revendications sont régulièrement au cœur de l'actualité, non seulement en France mais dans le monde, et des millions de femmes s'en saisissent. Certains qualifient cette nouvelle période de « quatrième vague féministe », mais au-delà du nom qu'on lui donne, la traduction politique lui fait encore cruellement défaut. Ainsi cette énergie militante considérable, insuffisamment relayée dans les partis de gauche et (donc) dans le débat politique

## SORORITÉ, RÉSEAUX SOCIAUX ET MAÎTRISE DU CORPS

Comme l'observe Chloé Delaume, cette quatrième vague volontiers intersectionnelle suscite un engagement qui ressemble par bien des aspects à la deuxième, celle du MLF : mais Internet et les réseaux sociaux lui donnent une force inédite. Comme dans les années 1970, on se bat pour la maîtrise et l'intégrité de son corps, pour le droit à l'avortement, contre les violences sexistes et contre la culture du viol. Comme dans les années 1970, la sororité, la solidarité des femmes entre elles, est la méthode essentielle de la lutte. Ainsi un temps considérable est-il consacré à construire des pratiques et des lieux, en ligne ou dans la vie, où les femmes savent qu'elles trouveront du soutien et peuvent se rassembler sans y être exposées au sexisme. On parle à cet égard d'espaces *safe* (sûrs). C'est l'un des leviers qui permet au mouvement féministe d'agréger des masses de plus en plus larges. On s'y sent bien, soutenue et en sécurité : fortifiée dans l'engagement. Ces espaces essentiels s'articulent néanmoins avec des moments plus pédagogiques ou conflictuels, où on affronte directement les discours et les pratiques réactionnaires, pour les faire reculer. C'est par exemple le rôle, *non-safe*, que l'auteure (et militante influente) Valérie Rey-Robert attribue à son site.

Les réseaux sociaux et les pratiques numériques jouent un rôle fondamental dans le développement récent des concepts (bien souvent en langue anglaise) et de l'influence féministes, qu'ils organisent dans la durée. En un sens, ils répondent aux paroles de *L'hymne du MLF* : ils donnent tous les moyens matériels pour relier

---

« Le mot d'ordre qui proclame la communauté des femmes *Me too* est aussi celui qui accuse. Il faut le comprendre comme un programme : de plus en plus de femmes sont invitées, "elles aussi", à trouver les voies du combat féministe. »

---

national, se résout trop souvent dans l'absence de perspectives et dans des « *burn-out* militants », à l'image de celui qui a signé la fin du site « *Payeta schneck* », jusqu'ici consacré à la dénonciation du harcèlement de rue. La gauche, et singulièrement le parti communiste, doit donc poursuivre et accentuer son engagement féministe et sa participation aux luttes.

les femmes et rompre leur isolement historique, pour sortir de l'invisibilité, et pour libérer la parole. Le mouvement *Me too* est emblématique de cette dialectique. Le mot d'ordre qui proclame la communauté des femmes (moi aussi) est aussi celui qui accuse. Il faut le comprendre comme un programme : de plus en plus de femmes sont invitées, « elles aussi », à trouver les voies du combat féministe. Il suffit d'un moyen de communication... Car loin d'être « simplement » virtuelles, ces mobilisations nourries par l'usage des réseaux sociaux se traduisent dans de vastes manifestations et font trembler des États. On pense évidemment à la pression exercée, en Amérique latine et singulièrement en Argentine, sous la formule *Ni una menos* (Pas une de moins).

#### UN RELAIS POLITIQUE À CONSTRUIRE

Elles se heurtent néanmoins, en France et dans de nombreux pays, à un véritable plafond de verre : celui du relais politique. Le décalage entre le pauvre « Grenelle » promis par Marlène Schiappa et le compte des féminicides tenu par les collectifs féministes est saisissant. Mais plus généralement, c'est le propos d'Anaïs Bourdet, dans le texte qui annonce la fin de *Paye ta Schneck* qui interpelle : il est temps, dit-elle, de passer à l'étape suivante. « Témoigner ne suffit plus : rien n'a changé, les hommes sont toujours aussi violents ». C'est aussi ce qu'indique notre camarade Laurence Cohen, dans sa dernière tribune : les militantes continueront de se battre, mais elles ne remplaceront pas l'action publique. Cette exigence est d'autant plus brûlante que les forces masculinistes, elles, disposent de soutiens poli-

---

« La sororité, la solidarité des femmes entre elles, est la méthode essentielle de la lutte. »

---



---

« Loin d'être “simplement” virtuelles, ces mobilisations nourries par l'usage des réseaux sociaux se traduisent dans de vastes manifestations et font trembler des États. »

---

tiques puissants pour combattre les femmes. L'offensive remarquablement coordonnée du Parti républicain contre le droit à l'avortement, aux États-Unis, permet de mesurer combien les réactionnaires prennent ce combat au sérieux et s'organisent pour le mener.

Dans tous les domaines du combat féministe, des pistes très concrètes sont sur la table : au pouvoir, nous saurions quoi faire pour briser la domination masculine, un pas après l'autre. Pour ce qui concerne par exemple les violences faites aux femmes et les féminicides, le collectif national

pour le droit des femmes (CNDF) a élaboré une proposition de loi-cadre, à l'image de la « loi intégrale contre la violence de genre » espagnole, comme le rappelait récemment sa porte-parole Suzy Rojzman. Dans la même période, Caroline De Haas détaillait les propositions portées par son collectif, qui vont dans le même sens : des moyens conséquents pour lever les dysfonctionnements auxquels les victimes sont confrontées, pour élever le niveau des recours policiers et judiciaires à leur disposition, pour soutenir l'action associative, pour assumer un grand effort d'accompagnement, d'éducation et de formation. Évidemment, la gauche politique doit s'engager pleinement si elle entend mener de tels projets à leur terme.

Elle doit, avant tout, gagner encore en crédibilité sur le sujet. L'époque où on se contentait de grandes déclarations sans s'engager dans l'activité quotidienne, où une poignée de militantes portait seule la politique féministe d'une organisation, doit être laissée derrière nous. Les partis révolutionnaires de l'avenir, pour pouvoir jouer pleinement ce rôle d'interlocuteur et de partenaire actif, doivent mériter la confiance des femmes et des féministes. Pour cela, ils doivent continuer à former et convaincre dans leurs rangs, pour que les militantes ne voient plus les initiatives qu'elles prennent enterrées sous le poids de l'inertie collective ou « d'autres priorités ». Ils doivent s'acharner, dans leur vie interne, à faire reculer le sexisme et les violences sexistes, et sanctionner fermement celles qui demeurent ; permettre à chaque femme, quels que soient sa culture ou ses choix de vie, de trouver sa place sans se sentir diminuée ou menacée. Ils doivent enfin amplifier leur par- ►►

► participation aux vastes campagnes féministes qui ont lieu dans notre pays, y consacrer davantage d'énergie militante et de travaux stratégiques. L'élection municipale, évidemment, peut être un premier jalon dans ce chantier, et une occasion de « faire système » à partir de politiques locales qui sont déjà engagées.

« Permettre à chaque femme, quels que soient sa culture ou ses choix de vie, de trouver sa place sans se sentir diminuée ou menacée. »

#### UN CHANTIER VITAL

Notre famille politique est tout à fait capable de mener ce chantier à bien. Les partis communistes ont su, à de nombreuses reprises, jouer un rôle central dans la transformation sociale et démo-

cratique. Le PCF, du reste, a l'appui d'une organisation implantée et active, de militants compétents et dévoués, et des féministes qui, en son sein, ont déjà engagé le travail. Mieux que d'autres, il peut, s'il le décide et le planifie, prendre les mesures nécessaires pour assumer graduellement cette nouvelle responsabilité historique... et emmener ses alliés et partenaires dans la même direction.

Cette construction politique patiente sera d'ailleurs décisive si en France aussi, les réactionnaires réussissent à se mobiliser pleinement pour briser la « quatrième vague » féministe, pour terroriser les femmes une bonne fois pour toutes et leur faire ravalier leurs revendications. Ils menaceront alors de supprimer le droit à l'avortement, comme aux États-Unis, ils suspendront des condamnations pour agression sexuelle, comme en Turquie, ou ils lèveront les peines de prison relatives aux violences conjugales, comme en Russie : trouveront-ils, face à eux, une véritable gauche féministe, ancrée dans les mobilisations, combative, organisée et prête à gouverner ? ■

\***Lauren Genthon** est conseillère départementale PCF des Hauts-de-Seine.



Publié deux mois avant le début du mouvement des gilets jaunes, le dossier « Déverrouiller le mouvement populaire » prolonge la réflexion sur les thèmes : fatalisme, individualisme, opinion publique, mondialisation, public/ privé... N'hésitez pas à le consulter sur Internet.

<https://www.causecommune-larevue.fr/>

à télécharger le numéro sur

<https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/pcf/>

## Science participative, science citoyenne

**D**ans *Cause commune*, n° 11, Stéphanie Ruphy, dans ses réponses, évoque « l'autonomie des communautés scientifiques, qui n'ont de comptes à rendre à personne, ou sont indépendantes de tout pouvoir... Cette autonomie est en partie perdue avec la science citoyenne ». Plus loin, l'auteur note « qu'il y a toujours des choix à faire en matière de financement et donc un pilotage à effectuer ».

Il me semble utile de préciser certains aspects. D'une part, avant les réformes mises en œuvre par Sarkozy-Pécresse, poursuivies sous Hollande et Macron, les laboratoires publics de recherche fondamentale, à la suite de l'avis de commissions élues par les personnels scientifiques, se voyaient attribuer un budget qui, bon an mal an, leur permettait de déterminer et financer l'orientation des recherches suivant les impératifs définis par les chercheurs eux-mêmes pour l'avancée des connaissances. Ils étaient protégés pour la majorité d'entre eux par un statut de titulaires qui garantissait leur indépendance intellectuelle. En physique, en chimie, en sciences de la vie, une fois déterminée, à partir du budget du CNRS et des universités, les chercheurs choisissaient eux-mêmes leur sujet de recherche, quitte à être évalués *a posteriori* par des commissions élues de pairs. La réforme, mise en œuvre depuis Sarkozy et Pécresse, a consisté, en ce qui concerne la recherche fondamentale publique, à exiger que les équipes soient financées essentiellement par des contrats, obtenus auprès de divers organismes publics ou privés, français ou européens, avec l'appui d'industriels intéressés par l'application éventuelle des avancées scientifiques en matière de brevets.

Sous le terme d'autonomie des universités était ainsi instaurée dans la recherche fondamentale l'obligation d'applications exploitables par des investisseurs privés. On a alors assisté à une forte pression pour abandonner des sujets jugés trop risqués : un échec dans l'utilisation d'un contrat peut mettre en danger la continuation du financement de l'équipe lors d'une demande ultérieure de contrat.

Parallèlement, la réforme instaurait une précarité importante pour les jeunes chercheurs, obligés de valoriser leur activité en termes de travaux publiés en vue d'un recrutement stable, sur statut de fonctionnaire, dans la recherche ou l'université publiques. La liberté de recherche était réduite au choix du sujet le moins risqué possible, le plus susceptible d'assurer une publication avant la prochaine demande de poste ou de nouveau contrat.

L'analyse qui peut être faite de ces mutations est la suivante : soumis aux grands intérêts industriels et financiers privés, les dirigeants politiques leur ont permis de faire des économies sur leurs frais de recherche indus-

trielle, en en faisant faire une partie par les laboratoires publics. D'ailleurs, dans le même temps, nombre de laboratoires industriels privés fermaient, et se développait le phénomène des *start-up* : de jeunes chercheurs prennent tous les risques intellectuels dans l'espoir de mettre au point un ou des brevets qu'une multinationale leur achètera et qui fera parfois – rarement – leur fortune.

Il semble clair que dans une société capitaliste, particulièrement une société capitaliste en crise, où la compétition est acharnée entre grands groupes privés pour la plus grande profitabilité, la recherche publique est de plus en plus sous la pression de l'impératif de compétitivité industrielle due à l'innovation : l'autonomie des chercheurs est minée de toute part : statuts, financements, contrats, etc.. Dans ces conditions que dire de l'aspiration des citoyennes et des citoyens à une participation aux grandes décisions scientifiques ? Cette aspiration se manifeste par des créations de groupes et d'associations qui revendiquent ce droit d'avoir leur mot à dire dans la définition des politiques publiques de recherche scientifique. Plus généralement, s'agissant d'une part du budget national à la hauteur d'environ 2 % du PIB, soit près de 5 milliards d'euros, les citoyens devraient légitimement avoir le droit d'intervenir dans ces choix, tout en respectant le rôle des travailleurs scientifiques et leur indépendance intellectuelle. Comme on l'a vu plus haut, cette dernière est fortement mise à mal par les réformes mises en œuvre depuis Sarkozy-Pécresse. Il y a quelques années, la commission nationale Enseignement-recherche du PCF a proposé que, dans le cadre d'une démocratisation générale de la société, soit créé pour les associations de citoyens qui s'intéressent à la science et à la politique scientifique un droit d'intervention au parlement, lieu de la définition des politiques scientifiques du pays. Une association pourrait élaborer des documents exprimant ses souhaits et ses préoccupations en matière de politique scientifique, elle les adresserait au parlement qui serait tenu de lui répondre de façon pertinente.

La question posée par l'article « Science participative, science citoyenne » ne peut être traitée en dehors du contexte politique et économique. La politique scientifique s'élabore dans un contexte de luttes de classe où, actuellement, dominant les intérêts de groupes industriels ou financiers, qui contrecarrent les revendications d'indépendance intellectuelle et de moyens des travailleurs scientifiques, ainsi que les aspirations de la société à la résolution, notamment par le progrès des connaissances, des grandes questions de santé, d'éducation, d'environnement, de logement, de pouvoir d'achat, de lutte contre le réchauffement climatique, etc. ●

P. L.



## ★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR JÉRÉMIE GIONO

### ADP

# Un débouché politique au-delà des seuls aéroports de Paris

**L**e 5 mai dernier, le Conseil constitutionnel validait le projet de référendum contre la privatisation d'Aéroports de Paris, soutenu par deux cent cinquante parlementaires issus des rangs du PCF, de la FI, du PS, mais aussi de la droite, dont les députés et sénateurs auront été indispensables pour franchir le seuil nécessaire.

La CGT, soutenue par les parlementaires PCF, a mené un large travail d'argumentation et d'interpellation pour en arriver là, et l'enclenchement de cette procédure est en soi une première victoire. Mais, pour qu'elle ne reste pas lettre morte, il faut désormais récolter 4,7 millions de soutiens d'ici le 13 mars 2020. Alors, pourquoi ce chantier est aussi important pour la gauche, d'un point de vue stratégique ?

D'abord, parce que, dans un contexte où nous peinons à infliger une défaite politique au camp du capital et à son gouvernement, voilà l'occasion de gagner une bataille à l'échelle du pays, sur un sujet majeur, créant possiblement les conditions de l'ouverture d'une perspective politique.

Ensuite, parce que si les motivations de ceux qui soutiennent la procédure sont variées, nous avons

fondamentalement la possibilité d'associer la lecture de ce combat à un sujet simple et d'actualité : le service public. Et de faire le lien avec toutes les batailles menées localement, dans un contexte où la vague « Cap 2022 »\* vient accélérer la mise en coupe réglée de tous les secteurs, désormais soumis à la loi du marché...

La bataille pour le référendum sur ADP, c'est la contre-attaque de notre camp social, là où nous en sommes aujourd'hui réduits à organiser la résistance. Une contre-attaque qu'il convient de mener de front avec le cycle d'élections municipales qui s'ouvre, l'une renforçant l'autre et vice-versa.

L'objectif de cette rubrique est de donner les outils pour inscrire cette campagne dans notre activité militante car, loin d'être gagnée d'avance, la réussite de ce combat sera bel et bien déterminante pour la séquence politique à venir. ●

Jérémy Giono

\*Comité action publique mis en place en 2017 par Édouard Philippe pour inspirer la libéralisation complète des services publics d'ici 2022.

## Abécédaire

**ADP** Groupe aéroports de Paris, gérant les quatorze aéroports et aérodromes d'Île-de-France. Numéro un mondial de la gestion aéroportuaire en nombre de passagers. Présent à l'international via une filiale depuis 1991, présente sur vingt aéroports dans huit pays différents.

**RÉCÉPISSÉ** Formulaire édité au bout de la procédure de saisie, récapitulant les informations saisies. Les coordonnées des signataires ne peuvent être conservées qu'avec l'autorisation expresse de ceux-ci, en leur faisant signer une feuille d'émargement explicite pour les tenir au courant des suites de la campagne.

**RIP** Référendum d'initiative partagée. Procédure introduite dans la Constitution par Nicolas Sarkozy en 2008. Qualifiée à l'époque de « poudre aux yeux » face à un renforcement parallèle du pouvoir présidentiel, elle est très difficile à enclencher : déposée par 1/5° des parlementaires (185 actuellement), elle doit ensuite obtenir le soutien de 10 % du corps électoral, en plus de cumuler de nombreuses conditions restrictives

**TRAFIC AÉRIEN** Mode de transport en forte expansion, dans le monde et en France. Pour la France, + 26,3 % entre 2007 et 2017.

**VINCI** Actionnaire d'ADP sur les rangs pour en reprendre la gestion. Deuxième entreprise mondiale du secteur de la construction, présent à l'origine dans le BTP, mais aussi l'énergie, les télécommunications ou encore les autoroutes ou les aéroports. 44 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, 194 000 salariés.

## Mener la campagne pour ADP

**P**our récolter des signatures, il n'est pas forcément nécessaire de déployer des trésors d'inventivité : il suffit d'intégrer cet aspect aux actions traditionnelles du parti. N'importe quel point de vente de l'*Huma* ou distribution de tracts peut se transformer en collecte de signatures. L'essentiel est d'avoir le matériel : une table et une tablette ou un ordinateur portable pour saisir les informations directement en ligne. Le plus simple pour obtenir l'indispensable connexion internet est de faire un « partage de connexion » à partir d'un téléphone mobile, par exemple.

L'idée est de mobiliser si possible une militante ou un militant pour aider les gens à signer, en saisissant les informations pour eux : ça va plus vite, et ça rassure.

Vous pouvez aussi imprimer quelques formulaires CERFA, mais c'est plus compliqué puisqu'il faudra les saisir par la suite : il est en effet interdit d'apporter des formulaires en mairie, seuls les citoyens qui se présentent en personne et avec leur pièce d'identité peuvent signer auprès des secrétaires municipaux dédiés.

### RÉGULARITÉ DE L'ACTION

La clé de la réussite, c'est la régularité, d'où l'intérêt de greffer cette

campagne sur les initiatives traditionnelles du parti. Nul besoin de consacrer toute son énergie à diffuser uniquement sur ADP : vous pouvez tout à fait distribuer vos tracts variés de semaine en semaine, tout en tenant la table de collecte en parallèle. Dans ce cas, signalez-le visuellement, avec une affichette par exemple, pour que les gens identifient le point de signature.

### COMMUNIQUER

C'est important de communiquer sur votre action, dans la presse locale notamment, pour indiquer l'heure et le lieu. Les quotidiens régionaux sont très lus par un public qui n'a pas forcément accès à Internet, cet aspect est donc un des éléments pour amener les gens intéressés à venir signer.

### RÉCUPÉRER LES CONTACTS DES SIGNATAIRES

Techniquement, rien de plus simple : il suffit de sauvegarder le récépissé qui s'affiche en fin de saisie. Mais attention, c'est strictement interdit par le règlement général sur la protection des données (RGPD) si vous ne pouvez pas prouver que la personne vous a donné son accord explicite ! Il convient donc de faire signer une petite liste d'émargement aux ►►

► gens, sur le format d'une grille de pétition, stipulant clairement qu'ils donnent leur accord pour que le PCF utilise leurs coordonnées transmises lors de la saisie afin de les tenir informés, et que sur simple demande de leur part nous les effacerons de nos fichiers de contacts. Conservez ensuite ces listes signées précieusement, en cas de contrôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), elles sont votre assurance. En bonus, vous pouvez les utiliser pour récupérer les numéros de téléphone, qui ne figurent pas sur la saisie !

#### LE COIN TECHNIQUE :

##### « PARTAGER » UNE CONNEXION

Sur la plupart des smartphones, il faut commencer par aller dans le menu Paramètres, puis Connexions. Puis activer la connexion Bluetooth, qui permettra de connecter à distance l'ordinateur et le téléphone. Faites de même sur l'ordinateur (souvent, il faut passer par Démarrer, Panneau de configuration, puis chercher le Gestionnaire de périphériques). Une fois le Bluetooth activé, il suffit de les connecter : sur votre Smartphone, cliquer sur Bluetooth, et sélectionner votre ordinateur dans les appareils disponibles, puis valider la connexion sur l'ordinateur. Enfin, activer le partage de connexion à partir de votre téléphone, dans le même menu, *via* Point d'accès mobile et modem, Modem Bluetooth.

Si vous n'êtes pas à l'aise, nous vous conseillons de tester la procédure chez vous avant, avec une ou un camarade plus expérimenté, ou en cherchant une vidéo « tuto » sur Internet : il y en a plusieurs très accessibles aux novices du numérique. ●

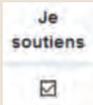
## Signer pour le référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris

Comme les premiers signataires ont pu le constater, ce n'est pas forcément évident de manifester son soutien à l'organisation du référendum, c'est donc à nous de donner les outils pour éviter que les obstacles techniques ne démoralisent les gens !

1° Tout d'abord, il faut se munir d'une pièce d'identité, et se rendre sur le site suivant :

[https://www.referendum.interieur.gouv.fr/initiatives\\_encours](https://www.referendum.interieur.gouv.fr/initiatives_encours)

2° Puis cliquer sur : 

3° Puis cocher la case  et cliquer sur : 

(Jusque-là ça va, c'est maintenant que ça se corse !)

4° Ensuite, remplir le formulaire d'identification

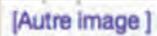
### ATTENTION AUX PIÈGES !

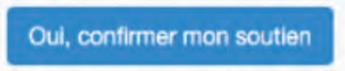
 Mentionner tous vos prénoms qui figurent sur votre identité, **en les séparant avec un espace** et pas avec une virgule

 **Écrire en majuscules**

 Si le nom de votre commune comporte plusieurs mots, **les séparer par des tirets** (SAUF « Le » ou « La » au début, à faire suivre d'un espace)

5° Terminer en remplissant le « captcha » : recopier les caractères de l'image dans le cadre approprié

Si l'image n'est pas lisible, vous pouvez en changer en cliquant sur 

Puis valider en cliquant sur 

# Privatisation d'Aéroports de Paris

## Un point de bascule dans l'évolution de l'entreprise

*Cause commune* a rencontré Sophie\*, salariée chez ADP et militante communiste dans le Val-de-Marne

### UN GLISSEMENT ENGAGÉ DÈS 2005

L'évolution du groupe ADP, Sophie la vit depuis plus de dix ans maintenant. Tout commence en 2005, avec le changement de statut de l'entreprise, suivi de sa cotation en 2006. Comme pour de nombreux fleurons nationaux, l'ouverture du capital commence par un encouragement à « l'actionnariat salarié », mais très vite le privé entre dans la place. Ici, c'est le groupe Vinci qui ne tarde pas à passer une patte dans la bergerie... Comme chez France-Télécom, à EDF, à la Poste ou encore à la SNCF, l'organisation du travail change et suit l'évolution des objectifs économiques : d'une mission de service public, on glisse vers des objectifs de rentabilité financière. Et comme ailleurs, la santé au travail est sacrifiée au nom de la « performance ». Les résultats sont à la hauteur des objectifs, puisqu'en quelques années, dans un contexte d'augmentation du trafic aérien et du chiffre d'affaires correspondant (respectivement +15 % et +24 % l'année dernière), les effectifs diminuent de près de 20 %. Et tant pis si les conditions de travail se dégradent, mettant en péril jusqu'aux enjeux de sécurité. Pour Sophie l'objectif est clair : « Faire de l'entreprise une poule aux œufs d'or, qu'importent les crampes d'estomac... »

### QUE VA CHANGER LE PROJET ACTUEL ?

Mais alors que va changer le projet actuel, puisque certains pourraient dire que l'entreprise est « déjà privatisée » ? Sophie est claire : « Ce n'est

pas juste un glissement de plus, c'est un point de bascule fondamental. » Aujourd'hui, l'État est actionnaire majoritaire à 50,6 %, contraint par la loi de le rester. Le P-DG de l'entreprise est nommé en conseil des ministres et le groupe est lié par un contrat de régulation économique signé avec l'État, bref la gouvernance reste publique. Si Vinci ou tout acteur financier privé prend la main, la donne va

« En quelques années dans un contexte d'augmentation du trafic aérien et du chiffre d'affaires correspondant (respectivement + 15 % et + 24 % l'année dernière), les effectifs diminuent de près de 20 %. »

profondément changer. Pour l'organisation des services en premier lieu. « ADP, c'est une formidable diversité de métiers de service public : ingénieurs en infrastructures, architectes, pompiers spécialisés, médecins urgentistes, électriciens,

agents d'exploitation et d'entretien des parkings et des routes... Avec la privatisation, le risque c'est l'externalisation et donc la baisse de la qualité de service comme une nouvelle dégradation sans précédent des conditions de travail. » Rien qu'à Roissy, ce sont 200 km de routes qui sont entretenus par les agents d'ADP... Pour les riverains ensuite. « Aujourd'hui, l'aéroport d'Orly est soumis à une limitation du nombre de vols, et à un couvre-feu de 23h30 à 6 heures, pour limiter les nuisances... » Demain, rien ne garantit qu'au nom de la rentabilité financière, ces mesures ne seront pas remises en question. Pour la collectivité enfin, car ADP dispose d'un patrimoine foncier considérable, qui échapperait de fait à une maîtrise publique. Ces enjeux d'aménagement du territoire sont un argument majeur contre la privatisation mis en avant par Christian Favier, président du conseil départemental du Val-de-Marne. Les communistes val-de-marnais se mobilisent activement contre ce projet. Débats publics, actions symboliques et, maintenant, signature en faveur du référendum d'initiative partagée (RIP), ils et elles sont sur tous les fronts. Pour leur territoire, leurs populations, la pérennité de l'entreprise... mais, au-delà, pour l'intérêt général, car, comme le dit Sophie en conclusion : « Ce combat n'est pas un combat exclusivement régional, c'est bien une bataille politique qui concerne tout le pays ! » ●

**Sophie** (le prénom a été modifié).

# Deux échéances à Paris

Pour les communistes de Paris, les échéances du 12 et du 15 mars sont complémentaires : 12 mars : fin de la collecte des signatures pour le référendum ADP. 15 mars : premier tour des élections municipales.

— DEUX QUESTIONS À **ADRIEN TIBERTI\*** —

🗣️ Comment abordez-vous la campagne en faveur du référendum sur ADP ?

**ADRIEN TIBERTI :** Pour l'instant, plusieurs sections s'en sont emparées, mais nous n'avons pas encore pris d'initiative fédérale, ça viendra à la rentrée. Cette campagne est un véritable boulevard sur tous les plans ! D'une part, nous sommes en phase avec 90 % de la population, très attachée à la défense des services publics. Nous avons ainsi une occasion de poser la question de la propriété du capital, ce qui permet d'avoir des échanges politiques intéressants avec les gens autour de notre projet communiste. D'autre part, nous démontrons en pratique l'utilité immédiate du PCF, en permettant aux gens de faire de la politique, en facilitant leur expression réellement, notamment vis-à-vis des personnes qui n'ont pas de connexion personnelle ou qui ont des difficultés avec Internet. Enfin, c'est un bon moyen de « faire de l'orga », y compris dans la perspective des élections municipales !

🗣️ Justement, ne risque-t-il pas d'y avoir une contrainte, entre la campagne des municipales et celle d'ADP les militants risquent de ne pas pouvoir être partout ?

**A. T. :** Je pense qu'il faut aborder les choses dans l'autre sens : comment la campagne pour ADP peut être un tremplin pour redonner une visibilité à la gauche et à notre parti. C'est complémentaire, et pas très compliqué à mener de front, puisqu'il suffit de prendre un ordinateur et une connexion Internet (à partir d'un téléphone) sur les initiatives politiques pour proposer la signature. De plus, c'est un bon moyen de récupérer les contacts de nombreux citoyens, puisqu'il suffit de sauvegarder le récépissé de signature à la fin de la saisie – attention, avec l'accord explicite des gens, sinon c'est illégal ! Le mieux est d'avoir une feuille d'émergence à leur faire signer, pour les tenir au courant des suites – ce qui permet de maintenir le lien sur la durée. ●

\* **Adrien Tiberti** est responsable « élections » à la fédération de Paris du PCF.

## Dans le 13<sup>e</sup> arrondissement

Pour collecter les signatures, les communistes du 13<sup>e</sup> articulent actions unitaires et actions du parti. Dès l'officialisation du RIP, un collectif unitaire rassemblant la gauche politique et sociale (PCF, FI, PS, G.s, EELV, CGT...) s'est mis en place, pour coordonner des actions communes en parallèle des campagnes de chaque organisation. Depuis, chaque dernier samedi du mois, les militants se retrouvent place d'Italie pour faire signer, avec tables, tablettes et ordinateurs. C'est efficace et, en prime ça fait du bien à tout le monde : dans un contexte d'éclatement de la gauche, se retrouver sur un combat commun redonne du souffle aux militants.

En parallèle, le Parti communiste inclut des points de signature sur ses initiatives. Le point ouvert sur le bal du 13 juillet n'aura fermé qu'après épuisement des batteries de téléphone, soit à 0h30 ! Et chaque point de rencontre sur les marchés dispose de sa table de signature.

Jean-Noël revient sur ces actions : « L'accueil est excellent, nous faisons la quasi-unanimité à chaque fois. Nous faisons signer ceux qui n'ont pas de connexion, mais nous faisons aussi beaucoup d'information. Beaucoup de gens ne savent pas qu'il faut collecter des soutiens pour gagner le droit de voter ! » Face au défi, la section compte également organiser un « meeting itinérant » à l'automne, avec des prises de parole dans l'espace public, pour attirer l'attention sur ce sujet de façon originale. ●



# La lutte contre la privatisation

Dans l'Hérault (34), la fédération du PCF fait d'ADP le symbole de la lutte pour les services publics.

— ENTRETIEN AVEC **NICOLAS COSSANGE\*** —



## Dans le 20<sup>e</sup> arrondissement

Pour les communistes du 20<sup>e</sup>, le traditionnel bal organisé par la section le 13 juillet aura été l'occasion de tenir une « table de signature », avec une tablette connectée. Bilan : entre quarante et cinquante signatures collectées. Et au-delà, c'est tout un public qui aura été sensibilisé : le « Bal des communistes », c'est une soirée festive sur la place Henri Malberg, avec groupes de musique et DJ, stand buvette et restauration, et environ huit cents personnes y passent chaque année parmi lesquelles quelques centaines d'habituels. Mais la section ne s'arrête pas là : les « rendez-vous de la vignette » (de la Fête de l'*Huma*) sur le terrain sont aussi l'occasion de tenir des points de signatures, et parfois de faire remplir des formulaires CERFA que les militants saisissent ensuite.

L'accueil est toujours très positif, c'est l'occasion de faire le lien avec les fermetures de services publics de proximité : en quelques années, le quartier aura perdu sa boutique SNCF, son agence CPAM... Comme le dit Damien, secrétaire de section, « c'est concret pour les gens, ça parle, et ils acceptent facilement de garder le contact ensuite ». ●



**N**icolas n'y va pas par quatre chemins : « Avec la direction départementale, nous nous sommes posé d'emblée la question de comment nous pouvons faire vivre cette campagne à 800 km des aéroports concernés, parce que la majorité des Héraultais ne prendront sûrement jamais l'avion à Orly ou Roissy dans leur vie... » Et c'est le sujet des services publics qui est apparu comme central, avec un mot d'ordre simple : « Les privatisations, ça suffit ! » Tout l'argumentaire politique tourne donc désormais autour de l'occasion qui est donnée, pour la première fois, d'envoyer un « non » ferme au principe même des privatisations, qui ont une influence sur tous les services publics sans que jamais les citoyens soient consultés.

Côté mise en pratique, les communistes allient travail « unitaire » et actions fortes du parti. En clair, « on travaille avec les autres, mais on ne

les attend pas pour agir ». Il faut dire que les choses ne sont pas toujours simples, puisque l'inimitié entre socialistes et insoumis a généré deux collectifs unitaires distincts, le PCF étant pour sa part membre des deux...

Là où les communistes sont suffi- ►►

« Envoyer un « non » ferme au principe même des privatisations, qui ont une influence sur tous les services publics sans que jamais les citoyens soient consultés. »

▶▶ samment organisés, les sections tiennent des points fixes hebdomadaires sur les marchés, avec tablettes et ordinateurs, en l'annonçant dans la presse locale, ce qui est aussi l'occasion d'appeler publiquement les forces de gauche à s'y associer pour les faire vivre. Cette dynamique vise à instaurer une régularité, à inscrire ces rendez-vous dans la durée.

L'exemple de Béziers illustre bien la réussite de cette démarche : cinquante signatures récoltées les deux premières heures, et des gens qui reviennent signer lorsqu'ils n'avaient pas pu le faire la fois précédente, faute de temps ou de carte d'identité sur eux. Nicolas se dit agréablement surpris de la facilité avec laquelle les gens sortent spontanément leur carte d'identité ou leur passeport, pour le passer aux militants qui font la saisie : « En un mois et demi, j'ai croisé une seule personne qui a affirmé être favorable à la privatisation, et une seule autre qui m'a dit que c'était un sujet de Parisiens. Le mot d'ordre "Stop aux privatisations" marche du tonnerre, on sent qu'il y a des forces disponibles dans le pays sur ce sujet... Une colère désorganisée, mais une colère réelle, qu'il nous revient de structurer politiquement. »

Toutes les occasions militantes d'envergure sont saisies : fête de la section de Sète en août, stand du parti sur la feria de Béziers, fête de la section de Béziers à la rentrée... Cette dernière verra même l'organisation d'un débat sur cette question, liant la campagne pour le référendum avec l'ensemble des services publics, croisant le regard d'un large panel de syndicalistes.

La fédération n'oublie pas pour autant les territoires plus ruraux, et envisage une tournée dans les « hauts cantons de l'Hérault », un secteur enclavé aux contreforts du Massif central. Les sections y sont moins organisées, c'est donc la fédération qui sera à l'initiative à la rentrée, en lien avec les camarades sur place. La cam-



# PRIVATISATION d'ADP ?

## NOUS VOULONS UN RÉFÉRENDUM

SIGNEZ LA PÉTITION SUR

 [referendum.interieur.gouv.fr](http://referendum.interieur.gouv.fr)

pagne est vue sous un angle d'attaque double : bien évidemment, aller récolter des signatures parmi des populations plus éloignées, mais aussi redévelopper l'influence du parti dans un territoire historiquement ancré à gauche, mais dévitalisé par le recul de l'industrie. D'autant que dans ces secteurs, la fermeture des services publics (Poste, santé, gares SNCF) est vécue au quotidien par les habitants ! « Les camarades et sympathisants locaux savent nous indiquer les lieux et horaires pertinents, là où on va croiser du monde, puis on assurera la logistique », précise Nicolas, en ajoutant que « pour les zones blanches où l'Internet 3G ne passe pas, on fera remplir des formulaires papiers que l'on saisira ensuite, même si c'est plus long... ».

Pour les communistes de l'Hérault, la bataille est donc bien engagée, avec deux objectifs : atteindre les 4,7 millions de signatures pour obtenir le

référendum, et faire de cette campagne une grande occasion de renforcement du parti !

### UN COURRIER COMMUN PCF/ADECR 34 À TOUTES LES MAIRIES

Si les premières consignes ministérielles réservaient l'organisation des points d'accueil aux chefs-lieux de cantons, une circulaire précise depuis que toute mairie qui le souhaite peut mettre en place une collecte des signatures.

Pour expliquer cela, et inciter les communes à mettre en œuvre ces permanences, l'association locale des élus communistes et républicains enverra à la rentrée un courrier cosigné avec la fédération du PCF à tous les maires du département, accompagné de ladite circulaire. ●

**Nicolas Cossange** est secrétaire de la fédération PCF de l'Hérault.

## Section « Ouest-Toulousain » (31)

# Le PCF intègre ADP à son activité militante

— AVEC THÉODORE AUBIN\* —

**P**our Théodore Aubin, secrétaire de la section du PCF qui regroupe la banlieue ouest de Toulouse, c'est la régularité qui compte. C'est ce qui guide l'action de la section au quotidien : chaque samedi, les militants sont sur le pont, et diffusent *L'Humanité-Dimanche* sur le marché hebdomadaire de Colomiers, la plus importante commune du territoire. Ces points de rencontre sont

l'occasion de distribuer des tracts variés, et c'est tout naturellement que la décision de dédier ce moment une fois par mois à la campagne ADP s'est prise. La section a sorti un tract spécifique, avec un recto « Pourquoi signer ? » et un verso « Comment signer ? ». Et un ordinateur ou une tablette est installé, profitant de la connexion partagée d'un Smartphone, pour récolter les signatures en ligne.

« Nous récoltons une quinzaine de signatures par session, sans trop d'effort », nous explique Théo, et l'accueil est très positif : « 90 % des gens sont convaincus ; après, l'enjeu c'est de les faire signer, parce que souvent on rentre chez soi et on oublie... » Pour la section, mener la campagne ADP n'est donc pas un effort supplémentaire, c'est un « plus » qui se superpose au militantisme quotidien. ●

## REFERENDUM CONTRE LA PRIVATISATION DES AEROPORTS DE PARIS

Pourquoi  
signer ?

L'Etat possède aujourd'hui 50,6% des Aéroports de Paris (ADP), Emmanuel Macron et son parti LREM tiennent particulièrement à les vendre. Quand il était ministre, le Président nous avait déjà donné un avant-goût avec la privatisation de l'aéroport de Toulouse puis celui de Lyon et celui de Nice. Maintenant il veut faire la même chose avec la société (rentable) qui gère la première frontière de France.

Choqués, 248 parlementaires de droite et de gauche, dont les élus communistes, ont demandé la tenue d'un référendum d'initiative partagée (RIP) pour faire reconnaître le caractère de « service public national » de ces aéroports.

UNE ERREUR POLITIQUE, STRATÉGIQUE ET ÉCONOMIQUE  
PORTANT PRÉJUDICE À TOUTE LA NATION

Le 9 mai le Conseil constitutionnel a rendu la recevabilité de ce référendum, peu après la sortie des comptes a émis des réserves sur l'initiative des sommes dégagées par une telle privatisation. Le référendum doit être organisé le plus rapidement possible ! La bataille est lancée, il faut maintenant rassembler un million de signatures en neuf semaines.

## Comment signer ?

Deux solutions :

1- SIGNER SUR INTERNET :

Sur : [referendum.interieur.gouv.fr](http://referendum.interieur.gouv.fr)  
Vous aurez juste besoin de votre carte d'identité.

5 conseils pratiques pour réussir :

- Désactivez votre bloqueur de publicités le temps de faire les démarches.
- Pas de virgule entre les prénoms, juste un espace.
- Majuscule aux prénoms.
- Renseignez le nom de la ville où vous êtes inscrit sur la liste électorale avec majuscule et tirets. C'est le code INSEE et non le code postal qui apparaît (ne le corrigez pas!)
- En cas d'erreur du code de vérification, persévérez (il y a des majuscules et des minuscules).

2- SIGNER EN MAIRIE

Dans le bureau du « bureau centralisateur » de votre canton : Colomiers ou Léguevin.  
Vous aurez juste besoin de votre carte d'identité.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OUEST-TOULOUSAIN SUR LA PAGE FACEBOOK DE

## LES NOUVELLES DE L'OUEST

LÉGUEVIN - BRAX - PAYS DE BOUCONNE

LES NOUVELLES DE L'OUEST-TOULOUSAIN





# La fin du gouvernement Tsipras : et maintenant ?

L'échec du gouvernement Tsipras est aussi l'échec de la gauche européenne qui doit maintenant tenir compte des nouveaux rapports de force pour les faire bouger.

— PAR VINCENT BOULET\* —

Les élections parlementaires du 7 juillet dernier en Grèce ont vu le retour au pouvoir de la droite conservatrice et clientéliste, en la personne du nouveau Premier ministre Mitsotakis. Les mesures sociales prises par le gouvernement Tsipras depuis la sortie du troisième mémorandum en août 2018 en faveur des plus démunis n'ont pas permis d'empêcher la défaite de Syriza. Si le salaire minimum a été relevé, le salaire moyen n'a cessé de diminuer. Si le chômage a un peu baissé, il demeure très élevé et l'emploi précaire s'est généralisé. La dette demeure au niveau effarant de 180% du PIB. Le pays est toujours sous contrôle de la « troïka », avec des taux d'excédents primaires imposés jusqu'en 2060. La crise grecque n'est pas terminée et la lutte du peuple grec non plus.

Il est nécessaire de revenir sur le gouvernement Tsipras. Son objectif n'a jamais été de faire la révolution dans un seul pays, ni de sortir de l'Union européenne, mais de négocier avec la troïka la sortie des mémorandums ainsi que l'allègement de la dette, ce fardeau et cet outil de domination insupportable sur le pays. Représentant un pays qui ne pèse que 2% du PIB européen, le gouvernement Tsipras proposait une solution en rupture avec les deux premiers mémorandums, tout en restant économiquement parfaitement acceptable pour l'UE. Mais elle ne l'était politiquement pas pour les bourgeoisies européennes. Dix jours après la victoire de janvier 2015, la Banque centrale européenne (BCE) coupait les liquidités accordées aux banques grecques, mettant le système financier du pays à genoux. Ce n'était qu'un tour de chauffe avant le coup d'État de juillet 2015 qui imposa au gouvernement grec, humilié, un troisième mémorandum. Le résultat sans appel du référendum du 5 juillet, qui montrait l'ampleur du soutien dont bénéficiait le gouvernement, fut à lui seul insuffisant pour établir les rapports de force nécessaires dans une lutte de cette intensité. Et la gauche européenne fut incapable d'aider le gouvernement grec qui fut laissé seul face au front commun des vingt-sept autres pays. 98% du PIB de l'UE contre 2%. Telle fut la cause de l'échec du gouvernement Tsipras.

C'est une leçon politique que devrait travailler la gauche européenne à propos des conditions d'exercice du pouvoir dans l'UE libérale et dans des conditions non révolutionnaires. Ce n'est pas une question simple qui peut se régler à coup de slogans. Le faible score des partis de la gauche radicale grecque le montre. L'espoir d'un peuple, porté par Syriza, s'est fracassé contre le talon de fer des bourgeoisies européennes et sous l'effet du travail de sape, réalisé en Grèce même, par tout ce que le pays compte d'éléments libéraux, réactionnaires et cléricaux. À travers l'écrasement de la Grèce en 2015, les bourgeoisies européennes cherchaient à mettre un point d'arrêt aux mobilisations populaires contre les politiques d'austérité en Grèce, en Espagne et dans les autres pays européens. C'est une question de lutte de classes et de rapports de force à l'échelle européenne.

## ET MAINTENANT ?

La lutte contre le gouvernement Mitsotakis en Grèce peut bénéficier du score élevé de l'opposition de gauche : 31,5% pour Syriza, 9% pour la totalité des autres partis de gauche. Syriza demeure donc à un niveau important et obtient un soutien important dans les villes ouvrières et parmi la jeunesse. C'est une base pour l'avenir. Les conditions des mobilisations sociales dans ce nouveau contexte restent cependant un point d'interrogation, alors que le gouvernement conservateur annonce une politique de *Blitzkrieg* libérale et autoritaire. En Europe, la même politique des bourgeoisies européennes qui a écrasé le gouvernement grec mène l'UE au bord de l'éclatement. Le Brexit en a été une des conséquences. Il importe à la gauche européenne dans son ensemble de tirer les leçons de la période passée pour aborder celle qui s'ouvre désormais et en tenant compte des nouveaux rapports de force pour les faire bouger. Les prochains rendez-vous de la gauche européenne à l'automne peuvent en marquer des étapes. ●

\*Vincent Boulet est membre du Conseil national du PCF, responsable adjoint aux questions européennes.

# Qu'allons-nous laisser comme Terre en 2050 ?

Intervention en séance publique de **Fabien Gay**, sénateur PCF de la Seine-Saint-Denis, lors de la première lecture au Sénat du projet de loi relatif à l'énergie et au climat.

**M**adame la secrétaire d'État, si je devais résumer en quelques mots notre sentiment sur ce projet de loi, je dirais que nous en partageons l'ambition, mais que, comme souvent avec le gouvernement auquel vous appartenez, nous cherchons les moyens mis sur la table pour atteindre l'objectif. La Cour des

À ce sujet, j'ai une question : où sont les filières industrielles nécessaires pour atteindre le mix énergétique visé et développer les énergies renouvelables, notamment l'éolien en mer, la méthanisation ou encore l'hydrogène décarboné ? L'urgence climatique est pourtant là ! La COP 21 de Paris s'était fixé pour objectif, en 2015,

clair notre mode de développement, alors nous allons droit dans le mur.

## **IL Y A URGENCE À MENER UNE POLITIQUE GLOBALE ET RADICALE !**

À cette allure, voici ce que nous allons laisser comme Terre en 2050 à nos enfants, et personne ne pourra dire que nous ne savions pas : des îles englouties par la montée des eaux, des ouragans et des cyclones plus intenses, de plus en plus d'épisodes de chaleur, comme celui que nous avons connu à la fin du mois de juin, des hivers de plus en plus rudes, un million d'espèces disparues, des feux de forêt qui se multiplieront. Ce scénario n'est pas le prochain film catastrophe hollywoodien, mais la réalité en train de se préparer sous nos yeux, avec pour conséquences l'explosion de la pauvreté, avec 100 millions de pauvres en plus à l'horizon de 2030, et le déplacement de 250 millions de réfugiés climatiques à l'horizon de 2050.

Bref, nous sommes en train de tuer notre planète et les espèces qu'elle porte, la nôtre incluse. Si nous ne ►►

« Les risques sanitaires, sociaux et environnementaux sont immenses : les accords de libre-échange vont à contre-courant de l'histoire ! »

comptes européenne estime que, pour amorcer la transition écologique en France, il faudrait investir 145 milliards d'euros par an sur dix ans, dont les deux tiers dans le transport et le logement.

de maintenir le réchauffement climatique à moins de 2 degrés. Si nous ne changeons pas radicalement nos manières de consommer, de produire, de nous déplacer, notre politique énergétique et industrielle, en

« Si nous ne changeons pas radicalement nos manières de consommer, de produire, de nous déplacer, notre politique énergétique et industrielle, en clair notre mode de développement, alors nous allons droit dans le mur. »

► prenons pas des décisions radicales aujourd'hui, le pouvoir politique sera devant un défi insurmontable dans dix ans : comment survivre sur une planète qui a subi des dommages irréversibles, avec près de 10 milliards d'habitants ? C'est donc une politique globale et radicale qu'il nous faut mener. Ni les slogans, ni les effets d'annonce, ni la politique des petits pas ne peuvent nous sauver !

Par ailleurs, la présentation de votre projet de loi est rattrapée cruellement par l'actualité : il est facile d'afficher l'objectif de la neutralité carbone en 2050 à l'article 1<sup>er</sup>, mais, pendant ce temps, l'Assemblée nationale est en train de ratifier l'Accord économique et commercial global (CETA), et l'Union européenne a signé un accord de libre-échange avec le Mercosur. Les risques sanitaires, sociaux et environnementaux sont immenses : ces accords de libre-échange vont à contre-courant de l'histoire !

Alors qu'il faudrait imposer le principe de coopération entre les peuples, vous érigez le principe de compétition en dogme. Alors qu'il est urgent et vital de relocaliser notre agriculture et notre production industrielle, vous préparez treize nouveaux traités de libre-échange, qui multiplieront le transport de marchandises au-dessus de nos océans. Un jour, pourtant, ces traités

deviendront caducs, car ils seront reconnus comme crimes d'écocide, au même titre que les pollutions au plastique, au fioul et la déforestation à outrance pour le seul profit.

#### **VOTRE DOGME, RÉALISER DES PROFITS SUR LA TRANSITION VERTE**

Madame la secrétaire d'État, tout peut-il être marché ? S'il s'était agi d'un sujet du baccalauréat de philosophie, nous n'aurions pas, je pense, rendu la même copie... Vous faites le pari que oui, car le capitalisme peut trouver une niche dans le développement des énergies renouvelables et réaliser des profits sur la transition verte. Cela coïncidant avec la prise de conscience de

Mais, pour cela, il vous faut casser toutes les barrières, en commençant par mettre fin aux tarifs réglementés du gaz, puis en abattant progressivement les tarifs réglementés de l'électricité. Car, pour vous, une seule règle compte : la main invisible du marché ; et tant pis si cette main droite plonge des centaines de milliers de foyers supplémentaires dans la précarité énergétique !

C'est ce même dogme qui vous pousse à poursuivre la vente de l'énergie nucléaire au concurrent privé d'EDF, avec le déplafonnement de l'Accès régulé à l'électricité nucléaire Historique (Arenh). Là encore, alors que, contrairement à ce que vous avez affirmé, ce dispositif est, par ricochet, à l'origine de l'augmentation des tarifs réglementés de 5,9 % pour les foyers, soit près de 100 euros en moyenne, vous répondez aux injonctions des opérateurs privés et de leurs juteux profits.

Pas un mot non plus sur la future concession de près de 150 barrages hydroélectriques au privé, alors qu'ils sont un élément essentiel pour stocker nos énergies renouvelables. Votre but ultime n'est pas dans la loi, mais votre plan est maintenant connu : après avoir vendu Engie aux appétits financiers, vous préparez le démantèlement d'EDF. Le méca-

« Nous sommes en train de tuer notre planète et les espèces qu'elle porte, la nôtre incluse. »

plus en plus prégnante des urgences climatiques dans l'opinion populaire, c'est tout un modèle de « croissance verte » qui est colporté par le gouvernement et sa fidèle majorité.

nisme est simple et connu : nationaliser les pertes, c'est-à-dire un nucléaire aujourd'hui déficitaire, et privatiser la distribution et les énergies renouvelables.

« Un jour, pourtant, ces traités deviendront caducs, car ils seront reconnus comme crimes d'écocide, au même titre que les pollutions au plastique, au fioul et la déforestation à outrance pour le seul profit. »

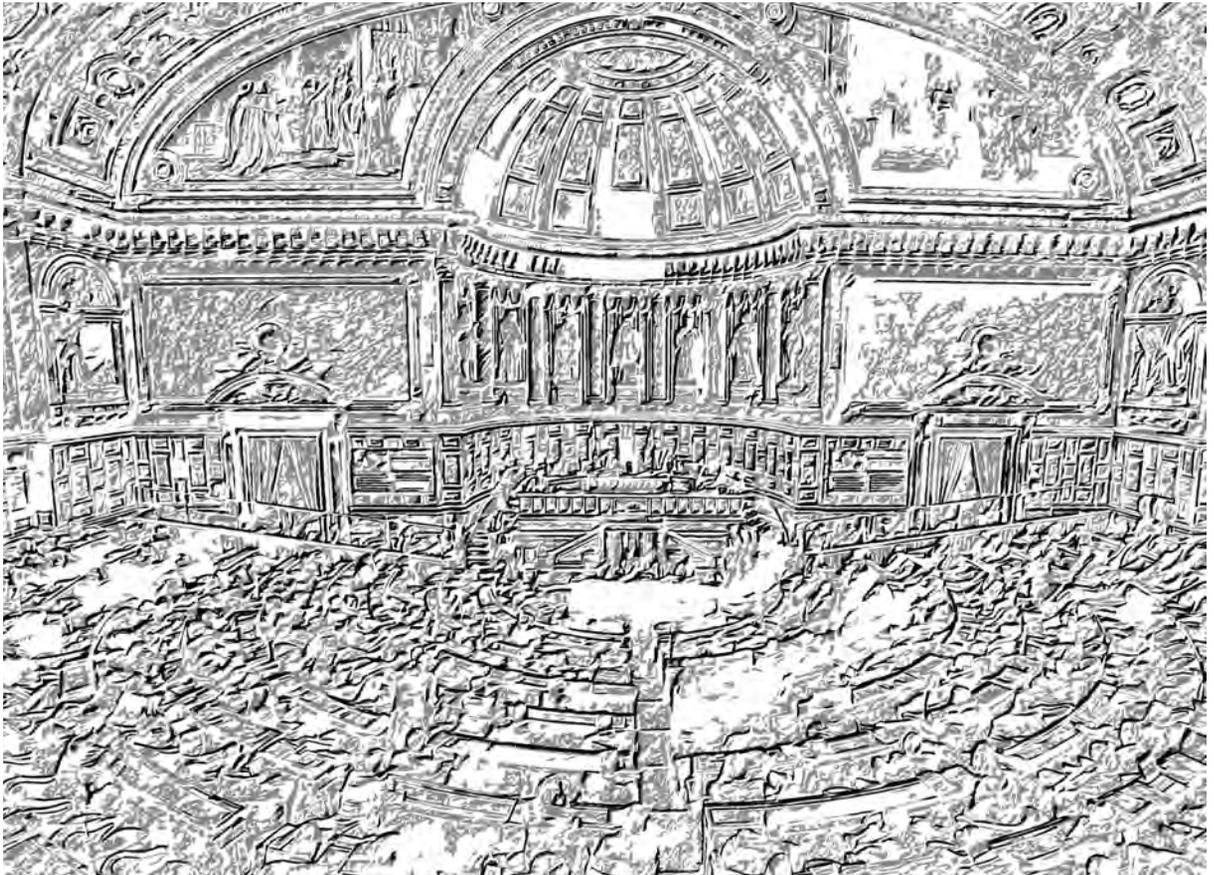
Vous voulez casser une entreprise publique intégrée pour livrer toute la filière au privé !

Mais, vous le savez, il faudra en passer par une loi pour finir de dérégler

ment tout le marché de l'énergie. Or, là encore, l'actualité vous rattrape, car les Françaises et les Français en ont marre de voir leur patrimoine bradé au privé, comme en

témoignent les plus de 500 000 soutiens déjà exprimés au projet de loi référendaire pour Aéroports de Paris. Nous mènerons donc une bataille acharnée pour éviter le démantèlement et la privatisation d'EDF. Car, nous, nous n'avons pas honte de le dire : si nous voulons réussir ce défi d'avenir, il nous faut un grand service public de l'énergie, qui réponde à la nécessité du XXI<sup>e</sup> siècle, sauver la planète et l'humain.

Pour conclure, je recommande à votre méditation cette phrase du chef sioux Sitting Bull : « Quand ils auront coupé le dernier arbre, pollué le dernier ruisseau, pêché le dernier poisson, alors ils s'apercevront que l'argent ne se mange pas. » Voilà où nous en sommes aujourd'hui ! ●



# Réfugiés politiques italiens

## La doctrine Mitterrand

À l'occasion de l'arrestation de Cesare Battisti l'hiver dernier, on a reparlé de la question des réfugiés politiques italiens en France et de l'amnistie de fait que leur accordaient les autorités françaises au nom de la « doctrine Mitterrand ». Retour sur un dossier chaud.

— PAR GÉRARD STREIFF —

L'hiver dernier, l'écrivain Cesare Battisti était livré à l'Italie après plus de trente années de cavale à travers le monde. Incarcéré dans une prison de Sardaigne, il risque d'y terminer sa vie en application d'une condamnation à perpétuité prononcée en son absence. Les faits qui lui sont reprochés s'inscrivent dans une période noire de l'histoire italienne désignée par l'expression « années de plomb ». Un petit retour aux années italiennes 1960-1970 s'impose. Ce pays connaît alors une formidable ébullition sociale et politique, marquée tout à la fois par l'apogée du Parti communiste, des

grèves ouvrières inédites, une effervescence culturelle sans précédent (dans le cinéma notamment), des revendications féministes fortes. Prend forme une contestation de plus en plus radicale d'une partie de plus en plus significative de la population. On a pu dire, en exagérant à peine, que mai 1968 en France avait duré un mois mais qu'en Italie il s'étendit sur dix ans... Des forces, diverses, et contradictoires, tentèrent de faire capoter ce mouvement. On assista tout à la fois à des coups tordus de la machinerie d'État et de ses services (« la stratégie de la tension »), à des provocations ouvertement fascistes (avec le recours aux attentats à la bombe) et à un glissement d'une partie de l'ultragauche vers la lutte armée. S'installa, dans une confusion entretenue, une manière de guerre civile où des milliers de militants d'extrême gauche furent engagés. Le point d'orgue de ces « années de plomb » reste l'assassinat du responsable de la Démocratie chrétienne Aldo Moro en 1978 par les Brigades rouges. Au total, de 1969 à 1982, ce mouvement provoqua des centaines de morts et de blessés. Face à la répression d'État, des centaines de militants fuirent le pays, le plus souvent pour trouver refuge en France. À l'Italie (du socialiste Craxi, président du Conseil) qui demandait l'extradition de ces réfugiés, Mitterrand répondit qu'il leur accordait un « abri » (certains dirent que Craxi, au final, en fut soulagé...). C'est ce que qu'on appela la « doctrine Mitterrand », principe jamais « écrit » mais formulé en ces termes le 21 avril 1985, devant le 65<sup>e</sup> congrès de la Ligue des droits de

« Les réfugiés italiens [...] qui ont participé à l'action terroriste avant 1981 [...] ont rompu avec la machine infernale dans laquelle ils s'étaient engagés, ont abordé une deuxième phase de leur propre vie, se sont insérés dans la société française [...]. J'ai dit au gouvernement italien qu'ils étaient à l'abri de toute sanction par voie d'extradition. »

François Mitterrand, 21 avril 1985

l'homme par le président de la République : « Les réfugiés italiens [...] qui ont participé à l'action terroriste avant 1981 [...] ont rompu avec la machine infernale dans laquelle ils s'étaient engagés, ont abordé une deuxième phase de leur propre vie, se sont insérés dans la société française [...]. J'ai dit au gouvernement italien qu'ils étaient à l'abri de toute sanction par voie d'extradition [...] »

L'idée était de favoriser la paix civile et d'accorder aux exilés politiques italiens sur le territoire français l'amnistie que le gouvernement outre-alpin ne voulait pas leur concéder. Rappelons qu'en France, en 1880, moins de dix ans après la Commune de Paris, qui fit des dizaines de milliers de morts, l'amnistie fut votée ; et l'amnistie pour les activistes de l'OAS date de juin 1968. Comme le dit Victor Hugo peu après la Commune : « L'oubli seul pardonne. Il faut fermer toute la plaie. Il faut éteindre toute la haine. »

## POURQUOI TANT DE HAINE ?

La parole donnée par l'État français sera respectée et appliquée durant une vingtaine d'années par tous les gouvernements de droite ou de gauche. Et pour les réfugiés italiens, les choses auraient pu en rester là, d'autant que les exigences (d'extradition) de Rome étaient intermittentes. Mais, au fil des changements politiques à Rome, l'affaire fut relancée au nom de la lutte contre le terrorisme. De nouvelles pressions s'exercèrent sur la France. L'Italie fit de fausses promesses, promit de modifier sa loi sur la contumace, permettant à Battisti (notamment) d'espérer un nouveau procès (mais l'engagement ne fut pas respecté). Chirac céda en 2004, acceptant l'extradition de Battisti qui s'enfuit au Brésil alors qu'en France se développait un puissant mouvement de solidarité en sa faveur. Repris par l'Italie, dans une mise en scène scabreuse (Salvini en grand uniforme qui l'attendait à l'aéroport !), Battisti a été mis au pilori comme une bête de spectacle. Le pouvoir italien, revanchard, a tout fait pour discréditer son prisonnier. On peut se demander pourquoi tant de haine ? Pourquoi cette incapacité à tourner la page ? Plus de quarante ans après l'affaire Moro, le temps de l'Histoire n'est-il pas venu ? Derrière la mise en garde contre les « années de plomb », n'est-ce pas une manière d'exorciser les années d'espoirs, les années rouges que fut en même temps la décennie 1970 italienne ?

Le traitement de l'affaire Battisti est aussi un révélateur de la vie publique française. Le très conservateur Guillaume Perrault, du *Figaro*, dans un article intitulé

« Comment Cesare Battisti a envoûté Saint-Germain-des-Prés », écrit : « L'affaire Battisti nous renseigne moins sur l'Italie que sur la fascination française envers la violence. Pour cette raison, elle prend rang parmi les grands scandales de notre histoire. » Formulée par un héritier des versaillais, l'accusation de violence ne manque pas de sel. Sur le même sujet, on lira avec plus de profit l'article de l'écrivain Gilles Martin-Chauffier ([www.parismatch.com/People-A-Z/Cesare-Battisti](http://www.parismatch.com/People-A-Z/Cesare-Battisti)) « Pourquoi Cesare Battisti reste mon ami. » ●

## RÉVISIONNISME À L'ITALIENNE

« [...] Enfin, je suis sûr que je ne t'apprendrais rien, cher Hugues, en rappelant que la défense de Battisti et de tous les exilés menacés d'extradition (à propos, on compte toujours sur toi pour signer en faveur de ceux qui pourraient être menacés aujourd'hui) entrain et entre toujours dans une bataille contre le révisionnisme historique dominant en Italie, qui refuse d'admettre que dans les années 1960-1970, une partie minoritaire mais conséquente de la population de la péninsule est entrée en sécession contre la vieille société. Pour ces centaines de milliers, ces millions d'ouvriers, étudiants, paysans, habitants de quartiers populaires, femmes et homosexuels en lutte, le fait qu'on veuille s'en prendre physiquement à des gros commerçants qui jouaient au shérif en tirant sur des petits voyous braqueurs et qui s'en vantaient, ou à des matons tortionnaires, n'était discutable que d'un point de vue stratégique, pas éthique. Il faut dire que ces Italiens-là savaient que les auteurs des attentats massacrés, les penseurs de la stratégie de la tension, les assassins d'ouvriers dans les usines, de paysans dans les champs et de détenus dans les prisons, étaient à chercher du côté de l'État et de ses forces de l'ordre. Faire porter le chapeau d'une violence sociale généralisée à Battisti et à quelques centaines d'individus ensevelis sous les peines de prison et contraints souvent à des rétractations honteuses est le tour de passe-passe auquel l'Italie officielle, celle du PC et de la Démocratie chrétienne regroupés aujourd'hui dans le Parti démocrate, a réussi jusqu'ici, y compris à présent avec l'appui des fascistes de la Ligue et des sinistres bouffons xénophobes 5 étoiles [...] »

Extraits de la lettre ouverte de l'écrivain/traducteur Serge Quadrupani au directeur des éditions du Seuil, qui venait de décider de ne pas publier le dernier roman de Battisti.

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

# Thierry Ardisson, ou les lamentations d'un baron de la télévision

Invité dans la matinale de France Inter le 25 juin, Thierry Ardisson expliquait à Léa Salamé les raisons de son départ de C8 et livrait quelques considérations sur l'état de la télévision actuel. Un moment radiophonique digne d'une mauvaise fable, où le cynisme de Thierry Ardisson réinterroge quant à la domination, dans le champ médiatique, des animateurs-producteurs se revendiquant de la « télévision populaire ».

— PAR ACRIMED —

**L**e 18 mai, Thierry Ardisson annonçait son départ de C8 et l'arrêt des émissions des « Terriens », dont la dernière a été diffusée le 15 juin. « Je ne veux pas faire de la télé *low cost* sous le joug des comptables », déclarait le baron de la télévision à Bolloré dans un communiqué. En cause : le nouveau budget alloué par le milliardaire, à hauteur de 5 millions d'euros pour la prochaine saison, au lieu du double accordé les années précédentes.

L'occasion pour Léa Salamé de le recevoir dans la matinale de France Inter le 25 juin. Avec en prime, un « clash » garanti en présence de l'humoriste Charline Vanhoenacker qui, quelques jours plus tôt, disait être ravie de la disparition de l'émission de l'animateur, qu'elle qualifiait de *putassière*. Et on

peut dire que ça n'a pas loupé, tant les grands médias se sont jetés sur « l'accrochage », le « malaise », le « règlement de comptes », le « tacle » de Thierry Ardisson qui « s'enflamme » (*L'Express*) ou « fracasse Charline » (*Voici*). Charmant. Un *buzz* bien mitonné, facilité par la communication de France Inter sur les réseaux sociaux, ayant contribué à masquer certaines considérations livrées par Thierry Ardisson sur la télévision actuelle, qui, quant à elles, méritent un petit temps d'arrêt.

## « ON N'ATTRAPE PAS LES MOUCHES AVEC DU VINAIGRE »

On connaît la propension de Thierry Ardisson à se revendiquer de « la télévision populaire ». Il en serait même l'incarnation, par opposition (binaire et

stérile) aux médias dits « élitistes » et « bien-pensants », parmi lesquels est rangé France Inter. Un antagonisme fantasmé par toute une galaxie de personnalités adeptes du « on ne peut plus rien dire », elles-mêmes omniprésentes dans les médias. Galaxie, soit dit en passant, avec laquelle Thierry Ardisson est fort à l'aise... et qui le lui rend bien.

De la télévision façon Ardisson, il fut donc notamment question au cours de l'interview. L'animateur esquisse en effet sa définition : « Une télévision de *talk-show*, une émission d'accueil, où on peut recevoir à la fois des gens très populaires et à la fois des gens plus cultivés, plus intellectuels. Ce mélange-là, cette curiosité-là, bah oui, ça se perd, ça se voit. » Où l'on comprend donc que, pour Thierry Ardisson, on ne



peut pas être à la fois « populaire » et « cultivé ». Une certaine conception de la culture populaire... Et de prolonger...

**Léa Salamé :** Vous dites que la culture à la télé doit être « spectacularisée », qu'est-ce ça veut dire ? Ça veut dire qu'on ne peut pas recevoir Michel Houellebecq, Philippe Sollers, Bret Easton Ellis, si on ne met pas un humoriste avant et une nana de la télé-réalité après ?

**Thierry Ardisson :** Ça a été ma conception, c'est-à-dire que je pense qu'on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre et que, si vous voulez, pour intéresser les gens, comme vous dites, à Bret Easton Ellis ou Tom Wolfe ou peu importe, il faut qu'ils soient là, d'abord,

et ensuite il faut qu'ils se disent : « Après, il y aura un truc marrant donc je vais me taper ça. » Parce que la culture, c'est pas obligatoire si vous voulez, les gens ils n'ont pas envie de se cultiver à ce point-là.

Belle conception en effet, qui résume assez bien la vision paternaliste de Thierry Ardisson vis-à-vis des classes populaires, auxquelles le maître devrait apporter l'éducation – ou, tout au moins, sa conception de l'éducation ! Cette réponse résume également le principal souci des tenants du système médiatique, qui consiste surtout à attirer le « public-mouche »... avec le « vinaigre de formats ultra standardisés » ?

Car on peut penser – sans trop s'avancer – que les intérêts des classes populaires importent bien peu à des producteurs millionnaires comme Thierry Ardisson, qui veille surtout à sauvegarder une position dans le système médiatique, l'œil rivé sur les logiques d'audimat. Et qui privilégie, plus que l'intérêt du public, la manière dont il aime « faire de la télé » et le petit entresoi avec lequel il aime le faire. Une position qui lui permet, évidemment, de promouvoir les invités, les idées et les représentations du monde qu'il souhaite promouvoir. Certes, ces choix peuvent entrer en résonance avec des aspirations « populaires ». Mais pas nécessairement. ►►

►► D'autant moins nécessairement que les animateurs-producteurs constituent en réalité un groupe relativement homogène. De Cyril Hanouna à Nagui en passant par Yann Barthès, quelques « *businessmen* du PAF » accaparent des pans entiers de la télévision, et investissent, comme le mentionnait dernièrement

**LS :** Oui, ben voilà par exemple, il n'y a plus de croissants...

**TA :** Non, mais faut le dire, faut le dire ! Non, non, mais faut le dire ! La 1<sup>re</sup> radio du 5<sup>e</sup> pays du monde, du 6<sup>e</sup> peut-être maintenant, et il y a pas de croissants, je veux dire... C'est Bolloré qui a racheté France Inter ? [...]

« La représentation des catégories socioprofessionnelles est en complet décalage avec la structure sociale réelle. Elle construit une image d'une société déformée, largement plus favorisée que ce qu'elle est en réalité. »

*Capital*, « dans une kyrielle d'activités, loin des plateaux d'enregistrement. Par passion ou pour assurer leurs arrières » (*sic*) ! De ce fait, leur position sociale n'a plutôt rien à voir avec les « gens des classes populaires » auxquels ils prétendent s'adresser. Et force est de constater que les émissions de *talk-show* ou les magazines culturels ne laissent guère de place au pluralisme, tant les formats et les dispositifs sont standardisés et les programmations, stari-fiées au profit du copinage, calquées sur les agendas promotionnels des invités en question et en concurrence les unes avec les autres.

D'ailleurs, on peut dire qu'en matière de déconnexion avec la réalité des classes populaires, Thierry Ardisson est un bel exemple, dont l'*habitus* se révèle dès le début de l'interview face à Léa Salamé :

**Léa Salamé :** Tout le monde se serre la ceinture, on est dans une période de vaches maigres, pourquoi est-ce que... [Coupée]

**Thierry Ardisson :** Ah bah ! j'ai vu par exemple qu'il n'y avait pas de croissants sur France Inter.

**LS :** Pourquoi est-ce que vous ne devriez pas vous aussi vous serrer la ceinture ?

**TA :** D'abord, parce que je suis Thierry Ardisson.

**LS :** Ça veut dire quoi ça ?

**TA :** Ça veut dire que quand je vais chez Hermès acheter un porte-cartes, je le paie 300 euros alors qu'il y a pour 40 euros de veau. Voyez ce que je veux dire ? C'est-à-dire qu'on paie la marque, on paie le savoir-faire, on paie l'image. Ce que C8 achetait avec moi, c'était évidemment l'audience que je pouvais apporter mais c'était aussi l'image de marque auprès des annonceurs. Évidemment que Dior ou des gens comme ça, ils préféreraient annoncer chez moi.

De l'épisode « caprice pour un croissant », on pourrait dire qu'il est anecdotique s'il n'était pas en parfaite cohérence avec les habitudes de *shopping* de Thierry Ardisson, dont l'arrogance a probablement laissé Alain Delon sur le tapis. Rompu à toutes les stratégies financières du système médiatique – qu'il expose, certes, avec une certaine lucidité – l'animateur, dont le salaire

(uniquement pour les émissions des « Terriens ») s'élève à 20 000 euros mensuels, n'a jamais caché sa volonté de faire de l'argent avec la télévision. Mais à malin, malin et demi, puisqu'il a évidemment trouvé en la personne de Bolloré un capitaliste plus vorace que lui ! Qu'à cela ne tienne, Thierry Ardisson a plus d'un tour dans son sac pour sauver la « télévision populaire »... En réponse à Léa Salamé, qui évoque Netflix, Amazon, ou Orange Cinéma Séries (OCS) pour sa reconversion, le « baron noir » expose ses ambitions : « Écoutez, vu l'attitude de Bolloré, plutôt que de se vendre au grand capital, peut-être qu'il faut se vendre au très grand capital. Peut-être que c'est là qu'est encore l'argent si vous voulez. »

L'éducation populaire comme seul cap, on vous dit ! Mais « populaire » à la seule condition que les spectateurs ne la ramènent pas trop : « On peut plus rien dire à cause des réseaux sociaux. Donc c'est vrai que c'est beaucoup moins marrant de faire de la télé comme ça en tout cas. » La fameuse « dictature des réseaux sociaux », symptôme de la décadence d'une époque : d'autres petits producteurs et animateurs du monde médiatique, comme Laurent Ruquier, le constatent aussi, versant dans le « on ne peut plus rien dire sur quoi que ce soit... »

« Les ouvriers (12 % de la population totale selon les données du CSA) ne représentent que 4 % des personnes entendues à la télévision. »

Et c'est pour signer sa profonde attache aux intérêts des classes populaires, et à leur « éducation », que Thierry Ardisson en termine par une ode. Émancipatrice, bien entendu.

**Léa Salamé** : Vous seriez ministre de la Communication et de la Culture, vous feriez quoi ?

**Thierry Ardisson** : Je ferais du service public un vrai service public, c'est-à-dire quelque chose qui apprend aux gens. Quand je vois qu'on a supprimé votre émission « Stupéfiant » par exemple...

**LS** : Non, elle n'est pas supprimée, mais bon, passons. Et donc vous feriez quoi ?

**TA** : Et donc voilà. D'abord, je virerais 6 000 personnes parce que c'est comme ça qu'on pourra rétablir les finances.

**LS** : Oh là, vous dites ça sur France Inter...

**TA** : Mais oui, absolument.

**Charline Vanhoenacker** : Vous virez des gens quand même alors ? C'est dommage, on aurait pu réengager les gens que vous allez virer en partant.

**TA** : Ah bah ! oui, si vous voulez, vous voyez bien qu'il y a quatre fois plus de gens sur France Télévisions que sur M6 ou sur TF1. On peut faire marcher des chaînes de télé avec beaucoup moins de gens.

Sans nul doute. Il paraîtrait même que, dans certains pays, le temps de travail hebdomadaire serait limité à 120 heures.

## LES PRODUCTEURS, ET LES OUVRIERS

L'éternel débat opposant les émissions dites « élitistes » aux médias dits « populaires » compose très souvent avec un grand absent : la question des logiques qui président à la fabrication des émissions et de la position sociale qu'occupent celles et ceux qui sont chargés de les penser et de les produire. Car on l'a vu, les producteurs qui dominent actuellement le champ médiatique –

tant dans les médias privés que publics – n'évoluent évidemment jamais dans les classes populaires. Et quand ces dernières s'engagent dans un mouvement social d'ampleur, comme ce fut le cas avec le mouvement des gilets jaunes, elles expriment à la fois une défiance vis-à-vis des émissions de « débat » qui leur sont proposées par les chaînes *mainstream* (qui, soit dit en passant, les dénigrent), et inventent à leur tour d'autres formats, voire d'autres médias...

formation), l'Observatoire des inégalités indiquait à nouveau que les ouvriers (12 % de la population totale toujours selon les données du CSA) ne représentent que 4 % des personnes entendues à la télévision. [...] Seulement 0,7 % des personnes entendues à la télévision sont perçues comme étant en situation de précarité. Des personnes qui sont souvent des personnalités secondaires à l'antenne. [...] Les cadres y sont quinze fois plus présents que les ouvriers et sept fois plus sou-

« Les producteurs qui dominent actuellement le champ médiatique – tant dans les médias privés que publics – n'évoluent évidemment jamais dans les classes populaires. »

Si le champ médiatique était structurellement régi par autre chose que des logiques financières, si les animateurs-producteurs n'exerçaient pas une prédation aussi forte sur le paysage télévisuel et sur son contenu, si le recrutement des journalistes ne favorisait pas majoritairement les classes dominantes, peut-être y aurait-il un tant soit peu de place pour que les classes populaires – au nom desquelles prétendent parler les barons de la télévision – puissent penser elles-mêmes d'autres formats et d'autres contenus. Bien sûr, de tels espaces existent déjà dans la sphère dite « alternative ». Mais ils restent marginaux dans l'océan des médias dominants.

Une première étape consisterait déjà, tout simplement, à ce que les classes populaires soient représentées à l'écran. Commentant le dernier baromètre de la diversité du CSA (fictions, divertissements et programmes d'in-

vent qu'ils ne le devraient si le temps d'antenne était réparti en fonction de leur part dans la population. Cette représentation des catégories socio-professionnelles est en complet décalage avec la structure sociale réelle. Elle construit une image d'une société déformée, largement plus favorisée que ce qu'elle est en réalité.

Et la télévision façon Ardisson ne fait pas tellement basculer le déséquilibre, donnant, elle aussi, la part belle, parmi ses invités, à l'entre-soi du petit monde médiatique. Car tout aussi « paillette » que soit le bilan du « baron noir », ce n'est pas non plus chez lui que les classes populaires se seront vraiment vues ou représentées. Pas plus que leurs conditions d'existence et de travail, leurs aspirations ou leurs intérêts. Les mouches, ça peut rapporter gros, mais pas question d'en avoir trop sur son plateau... ●

# La situation actuelle de la lutte pour l'avortement aux États-Unis

L'histoire du droit à l'avortement aux États-Unis est jalonnée d'avancées et de reculs. La nomination récente d'un conservateur à la Cour suprême inquiète les progressistes mais les luttes féministes n'ont pas dit leur dernier mot.

— PAR **JENNY BROWN\*** —

**A**ux États-Unis, plusieurs États ont récemment fait des tentatives surprenantes, d'interdire complètement l'avortement. Ces lois sont le fruit de décennies d'efforts soutenus par des intérêts puissants, visant à faire marche arrière sur l'avortement et la contraception. Toutefois, l'avortement reste légal dans tous les États dans la mesure où la Cour suprême, depuis 1973, empêche les États d'interdire l'avortement. Mais, suite à la désignation par Donald Trump de Brett Kavanaugh, qui a remplacé un centriste, la Cour se positionne plus à droite. Les féministes s'attendent à ce que la Cour suprême reconsidère ces lois au cours des deux prochaines années.

## LÉGAL PUIS ILLÉGAL

L'avortement (avant le quatrième mois environ) était, en grande partie, légal aux États-Unis au cours du premier siècle suivant l'Indépendance. Le droit concernant l'avortement était du res-

sort des États et des territoires jusqu'en 1873, date à laquelle la loi *Comstock* a interdit toute information sur la reproduction, ainsi que les outils et les médicaments servant à l'avortement ou à la contraception. La ten-

« Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux États ont relâché leurs restrictions sur la contraception, mais ce n'est qu'en 1965 qu'une décision de la Cour suprême fut prise, garantissant aux personnes mariées le droit à la contraception. »

dance à interdire l'avortement était surtout portée par des médecins. Ces derniers étaient en concurrence avec les sages-femmes qui pratiquaient également l'avortement. Leurs arguments ont gagné en popularité car les femmes protestantes utilisaient de plus en plus l'avortement pour contrôler la taille de leur famille. Cela entraîna une chute de la natalité, cette dernière passant de huit enfants par femme en 1800 à quatre en 1900.

Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux États ont relâché leurs restrictions sur la contraception, mais ce n'est qu'en 1965 qu'une décision de la Cour suprême fut prise, garantissant aux personnes mariées le droit à la contraception. Estelle Griswold prit le risque d'organiser une clinique illégale de planning familial à New Haven dans le Connecticut, l'un des États les plus restrictifs et elle fut mise en procès. En s'appuyant sur la Constitution des États-Unis, la Cour suprême estima que le droit à la contraception relevait du droit à la protection de la vie privée. Cette décision de la Cour suprême entraîna avec elle le fait que les différents États ne pouvaient plus ériger de lois faisant obstacle à ce droit et par ricochet au droit à la contraception. Puis, en 1972, la Cour suprême étendit ce droit aux personnes non-mariées.

À partir de 1968, le Mouvement de libération des femmes changea d'approche : au lieu de demander l'admission d'exceptions à la loi en place (comme c'était le cas dans les affaires de viol, d'inceste ou dans les cas où la vie de la mère était en danger), le mouvement demanda l'abrogation de toutes lois sur l'avortement, suivant l'argument qu'aucune loi ne devrait régir l'avortement, mis à part les règles gouvernant toute procédure médicale. Les féministes interrompaient ainsi les audiences de réforme des lois, pour demander leur abrogation pure et simple. Le groupe new-yorkais *Redstockings* organisa une réunion publique sur l'avortement en

1969, invitant les femmes à défier la loi et la coutume afin de parler de leurs avortements illégaux, ce qui donna l'idée à des juristes féministes d'organiser un procès de femmes, exigeant le droit à l'avortement sur base de l'égalité des droits. Sous menace du procès, et dans la crainte que la loi soit abolie sans rien pour la remplacer, le législateur rendit l'avortement légal à New York en 1970 jusqu'à 24 semaines, ce qui inspira la décision de la Cour suprême de 1973, plus connue sous le nom de *Roe v. Wade*.

### LÉGALISATION DE L'AVORTEMENT DANS LES CINQUANTE ÉTATS

L'appellation *Roe v. Wade* vient du nom d'une jeune femme de 21 ans, texane, Jane Roe, mère de deux enfants, ne souhaitant pas en avoir d'autres ; la loi Texane lui interdisant

droit à la protection de la vie privée mais sans reconnaissance d'un droit absolu à l'avortement pour toutes les femmes.

Si grâce à cette décision, pour la première fois en cent ans, les femmes aux États-Unis eurent le droit de se faire avorter, la majorité des hôpitaux refusaient de pratiquer l'avortement. Face à cette situation, les féministes et quelques médecins progressistes ouvrirent des cliniques à travers le pays afin de pratiquer des avortements et fournir des moyens de contraception, services que les femmes devaient payer.

Les forces anti-avortement tentèrent immédiatement d'empêcher les femmes pauvres d'accéder à ce droit. Après *Roe*, l'avortement était couvert par le programme *Medicaid*, qui assurait l'accès aux soins pour les plus pauvres, mais en 1976, avec l'amen-

« Quatre médecins et onze employés des cliniques pratiquant l'avortement ont trouvé la mort, et des douzaines ont été blessés, dans des attentats contre les cliniques, dont quarante et un attentats à la bombe. »

l'avortement, des juristes féministes portèrent son cas devant la Cour suprême. La Cour divisait le droit concernant la grossesse en trois trimestres : aucun État ne pouvait restreindre l'accès à l'avortement au cours du premier trimestre. Au cours du second trimestre, les lois ne pouvaient que protéger la santé de la femme ; et enfin pour le troisième trimestre, les États pouvaient réglementer l'avortement comme bon leur semblait, à condition que la vie de la femme soit protégée. Le droit à l'avortement fut accordé en référence au

dement *Hyde*, le Congrès interdit l'utilisation de fonds fédéraux pour financer l'avortement. Alors que le programme avait permis à quelque 300 000 femmes de se faire avorter chaque année, ce nombre chuta considérablement.

La Cour suprême approuva les restrictions au *Medicaid*, partageant l'avis que l'État doit favoriser la natalité. La Cour déclara : « En plus de son intérêt direct pour la protection du fœtus, un État peut avoir un souci démographique légitime concernant la croissance de sa population. De »

► tels soucis ont une importance fondamentale pour l'avenir de l'État. ». Pour certaines femmes, l'avortement est couvert par la mutuelle fournie par leur employeur, mais pour la majorité d'entre elles, l'accès à l'avortement reste à leur charge. La réforme de la santé du président Barack Obama exclut à la dernière

de demander une autorisation des parents pour l'accouchement de ces jeunes femmes ! Parmi les restrictions revendiquées, figurent également un délai d'attente pouvant aller jusqu'à 72 heures, des échographies obligatoires pour déterminer le stade de la grossesse ; et des textes anti-avortement que les médecins seraient

niques ont trouvé la mort, et des douzaines ont été blessés, dans des attentats contre les cliniques, dont quarante et un attentats à la bombe. Il en résulte que dans six États, ne subsiste plus qu'une seule clinique pratiquant l'avortement.

De plus, des organisations anti-avortement bien financées ont créé des centaines de fausses cliniques, sous le nom de « Crisis Pregnancy Centers » (Centres de crise grossesse). Ces centres font croire aux femmes qu'elles vont se faire avorter, mais servent en fait à les empêcher d'obtenir un avortement. Par exemple, le Mississippi n'a qu'une clinique pratiquant l'avortement, contre trente-huit « Crisis Pregnancy Centers ». De plus, quatorze États financent avec de l'argent public ces organismes qui mentent aux femmes et les manipulent.

#### DES INTERDICTIONS D'AVORTEMENT

##### POUR TESTER LE DROIT

Avec la désignation de Brett Kavanaugh, les forces s'opposant à l'avortement savent qu'elles sont à présent majoritaires à la Cour suprême. Les États aidés par des législateurs de droite ont donc commencé à interdire l'avortement, pour que leur État soit le premier à passer devant la Cour suprême afin de renverser la décision *Roe v. Wade*. Si c'était le cas, la réglementation concernant l'avortement reviendrait une fois de plus aux États. Plusieurs États ont déjà des lois dites

« Des groupes de réflexion de l'establishment sonnent l'alarme face au faible taux de natalité, encourageant les femmes à faire plus d'enfants. Les gros capitalistes, comme les frères Koch, appuient les restrictions étatiques avec la force de leurs capitaux. »

minute le financement de l'avortement, suite à un amendement d'un démocrate anti-avortement. Le coût est une question importante, d'autant plus que plus de la moitié des Américains ne peut pas payer 500 \$ pour une intervention d'urgence, ce qui est le coût moyen d'un avortement. Le groupe militant National Network of Abortion Funds (Réseau national de fonds pour l'avortement) collecte des fonds pour aider des personnes à financer leurs avortements, et il existe un petit réseau qui aide les femmes à obtenir illégalement des pilules abortives.

#### RESTRICTIONS DES ÉTATS

Depuis des dizaines d'années, les États tentent des restrictions du droit à l'avortement auprès de la Cour suprême. Les principales restrictions revendiquées par ces États visent les femmes de moins de 18 ans afin que ces dernières obtiennent une autorisation de leurs parents pour avorter. Pourtant, ces États se gardent bien

obligés de lire à la patiente, bien qu'ils contiennent des mensonges, prétendant, par exemple, que l'avortement augmente le risque de cancer du sein ou le risque d'infertilité.

Sous prétexte de sécurité médicale, les gouvernements des États ont exigé des rénovations onéreuses dans le but de faire cesser l'activité des cliniques pratiquant l'avortement. Les cliniques ont également subi harcèlement et invasions de la part d'organisations anti-avortement. Quatre médecins et onze employés des cli-

« Au cours des deux dernières décennies, les féministes noires ont relié la lutte pour l'avortement et la contraception à la lutte plus générale pour la libération des femmes. »

« déclencheuses » qui rendraient l'avortement immédiatement illégal. Les femmes seront obligées de se déplacer dans un État où l'avortement est légal. Pire, si la décision *Roe* venait à être renversée, un législateur fédéral sous contrôle républicain pourrait rendre l'avortement illégal au niveau national.

prononcé en faveur de *Hyde*, mais a finalement modifié sa position deux jours plus tard suite au tollé soulevé par sa position.

Le débat se corse alors que le taux de natalité aux États-Unis atteint un plancher record de 1,72.

Des groupes de réflexion de l'establishment sonnent l'alarme face au

Cependant, 70 % de la population aux États-Unis est favorable à la décision *Roe* et est d'avis que l'avortement devrait être légal, dont presque 50 % pensent qu'il devrait être légal dans n'importe quelle situation (décidé par la femme concernée). Environ 30 % pensent que l'avortement devrait être illégal. Au cours des deux dernières décennies, les féministes noires ont mené une lutte pour la justice concernant la reproduction, défendant à la fois le droit de ne pas avoir d'enfants, le droit d'en avoir, et le droit de les élever dans une société saine, reliant ainsi la lutte pour l'avortement et la contraception à la lutte plus générale pour la libération des femmes.

En 2015, un groupe du nom de *Shout Your Abortion*, fondé par trois femmes à Seattle, a sollicité, via Twitter, les témoignages des femmes sur leurs avortements, afin de passer outre à la timidité des organisations à but non-lucratif qui menaient le débat. D'autres campagnes, comme la campagne « 1 in 3 »<sup>1</sup>, ont servi à rappeler que 30 % des femmes aux États-Unis ont subi un avortement, et que c'est un élément normal de la vie de tous les jours. De plus, la fameuse revendication féministe demandant de révoquer toutes les lois sur l'avortement, a commencé à refaire surface. À New York en janvier, le législateur a supprimé toute mention de l'avortement du Code pénal, suivi par celui de l'Illinois en juin. Le petit Vermont est allé encore plus loin, votant une loi reconnaissant « le droit fondamental de chaque individu de choisir ou de refuser la contraception ou la stérilisation » et « le droit fondamental de tout individu se trouvant en état de grossesse de choisir de mener cette grossesse à terme, de donner naissance à un enfant, ou de se faire avorter ».

<sup>1</sup>**Jenny Brown** est juriste. Elle milite au sein du groupe National Women's Liberation ([womensliberation.org](http://womensliberation.org)). Texte traduit par Jennifer Ewing, spécialiste en civilisations

« Le climat politique actuel, en particulier le nombre de femmes manifestant dans la rue en 2017 et 2018, a forcé presque tous les démocrates à se prononcer en faveur de l'accès à l'avortement pour les femmes pauvres. »

De manière générale, l'opinion politique sur l'avortement se divise selon les partis : les républicains étant contre et les démocrates y étant favorables. Mais quatre démocrates de la Chambre des représentants sont contre l'avortement, ainsi que trois sénateurs démocrates. De plus, de nombreux autres démocrates sont frileux sur le droit à l'avortement, préférant mettre l'accent sur les cas impliquant le viol ou le cancer. Parmi les candidats démocrates à la Présidence, beaucoup ont voté pour l'amendement *Hyde* (Bernie Sanders, en revanche, s'est opposé à l'amendement *Hyde* tout au long de sa carrière politique). Mais le climat politique actuel, en particulier le nombre de femmes manifestant dans la rue en 2017 et 2018, a forcé presque tous les démocrates à se prononcer en faveur de l'accès à l'avortement pour les femmes pauvres. Au début du mois de juin, Joe Biden, en tête des sondages pour devenir le candidat démocrate, s'est

faible taux de natalité, encourageant les femmes à faire plus d'enfants. Les gros capitalistes, comme les frères Koch, appuient les restrictions étatiques avec la force de leurs capitaux. Au Texas, où la réglementation a causé la fermeture de quatre-vingt-deux cliniques de planning familial depuis 2011, l'utilisation de contraceptifs a baissé, et les grossesses ont augmenté de 27 % par rapport aux endroits ayant toujours accès au planning familial.

#### LA RÉPONSE FÉMINISTE

Depuis quarante-cinq ans, les féministes mènent une lutte sans relâche qui connaît son apogée en 1973, au moment où le Mouvement de libération des femmes a le plus d'importance. Mais, les arguments utilisés par les féministes se résument à dire « c'est notre droit constitutionnel », ou à une défense des « choix privés », plutôt qu'à des revendications en faveur de la libération des femmes et de l'égalité.

# PCF et marxisme

Le processus de connaissance de la matière inanimée a-t-il un intérêt pour le PCF et son activité révolutionnaire dans les processus sociaux ?

— PAR PASCAL LEDERER\* —

Le PCF fonde son activité sur des concepts et une philosophie apportés entre autres par Marx : la lutte des classes comme moteur de l'histoire, le matérialisme dialectique pour lequel les processus sociaux résultent du développement de la contradiction entre travail et capital, entre forces productives et rapports de production. Le développement de cette contradiction fait surgir continuellement des éléments nouveaux eux-mêmes contradictoires, marqués de faits contingents, qui imposent une analyse constante de ces derniers, afin de mieux déterminer comment agir dans la société pour le but que le PCF s'assigne : le dépassement du capitalisme, l'épanouissement de chacune et de chacun comme condition de l'épanouissement de toutes et tous.

## LA CONNAISSANCE DU RÉEL

La connaissance du réel et ses processus, indispensable pour le transformer, sont eux-mêmes contradictoires : l'essence des processus ne se dévoile pas spontanément à la conscience humaine : en général, l'apparence contredit l'essence, elle-même non figée comme donnée intangible, mais historiquement évolutive avec son tissu de connexions au tout. Toute perception du réel par un sujet est imprégnée de la contradiction entre apparence et essence. C'est bien pour-

quoi l'analyse du réel social, objet complexe, marqué par un entrelacs de multiples contradictions, exige à la fois la libre confrontation des points de vue subjectifs, et l'expérimentation (la pratique) sociale qui peut confirmer, modifier ou infirmer le point de vue collectif qui résulte du débat. Il s'ensuit que, si le courant issu du marxisme donne des outils théoriques pour analyser le réel, il ne peut prémunir contre les erreurs d'analyse et les illusions.

En dehors du PCF, nombreux sont les individus, les collectifs et les structures, qui ont vocation ou intérêt à mieux connaître le réel. Le courant marxiste existe en dehors du Parti communiste, il est divers, comme le PCF lui-même. Ni Alain Badiou, ni Lucien Sève, pour ne mentionner que ceux-là, ne sont mem-

bres du PCF, et tous deux diffèrent d'Althusser ou de Gramsci. Le « marxisme », objet idéologique lui-même contradictoire par la multiplication des appropriations dont il est l'objet, ne peut être utilisé comme label de vérité. La société produit continuellement à la fois des illusions et des progrès des connaissances, venant de secteurs qui se revendiquent, ou pas, du marxisme. Aucun individu ou groupe social n'étant muni d'une perception exacte (« vraie ») du réel, mais chacun en percevant certains éléments, le parti révolutionnaire, intellectuel collectif, doit être en dialogue et en débat avec tous pour confronter sa vision et ses objectifs avec d'autres pour s'en enrichir, ou, le cas échéant, pour les combattre. Il se peut que des aspects nouveaux surgissent des contradictions du monde soient

« L'intervention active de la classe dirigeante dans le domaine idéologique pour masquer aux exploités la réalité des mécanismes de leur exploitation accroît la part de la subjectivité dans la connaissance de ces derniers. »

mieux perçus par le PCF que par d'autres. Il se peut que ce ne soit pas le cas. S'il a pu contribuer à des apports irremplaçables et précieux dans certains domaines, grâce aux acquis du *Capital*, et à ses développements, il a été en retard

Bellarmin avait raison contre Galilée : rendre compte des éclipses, très bien, mais folie que de soutenir l'héliocentrisme comme un fait de la nature ! Pour le positivisme, la notion de contradiction ou, pire, d'identité des contraires au sein

expérimentaux, et des théories différentes et contradictoires surgies de la dialecticité même du réel et du processus de connaissance. La découverte d'un nouveau phénomène, mêlée de faits contingents, ne traduit que très rarement de façon directe les processus du réel, posant de nouvelles questions théoriques. S'agit-il de remise en cause de théories jusque-là bien établies, ou exige-t-elle de forger de nouveaux concepts qui les enrichissent ? Ou les deux à la fois ? La tâche excitante des physiciens est de discerner – choix éminemment subjectif – les facteurs dominants pertinents dans les nouveaux processus, les facteurs dominés, dans quelles circonstances, quelles lois les gouvernent. Des écoles se forment, autour de champions de théories qui diffèrent suivant le choix des paramètres. Des passions humaines, des intérêts personnels, des positions acquises dans les institutions, etc., peuvent entraver le progrès théorique pour un temps. Des « contre-vérités » scientifiques peuvent être diffusées. La confrontation historique, parfois acharnée, entre écoles, des prédictions et de leur vérification – ou infirmation – expérimentale, des technologies qui peuvent en être issues peut permettre de trancher. Dans les dernières décennies, des concepts nouveaux dans mon domaine ont ainsi émergé, parfois dans les douleurs : invariance par dilatation des phénomènes critiques, isolants de Mott, effets Hall quantiques, magnétorésistance géante, etc. Ces avancées conceptuelles ont rectifié et enrichi la physique statistique et la mécanique quantique, avec des retombées dans tous les domaines de la physique. Les lois de la nature élaborées par la physique sont ainsi marquées à la fois par leur permanence dans le temps, par leur évolution historique et leur efficacité pratique. La physique newtonienne réconciliait, ►►

« À première vue, la reproductibilité des conditions expérimentales d'observation, si décisive en physique, avec la possibilité de faire varier les paramètres, n'existe pas pour les phénomènes sociaux. »

sur d'autres : le féminisme, l'écologie, le mouvement psychanalytique, par exemple. La prétention à détenir la vérité comme détenteur du marxisme a entraîné le mouvement communiste, et avec lui le PCF, à des catastrophes dont l'image du PCF souffre encore. L'affaire Lyssenko, entre autres, le stalinisme ou la révolution culturelle n'en ont pas fini avec leurs répercussions et leurs ravages ; la dialectique matérialiste est soit ignorée massivement, soit repoussée, dans des couches intellectuelles, ou des organisations, dont la participation aux luttes révolutionnaires serait pourtant très utile, voire indispensable. Elle laisse alors la place au positivisme et au relativisme.

Le positivisme considère que la connaissance a comme objet de rendre compte des apparences, et doit rejeter toute prétention à la connaissance de l'être. C'est ainsi que par exemple, Mach et Duhem ont soutenu contre Boltzmann que l'hypothèse atomique était commode pour rendre compte des expériences, mais ne correspondait à aucune réalité. Ou encore, suivant Duhem, que le cardinal

du processus de connaissance du réel, ou de dialecticité du réel, est absurde. Le relativisme, lui, nie la possibilité d'acquiescer à une vérité indiscutable sur le monde : toute théorie est faillible ; compte tenu de la construction sociale empreinte de subjectivité et de l'environnement technique et idéologique qui marquent sa genèse, elle peut être invalidée radicalement.

#### LES LOIS DE LA NATURE

La physique a fait ses preuves dans la recherche de la connaissance des lois de la matière inanimée. Elle combine l'observation répétée de processus reproductibles, les expériences, historiquement évolutives, inextricablement mêlées aux élaborations théoriques, elles-mêmes historiquement évolutives, les prédictions, les informations, et la pratique, c'est-à-dire l'action sur le monde. Elle accumule des vérités indiscutables à un certain niveau de précision des mesures, dans des conditions données. Elle est aussi la confrontation permanente, dans les publications et par des conférences en tout genre, des résultats

► par la découverte révolutionnaire de la gravitation, le mouvement des planètes, le mouvement des marées, la chute des corps et la relativité galiléenne. Une première crise la fit vaciller, pour finalement renforcer son triomphe : des observations montrèrent que le mouvement d'Uranus

les processus matériels macroscopiques à faible vitesse comparée à celle de la lumière.

La recherche acharnée d'innovations dans les techniques de production, due à la compétition entre capitalistes pour le meilleur taux de profit est un puissant

nomènes sociaux : que se serait-il passé si Napoléon avait perdu la bataille d'Austerlitz ? Pourtant, ils manifestent aussi une certaine reproductibilité : la réalité quotidienne de l'exploitation capitaliste de la force de travail humaine, dans le temps et l'espace, est difficilement niable. Les expériences de remise en cause de la domination du capital, de la Commune à l'URSS, en passant par Cuba ou le Vietnam sont nombreuses. À une échelle de temps humain, il y a du reproductible observable : Marx élabore sa théorie de la valeur notamment à partir de l'observation reproductible des fluctuations de prix dans l'économie capitaliste. En revanche, l'intervention active de la classe dirigeante dans le domaine idéologique pour masquer aux exploités la réalité des mécanismes de leur exploitation accroît la part de la subjectivité dans la connaissance de ces derniers. En même temps, l'évolution des technologies accroît la possibilité de connaissances des processus sociaux. Le développement des outils statistiques, l'éruption du *big data* (données massives) sur les activités humaines, la révolution numérique, le développement des sciences humaines par exemple, sont des outils nouveaux de connaissance du réel social, et de pratiques nouvelles de la lutte révolutionnaire.

En conclusion, tout processus de connaissance du réel, celui de la nature comme celui de la société doit à la fois s'appuyer sur les outils théoriques les plus évolués, sans jamais perdre de vue la possibilité de l'erreur devant des faits nouveaux. Le PCF peut à bon droit revendiquer son attachement au courant marxiste, sans s'en proclamer le seul détenteur et sans négliger les apports venant de courants qui ne s'y réfèrent pas explicitement. L'histoire lui a enseigné la vigilance devant toute prétention à détenir seul la vérité. ●

\*Pascal Lederer est physicien et philosophe. Il est directeur de recherche honoraire au CNRS.

## « Si le courant issu du marxisme donne des outils théoriques pour analyser le réel, il ne peut prémunir contre les erreurs d'analyse et les illusions. »

violait la mécanique newtonienne ; la théorie était-elle à jeter aux orties ? Au contraire, la confiance du mathématicien Le Verrier dans la théorie permit de prédire l'existence d'une planète jusque-là inconnue (Neptune), et de prédire avec succès dans quelle partie du ciel elle serait observée. Plus tard, une autre crise, due aux progrès de l'électromagnétisme, aux observations du périhélie de Mercure n'eut pas pour résultat la découverte d'une autre planète, mais au contraire la deuxième vérification d'une correction majeure, par Einstein, à la théorie de Newton, la relativité générale.

### MISE EN DÉFAUT DE CERTAINES CERTITUDES

Les exemples abondent qui montrent, par ailleurs, comment certaines certitudes peuvent être mises en défaut par les phénomènes nouveaux que le développement historique apporte aux connaissances ; il permet à la fois la confirmation d'acquis anciens à un certain niveau de précision, et leur remise en cause face à de nouvelles acquisitions, dans de nouvelles conditions expérimentales et de précision. La mécanique newtonienne est à la fois falsifiée par la relativité, et vérifiée pour tous

stimulant du progrès des connaissances. Ce dernier permet d'accumuler sur la nature des vérités indiscutables à un niveau donné d'évolution technologique de l'humanité. Ces vérités sont à la fois absolues, en ce qu'elles ne peuvent être mises en cause à un niveau technologique donné, et relatives parce que le reflet qu'elles donnent du réel est approximatif, et peut toujours être amélioré, complété ou modifié par des progrès ultérieurs à un meilleur niveau de précision. Ce qui permet en général, mais pas toujours, d'affirmer le caractère absolu de telle ou telle vérité est la pratique : la mise en œuvre d'outils basés sur ces connaissances.

### LA CONNAISSANCE DES PROCESSUS SOCIAUX

Le processus de connaissance de la matière inanimée a-t-il un intérêt pour le PCF et son activité révolutionnaire dans les processus sociaux ? Ces derniers ont un caractère historique beaucoup plus fort que celui des lois de la nature. À première vue, la reproductibilité des conditions expérimentales d'observation, si décisive en physique, avec la possibilité de faire varier les paramètres, n'existe pas pour les phé-

# Le terrible drame

L'auteur nous présente ici son ouvrage *Les Routes de l'esclavage : histoire des traites africaines, XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, publié chez Albin Michel en 2018.

Ce crime a pris de nombreux visages au cours des siècles.

— PAR CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH\* —

Cet ouvrage, que j'ai écrit en marge des documentaires créés par la chaîne Arte, constitue, à partir des travaux internationaux les plus à jour sur la question, une synthèse concernant l'histoire des traites des esclaves noirs destinés à quitter l'Afrique subsaharienne : aussi bien vers l'Afrique du Nord et la Méditerranée que vers l'Atlantique, les Caraïbes et les Amériques, et aussi sur l'océan Indien à partir de Zanzibar, du Mozambique et d'Afrique australe. Il s'intéresse prioritairement aux modalités de départ des Africains de leur continent et aux diasporas esclaves, surtout américaines au sens large (des Caraïbes au Brésil et aux États-Unis). Il examine aussi l'esclavage africain interne au continent ; quant aux processus d'esclavisation propres aux États-Unis du XIX<sup>e</sup> siècle, sur lesquels les travaux et la filmographie abondent, ils continuent de marquer durement l'histoire, tout en ne constituant – aussi bien en nombre qu'en durée – qu'une fraction de l'histoire des traites africaines. Insister sur le Brésil et les Caraïbes a paru plus nouveau. Ce

livre d'histoire a été écrit au moment où étaient réalisés les films. Il n'en est pas le reflet, mais plutôt la base.

## LA DÉFINITION DE L'ESCLAVE

L'ouvrage procède de façon principalement chronologique, après avoir défini autant que faire se peut ce qu'est un esclave – ce qui a existé dans toutes les sociétés jusque dans une période assez récente –. Pendant longtemps, l'esclave n'a pas été défini par sa couleur. Chez les Grecs anciens pouvait être mis en esclavage tout « barbare », c'est-à-dire tout homme non grec, synonyme de non

civilisé. À cette époque, la plupart des esclaves étaient des Blancs, venus des grandes steppes du nord de l'Europe (*esclave* vient du mot *slave*, originaire de slavonie).

De même, chez les Arabo-musulmans, tout païen, c'est-à-dire non musulman (équivalent du non civilisé des Grecs), pouvait être mis en esclavage : à noter que la solution inverse fut adoptée en Occident, puisque le code noir édicté par Louis XIV (1685) stipule au contraire que tous les esclaves doivent être « baptisés et instruits dans la religion catholique ». À cette époque la notion de « culture » ►►

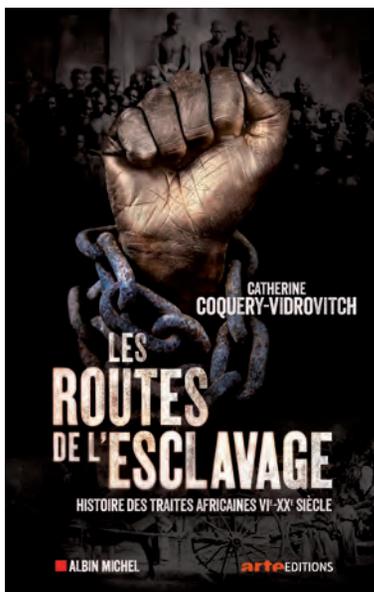
« L'esclavage interne s'est accentué lors des mutations provoquées à partir du XV<sup>e</sup> siècle avec l'arrivée des Portugais, qui développent la traite vers l'Europe puis vers le Brésil et le reste de l'Amérique latine en devenir. »

► inférieure » va être définitivement remplacée par celle de la couleur noire : tout esclave ne peut être que Noir, et donc tout noir n'est bon qu'à être esclave. Cette notion est une invention du monde occidental atlantique. Cela marque la genèse du racisme antinoir. Pourtant, la Bible comme le Coran n'ont rien contre les Noirs (où le premier muezzin de Mohamed était noir) ; le racisme de couleur apparaît assez tard dans l'histoire. Ce fut une idée introduite par un exégète grec (chrétien) du III<sup>e</sup> siècle après Jésus Christ, reprise par un érudit arabe du IX<sup>e</sup> siècle. L'histoire fut transcrite par des théologiens chrétiens au XVI<sup>e</sup> siècle et confirmée au XVIII<sup>e</sup>. Cette fiction pénétra surtout au début du XIX<sup>e</sup> siècle le monde catholique sous le nom de « mythe de Cham » : il s'agit de l'interprétation libre d'un récit biblique, qui raconte l'ivresse de Noé et sa fureur d'apprendre que son dernier fils s'était irrespectueusement moqué de lui : il le maudit dans sa descendance. Ce ne sont que des exégètes tardifs qui en ont déduit que sa descendance était devenue noire.

C'est que, dès le VIII<sup>e</sup> siècle, des esclaves noirs remontés par le Sahara avaient fait leur apparition en nombre sur les pourtours de la Méditerranée.

### L'ESCLAVAGE AFRICAIN NOIR

Sont donc abordées la spécificité de l'esclavage africain noir, la façon dont on peut en écrire l'histoire à partir de l'Afrique, et quelles en sont, depuis l'origine, les sources principales. Sont ensuite passées en revue les différentes étapes du cas particulièrement douloureux et durable de l'esclavage africain noir : celui-ci est attesté avant l'islam, bien que les sources soient déficientes pour cette époque lointaine. La traite (ou commerce) des esclaves devient mieux connue au temps de la domination arabe



en Afrique subsaharienne, dès la fin du VII<sup>e</sup> siècle, époque où traite transsaharienne et traite interne allaient de pair. L'esclavage interne s'est accentué lors des mutations provoquées à partir du XV<sup>e</sup> siècle par l'arrivée des Portugais,

de la population était noire. De là, ils étaient vendus aux Espagnols, aux Français et aux Italiens. Au total, les historiens estiment à un million le nombre d'esclaves importés en Europe.

L'époque la plus brutale fut, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, celle de la traite atlantique, au temps des plantations esclavagistes de tabac, de café et surtout de canne à sucre américaines qui envahissent au XVIII<sup>e</sup> siècle l'ensemble des Caraïbes. Le XIX<sup>e</sup> siècle vit l'essor dramatique des plantations cotonnières dans le sud des États-Unis, probablement l'un des épisodes les plus cruels, qui démontre l'utilisation de l'esclavage, producteur de la matière première coton, par le capitalisme alors fondé sur l'industrie textile en expansion. Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la traite atlantique, légale ou de contrebande à partir du Brésil et de Cuba, atteint son paroxysme, relayée dans la seconde moitié par l'essor de la traite arabo-swahili dans l'océan Indien.

« Cet ouvrage constitue une synthèse concernant l'histoire des traites des esclaves noirs destinés à quitter l'Afrique subsaharienne : aussi bien vers l'Afrique du Nord et la Méditerranée que vers l'Atlantique, les Caraïbes et les Amériques, et aussi sur l'océan Indien à partir de Zanzibar, du Mozambique et d'Afrique australe. »

qui développent la traite vers l'Europe puis vers le Brésil et le reste de l'Amérique latine en devenir. Avant 1500, au moment où les Européens découvraient les Amériques, la totalité des esclaves étaient débarqués à Lisbonne, où 10%

En corollaire, le siècle vit ensuite le déclin de la traite aux Amériques. Mais le paradoxe fut qu'elle augmenta alors en Afrique et dans le sultanat de Zanzibar, compte tenu de la fermeture des « marchés » extérieurs : des empires africains

de conquête utilisèrent les esclaves comme soldats, ou bien les mirent à la production des matières premières tropicales désormais recherchées par la révolution industrielle européenne : oléa-

claves de la perte de leur « propriété ». Ce furent des sommes colossales, qui permirent à beaucoup de riches planteurs de réinvestir dans les industries et la finance modernes. Ainsi, paradoxa-

« L'époque la plus brutale fut, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, celle de la traite atlantique au temps des plantations esclavagistes de tabac, de café et surtout de canne à sucre américaines qui envahissent au XVIII<sup>e</sup> siècle l'ensemble des Caraïbes. »

gineux tropicaux (arachide, huile de palme ou de coco), bois de teinture et indigo pour l'industrie textile, plus tard coton et caoutchouc.

#### LA SUPPRESSION DE L'ESCLAVAGE BÉNÉCIE PARADOXALEMENT AUX ÉCONOMIES OCCIDENTALES EN MUTATION

Quant à la traite de contrebande, elle ne disparut que lorsque le marché se ferma : la suppression de l'esclavage dans leurs colonies par les Occidentaux s'étala de 1835 (Grande-Bretagne) à 1888, (Brésil). L'astuce pour les Britanniques fut de multiplier les « protectoirats » (Inde, Nigeria), de préférence à des « colonies » *stricto sensu*, ce qui leur permit de n'interdire l'esclavage africain interne que dans les années 1920-1930. Quant aux îles, la liberté ne fut obtenue que par un marché de dupes : Britanniques et Français indemnisèrent les planteurs propriétaires d'es-

lement, la suppression de l'esclavage elle-même devenait bénéfique pour les économies occidentales en mutation. Côté français, l'exemple criant est celui de Haïti, qui monnaya sa reconnaissance par la France en 1825 comme État noir indépendant (créé en 1804 à la suite de l'insurrection des esclaves de Saint-Domingue, conduite par Toussaint Louverture) en consentant à une dette fabuleuse : 90 milliards de francs or, finalement acquittés en 1883, mais les intérêts de la dette contractée auprès de la Caisse des dépôts et consignations coururent jusqu'aux années 1940. D'où la question ouverte aujourd'hui des « réparations ».

Le souvenir, inconscient ou non, de ce drame reste vivace chez tous les peuples, descendants des esclavisés comme des esclavagistes.

L'ouvrage est destiné à un grand public curieux d'une histoire terrible mais encore mal connue ; c'est pourquoi il évite, sauf exception, les notes infrapaginales et se contente parfois dans le

## ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

- *Cahiers des anneaux de la mémoire*, revue annuelle spécialisée sur les traites négrières, Nantes (depuis 1999).
- Collection « Esclavages » du laboratoire CIRESC publiés par Karthala (une dizaine de volumes).
- **Catherine Coquery-Vidrovitch** et **Éric Mesnard**, *Être esclave. Afrique Amériques. XV<sup>e</sup> - XIX<sup>e</sup> siècle*, La Découverte, 2013 (Le Livre de Poche, 2019)
- **Catherine Coquery-Vidrovitch**, « Le postulat de la supériorité blanche et de l'infériorité noire », *Le Livre noir du colonialisme. XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup>* (Marc Ferro éd.), Robert Laffont, 2003, p. 646-685.
- **Olivier Pétré-Grenouilleau**, *Les Traités négrières, essai d'histoire globale*, Gallimard, 2005.
- **André Salifou**, *L'Esclavage et les traites négrières*, Nathan-VUEF, 2006.

texte d'évoquer les interviews de quarante spécialistes internationaux dont le détail est donné en fin d'ouvrage. Le lecteur désireux d'en apprendre davantage pourra se reporter à une bibliographie récente, volontairement sélective incluant de nombreux travaux de langue portugaise et anglaise. ●

\***Catherine Coquery-Vidrovitch** est historienne. Elle est professeur émérite d'histoire africaine à l'université Paris-Diderot.

# À la recherche du temps libre

## propositions pour l'analyse des pratiques de loisirs

En reproduisant de larges extraits de cet article paru dans *La Pensée*, N° 199, mai-juin 1978, *Cause commune* rend hommage à François Ascher, urbaniste et sociologue décédé il y a dix ans.

— PAR **FRANÇOIS ASCHER**

**A** lors que la crise semble ébranler le monde capitaliste, il semble plus difficile que dans le passé proche, de discerner l'avènement d'une « société des loisirs ». Néanmoins, malgré la

dégradation des conditions de vie d'un grand nombre de travailleurs, on ne peut faire l'impasse sur l'évolution de leurs pratiques de consommation, en particulier ces vingt dernières années. De manière générale, peu de cher-

cheurs marxistes ont abordé cette question du « temps libre » ou du « temps disponible » dont Marx dit pourtant que c'est la principale richesse des hommes ! [...]

### **LOISIRS ET CONSOMMATION**

Une récente enquête du journal *L'Humanité* et de l'IFOP montre pour sa part que les loisirs ne viennent pas à la dernière place des urgences et des nécessités dans la conscience des travailleurs. En effet 29 des ouvriers et employés interrogés, considéraient que c'est sur les loisirs « qu'il est le plus difficile de se priver » (avant le logement et l'alimentation) alors que 40 d'entre eux plaçaient en tête l'alimentation et seulement 13 le logement.

La grève des ouvriers de chez Michelin

---

« Les pratiques de loisirs dans le cadre de la production marchande simple, et surtout dans celui des équipements collectifs, auraient des effets idéologiques importants, contribuant à l'acceptation, par les travailleurs, des rapports sociaux de production et d'échange capitalistes. »

---

à la fin de 1977 est également significative ; alors que les luttes y étaient peu développées et la syndicalisation faible, que le pouvoir d'achat avait régressé sans provoquer de mouvements remarquables, la totalité des ouvriers et un grand nombre d'employés et de cadres se sont mis en grève pour défendre leurs « samedis ».

Les choses semblent donc plus complexes. Certes l'analyse des pratiques réelles de consommation révèle des hiérarchies, des priorités et des urgences. Mais ces hiérarchies sont diverses. Pas plus certaines activités dites de loisirs que certains rapports individuels aux actes de consommation n'y ont une place déterminée ou bien alors cette place n'a pas encore été réellement mise en évidence et expliquée.

Engel et Halbwachs ont étudié l'évolution des parts du revenu consacrées aux différentes consommations. Ce faisant, ils ont mis en évidence une évolution de la structure des consommations selon les revenus. Peut-on pourtant conclure, du fait que la part de l'alimentation diminue avec le revenu, que l'alimentation est plus « nécessaire » que les loisirs ? Passé le seuil de la survie, cela nous semble difficile pour plusieurs raisons.

D'abord, il faut souligner qu'un nombre important de pratiques de loisirs, notamment dans les catégories les plus pauvres, ne sont pas des pratiques marchandes. La classe ouvrière urbaine a besoin d'argent pour manger car elle doit acheter les aliments ; seule la préparation des plats peut être autoproduite (travail « gratuit »). Pour se distraire, l'argent était moins nécessaire que le temps. Une partie importante des loisirs est d'ailleurs encore largement autoproduite. La hiérarchie entre ces deux besoins peut donc être le résultat autant de la chronologie de l'extension de la sphère de

la production marchande, que d'une prétendue nécessité objective de reproduction de la force de travail. Ensuite, si la part de l'alimentation diminue avec la croissance du revenu, cela ne veut évidemment pas dire que l'alimentation est moins nécessaire pour les plus riches. Que les plus pauvres y consacrent une plus grande part ne signifie pas que c'est un besoin humain plus « essentiel ». La seule conclusion que l'on puisse en tirer

travail dans la restauration est relativement moins éloignée de celle du travail gratuit et donc il est peu « intéressant » d'affecter le surplus d'argent à la transformation marchande de cette consommation. De la même façon, la loi d'Engels est infirmée si l'on étudie le développement du capitalisme, par exemple dans certains pays africains. Les conditions de production de moyens de consommation sont dans certains cas telles que les

« L'objet de l'interrogation n'est plus le degré et les formes de déterminations sociales des pratiques de consommation, mais l'idée que s'en font les « consommateurs » et dans quelle mesure ces représentations sont déterminées, non par les actes eux-mêmes, mais par des rapports sociaux. »

est que les autres consommations marchandes, en particulier de loisir, augmentent plus vite avec le revenu. Et l'on peut, par exemple, formuler l'hypothèse que la productivité sociale du travail est, relativement au travail gratuit, plus importante dans les autres secteurs de production de moyens de consommation que dans l'alimentation. Par exemple, pour reprendre les travaux d'Engels, on constate effectivement que le développement des forces productives dans le textile rend objectivement avantageux de remplacer le travail gratuit par une consommation marchande, si l'on dispose d'une quantité d'argent supplémentaire, et ce pour obtenir une valeur d'usage identique. Par contre la productivité sociale du

plus faibles revenus voient leur partie essentielle absorbée par des consommations d'habillement et de loisirs. Et plus les revenus augmentent, plus les consommations alimentaires passent sous forme de consommations marchandes. Dans ce pays, la chronologie de l'extension de la sphère capitaliste diffère de ce qu'elle a été en Europe aux XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Certes, nous mordons un peu le trait dans l'analyse, mais cette morale de la nécessité nous semble bien encombrante. Nous pourrions prendre maints exemples connus où ces prétendues hiérarchies sont bouleversées.

Combien de travailleurs n'ont-ils pas économisés, sur la nourriture entre autres, pour acheter une télévision ►►

►► que tant de relations sociales rendent nécessaire ? Car être exclu, au travail, des discussions sur l'émission de la veille peut être en effet plus insupportable que de se priver sur la nourriture. Combien d'employées ne mangent pas à midi, tant pour garder la ligne que pour pouvoir acheter des robes à la mode ?

### PRATIQUES DE CONSOMMATION ET NÉCESSITÉS OBJECTIVES DE LA FORCE DE TRAVAIL

Quoi qu'il en soit, ce qui importe pour l'analyse des rapports de consommation, si types de hiérarchie il y a, c'est d'expliquer leurs fondements et leurs principes d'action qui déterminent ou sélectionnent les pratiques de consommation. En renvoyant globalement à un degré d'urgence, selon des nécessités plus ou moins immédiates de reproduction de la force de travail, n'est-on pas encore une fois en train d'utiliser des concepts dont Marx se servait pour rendre compte de l'extorsion de la plus-value et de la circulation du capital et non des pratiques et des rapports de consommation de la classe ouvrière.

Et même, du point de vue de cette circulation du capital, la hiérarchie des urgences resterait à préciser entre ce qui est nécessaire à la reproduction de chaque capital et ce qui est nécessaire à la reproduction des rapports sociaux. [...] Certes, on peut toujours, *a posteriori*, montrer en quoi telle ou telle pratique est nécessaire à la reproduction de la force de travail et des rapports sociaux : les sports pour l'hygiène du corps de certains travailleurs, la promenade à la campagne pour les bronches encombrées par la pollution atmosphérique, la télévision pour les discours du pouvoir, la visite de pays exotiques parce que le capital a besoin d'une force de travail cultivée, détendue et consciente qu'il y a plus maltraitée

qu'elle. Cela n'est évidemment pas faux, même si nous mordons quelque peu le trait, encore une fois ! Des analystes comme Baudrillard se fourvoient en n'en tenant pas compte. C'est une erreur que de négliger certaines déterminations de ces besoins. L'analyse de l'évolution des conditions de production comme des conditions d'habitat est ainsi indispensable pour comprendre certaines des nécessités objectives de la force de travail. Mais qu'est-ce qui est « objectivement » plus nécessaire ou plus pressant pour reproduire la force de travail qui s'exerce à la chaîne, la télévision ou

auteurs insistent, dans l'analyse des pratiques de consommation en général, dans les consommations de loisirs en particulier, sur leur caractère de nécessité et sur leurs effets dans le champ de la reproduction des rapports sociaux. Les pratiques de loisirs dans le cadre de la production marchande simple, et surtout dans celui des équipements collectifs, auraient des effets idéologiques importants, contribuant à l'acceptation, par les travailleurs, des rapports sociaux de production et d'échange capitalistes. À sa manière, Gilbert Trigano, P.-D.G. du Club Méditerranée, disait un peu

« La seule chose que les représentations de loisirs des différents groupes sociaux pourraient avoir en commun, est qu'elles découpent la vie quotidienne en rejetant l'ensemble des autres pratiques de consommation dans un autre système de représentation. »

le bricolage ? Quel est le niveau de culture exigé réellement par la production capitaliste ? *A posteriori* on peut montrer que toutes les consommations sont nécessaires. Mais cette démarche est tautologique. Elle ne permet pas d'expliquer pour autant, ni pourquoi c'est ainsi que sont dégagés ces moyens de reproduction de la force de travail, ni pour ce qui concerne les loisirs ce qu'ils auraient éventuellement de spécifique.

Aussi il nous semble que les loisirs ne peuvent donc être définis, ni par la dénomination de certaines activités, ni par une place en queue dans la hiérarchie des nécessités et des urgences de consommation. Certains

la même chose quand il affirmait « en maillot de bain, il n'y a plus de différence entre le P.-D.G. et l'ouvrier ». Car l'un des sous-entendus est que l'ouvrier est ainsi susceptible de mieux accepter l'autorité du P.-D.G. s'ils se retrouvent tous deux en maillot de bain sur la plage.

### ANALYSE DES REPRÉSENTATIONS DES LOISIRS ET DÉTERMINATIONS SOCIALES

[...] On constate [...] que « consommateurs » comme chercheurs considèrent qu'un certain nombre de pratiques de consommations, ou certaines proportions de ces pratiques, sont des loisirs. Un premier



travail pourrait alors consister en un repérage des différentes conceptions théoriques des loisirs. [Le] plus important nous semble être l'analyse sociologique des différentes représentations des loisirs pour les consommateurs eux-mêmes. Pour ce faire on pourrait ici encore s'appuyer sur l'analyse de groupes définis par leur place dans la production et leur affiliation à des filières complexes de consommation. Le résultat de cette analyse permettrait déjà de délimiter les déterminations sociales des représentations des loisirs. Dumazedier, certes, a engagé un type de travail un peu semblable. Mais d'une part, l'analyse des déterminations sociales nous semble nettement insuffisante, et d'autre part, et c'est surtout là que

le bât blesse, il confond la représentation du loisir avec l'activité elle-même.

Cette critique ne veut pas dire pour autant que ces représentations sont sans effet sur les pratiques elles-mêmes, autrement dit qu'il n'y a pas d'idéologies pratiques. Mais en tant qu'idéologies-pratiques, elles renvoient à notre première série de questions, à la fois comme effets et comme participantes des rapports de consommation.

L'analyse des représentations des loisirs, même si elle peut en partie être effectuée indépendamment des réponses à la première série de questions, ne peut être achevée et réellement utilisée que lorsque celles-ci seront suffisamment précises. Sou-

vent, la représentation des loisirs est marquée par la présence du couple liberté/contrainte. Mais la forme concrète d'existence, d'expression, de ce couple diffère sensiblement. Tel groupe social définira ainsi ce qu'il considère comme le temps libre ou les loisirs, par une ou plusieurs caractéristiques du type : activité que l'on n'est pas obligé de faire, que l'on doit faire, mais dont on peut choisir la forme ou le moment, activité qui ne sert à rien, qui est utile, mais à autre chose que le travail, qui est utile au travail, mais aussi à autre chose, activité dont on peut se priver, activité qui fait plaisir, etc. Les rapports de consommation qui régissent les activités définies par ces caractères peuvent ainsi ne pas différer de ceux qui ►►

► régissent les autres pratiques de consommation, y compris au niveau des idéologies pratiques qui peuvent appartenir au même « bloc ». Et la particularité de la représentation qu'en ont certains groupes sociaux peut être due à d'autres facteurs, comme par exemple le moment et les conditions dans lesquelles ils ont accédé aux diverses pratiques de consommation et avoir des effets sur d'autres choses que les pratiques de consommation, en particulier au niveau de la reproduction des rapports sociaux.

dans les villages de vacances de certains comités d'entreprise, on trouve à peu près – et de plus en plus – les mêmes activités sportives et culturelles, mais leurs représentations en sont très différentes : les vacances ne sont pas vécues comme servant à oublier le quotidien ou à le faire accepter ; les vacanciers se regroupent d'ailleurs selon les catégories socio-professionnelles, les entreprises, les tranches d'âges ; les loisirs sont plus vécus comme servant à la récupération, comme utiles et plaisants à la fois. On voit donc tout l'intérêt qu'il

tanément ?) simplement le repère du domaine où les concepts existants deviennent insuffisants ou inutiles. Le second axe vise, quant à lui, à faire glisser l'analyse sur les systèmes de représentation de certaines pratiques isolées *a priori* ; l'objet de l'interrogation n'est plus le degré et les formes de déterminations sociales des pratiques de consommation, mais l'idée que s'en font les « consommateurs » et dans quelle mesure ces représentations sont déterminées, non par les actes eux-mêmes, mais par des rapports sociaux.

La convergence de ces deux axes de recherche peut se réaliser dans le cadre d'une hypothèse globale qui supposerait qu'il existe effectivement un groupe de consommations que l'on pourrait appeler de « loisirs », caractérisés non par leur degré réel de liberté par rapport à l'ensemble des déterminations sociales qui définissent les pratiques de consommation en général, mais par le type de représentation spécifique qu'en ont les « consommateurs ». En soulignant qu'il n'y a pas, dans le cadre de cette hypothèse, unicité du type de représentation caractérisant les loisirs, et que la seule chose que les représentations de loisirs des différents groupes sociaux pourraient avoir en commun, est qu'elles découpent la vie quotidienne en rejetant l'ensemble des autres pratiques de consommation dans un autre système de représentation. Autrement dit, les loisirs, ce serait ce qui, au sein de la vie quotidienne, est vécu comme « faisant la différence » quelle que soit celle-ci. ●

**François Ascher** (1946-2009) était docteur en géographie, professeur à l'Institut français d'urbanisme.

Les intertitres ont été ajoutés par la rédaction de *Cause commune*.

« Certains auteurs insistent, dans l'analyse des pratiques de consommation en général, dans les consommations de loisirs en particulier, sur leur caractère de nécessité et sur leurs effets dans le champ de la reproduction des rapports sociaux. »

L'un des exemples les plus nets est probablement le cas des représentations de ce que sont les vacances. Henri Raymond a montré sur quelles idéologies pratiques fonctionnait le Club Méditerranée : rupture avec le rythme quotidien du travail et le cadre physique du logement, rupture avec l'appartenance sociale (en maillot de bain, il n'y a plus de différence sociale entre le P.D.G. et sa secrétaire), rupture avec des normes sociales et morales ; les « nouveaux parnassiens » du Club se sentent ailleurs, pour une fois « en liberté », etc. Mais ce type de représentation des pratiques de vacances n'opère que dans certaines couches sociales. En effet,

pourrait y avoir à orienter des recherches sur l'analyse des différentes représentations sociales de pratiques de loisirs identiques.

**PROPOSITIONS D'AXES DE RECHERCHE**

Ces quelques réflexions sur les pratiques de loisirs et sur leur analyse, nous conduisent à proposer de scinder les recherches selon deux axes, momentanément séparés. Le premier axe vise à rompre avec le postulat d'un champ spécifique et à intégrer l'analyse des pratiques de loisirs dans le champ de l'ensemble des pratiques de consommation. La notion de « temps libre » devient alors (momen-

# Le logiciel libre

Depuis plusieurs mois, on parle abondamment de la cinquième génération (5G) des téléphones mobiles et de l'entreprise chinoise Huawei, soupçonnée d'espionnage. Que nous apprennent ces débats et affaires et en quoi permettent-ils une réflexion sur le logiciel libre ?

— PAR THIERRY DUMONT\* —

**L'**espionnage à grande échelle par l'intermédiaire de secrets bien cachés est routinier puisqu'on craint (sans preuve) que Huawei espionne grâce à ses logiciels et ses matériels réseau. Huawei n'est pas le seul industriel sur ce créneau et, évidemment, les autres fournisseurs, principalement américains, ont les mêmes capacités d'espionnage.

Un groupe industriel, si puissant soit-il, est à la merci d'un boycott : que Mr. Trump interdise à Google de lui vendre son logiciel pour téléphones (Android) et le groupe visé est menacé. Que nous apprend le *dieselgate* de Volkswagen ? Là aussi, qu'on peut facilement tricher. Vous n'utilisez pas Facebook, par peur (justifiée) que votre vie privée tombe entre de mauvaises mains : raté ! Sur les téléphones, certaines applications utilisent un kit, fourni par Facebook, qui envoie des informations... à Facebook ! Vous ne pouvez pas installer la dernière version de Windows sur votre ordinateur qui a 8 ans ? Pourquoi Microsoft ne publie-t-il plus de mises à jour pour les

vieilles versions de Windows ? C'est de l'obsolescence programmée.

On peut multiplier les exemples effrayants. Saviez-vous que les *bugs* de Windows sont communiqués à la National Security Agency (NSA) et au Federal Bureau of Investigation (FBI) avant que les corrections soient rendues publiques ?

On peut en conclure que, en informatique, c'est le logiciel qui a pris le pouvoir. Mais alors il est urgent de prendre le pouvoir sur le logiciel.

## COMMENT FABRIQUER FACILEMENT DES LOGICIELS TRICHEURS, ESPIONS, ETC. ?

Il faut dire d'abord que *logiciel* est un mot un peu prétentieux pour dire *programme*. L'industrie du logiciel ne s'est imposée que quand les ordinateurs sont devenus peu coûteux et très puissants dans les années 1990 ; alors, le logiciel est devenu un marché. Évidemment, Internet a aussi tout changé.

Comment cacher des secrets dans les logiciels ? C'est simple, les programmes (les logiciels) sont écrits dans des lan-

gages de programmation *évolués*. Expliquons : les ordinateurs ne comprennent que les programmes écrits dans leur langage, qui est une suite de 1 et de 0. Ça n'est pas pratique, et à peu près incompréhensible. Dès les années 1950, on a cherché à programmer dans des langages compréhensibles, dits évolués :

« Il est urgent de prendre le pouvoir sur le logiciel. »

écrire  $x = 1+2$  est plus sympathique qu'écrire 11010011 pour le même résultat, par exemple. Les langages évolués permettent l'expression de traitements informatiques (des algorithmes) de manière compréhensible, dans une ►►

►► langue presque naturelle, en tout cas de sorte qu'un aller-retour par la pensée entre le programme et l'algorithme qu'on veut implanter sur ordinateur soit possible. Les programmes en langage évolué (on parle de code source) doivent être traduits dans le langage binaire des machines. La traduction est effectuée par des programmes appelés *compilateurs*. Le même code source (ou programme écrit en langage évolué) peut être traduit vers différentes machines, avec des compilateurs adaptés. Comme le langage machine (le binaire) est moins expressif que le langage évo-

Les codes sources en langage évolué sont (assez) indépendants des machines : pas les binaires. Ainsi, en refusant de traduire un programme (disons, Windows) vers des machines un peu anciennes, ce qui est techniquement possible, on condamne ces machines à disparaître.

#### **CACHER, TRICHER...**

Puisqu'on ne peut pas revenir en arrière du binaire vers le code source, on a un moyen très simple pour *ajouter aux programmes des fonctionnalités non désirées* par le consommateur, tout simplement en les insérant dans le code

se procure est bien engendré par le même code source et on peut aussi expertiser le code source. Oui, me direz-vous, mais ce n'est pas moi qui ferai cette expertise, je ne sais pas faire ! Certes, mais les logiciels sont utilisés par de grandes communautés d'utilisateurs, parmi lesquels certains peuvent vérifier tout ou partie des programmes. Bref, il faut de la transparence, et organiser cette transparence.

#### **LE LOGICIEL LIBRE**

Les principes du logiciel libre ont été formulés dans les années 1980 (donc en avance sur l'histoire !) avec la création de la Foundation for Free Software par des chercheurs américains du Massachusetts Institute of Technology (MIT), principalement Richard Stallman. Ils ont défini quatre libertés que doit satisfaire un logiciel pour être considéré comme libre :

1. liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages ;
2. liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses besoins ;
3. liberté de redistribuer des copies du programme (ce qui implique la possibilité aussi bien de donner que de vendre des copies) ;
4. liberté d'améliorer le programme et de distribuer ces améliorations au public.

La clause (2) impose évidemment que le code source en langage évolué soit accessible et non donné comme une boîte noire, on dit que le programme est *open-source*. Attention, pour être libre, un programme *open-source* doit satisfaire les trois autres clauses.

Pour définir les droits, devoirs et protection, la Foundation for Free Software a mis au point des licences pour les logiciels libres ; elles définissent sous quelles conditions on peut réutiliser le

« Les idées du logiciel libre sont à l'origine du mouvement *open data* qui se développe un peu partout, et aussi de la création d'œuvres littéraires, techniques musicales, etc., libres, protégées par des licences adaptées. »

lué, il faut beaucoup plus d'*instructions* pour exprimer la même chose (cinq ou six fois plus au moins). Et le langage machine est, par essence, très abscons. Quelles conséquences ?

On ne peut pas revenir en arrière, c'est-à-dire repasser du code binaire au code source et donc à l'algorithme. Par conséquent on ne peut pas prouver que le programme binaire (celui qui est commercialisé) implante bien *uniquement* les fonctionnalités pour lesquelles il est vendu. Le code source d'un programme comme Windows compte plus de cinq millions d'instructions et, forcément, le binaire est extraordinairement complexe.

source. On peut ajouter des portes dérobées (*backdoors*) qui permettent de pénétrer votre machine depuis Internet. Avec certaines liseuses, on peut savoir ce que vous lisez ; Windows, aussi, a des portes dérobées. Sous Android, une *backdoor* permet d'installer ou de désinstaller de force une application. Les armes de cyber-guerre utilisent en général des *backdoors*.

#### **COMMENT EN SORTIR ? (AU MOINS PARTIELLEMENT)**

Il faut d'abord avoir un accès libre à la *totalité* du code source des programmes, écrit en langage évolué. On peut alors vérifier que le programme binaire qu'on



logiciel, par exemple en l'incorporant à une réalisation nouvelle ; les auteurs doivent toujours être cités, et certaines restrictions s'imposent ; dans la version la plus dure, les produits dérivés doivent être diffusés avec la même licence. Au delà des problèmes évoqués, on veut faire du logiciel *un bien commun de l'humanité*.

### QUELQUES LOGICIELS LIBRES

En s'en tenant aux logiciels grand public, presque tous les programmes propriétaires peuvent (doivent) être remplacés par des logiciels libres. Par exemple la suite LibreOffice remplace la suite Office de Microsoft. Pour la navigation web il *faut* utiliser des solutions libres : Firefox, par exemple ; sinon vous serez probablement espionnés. Presque tous les logiciels ont à présent un équivalent libre et gratuit ; ce sont aussi des économies d'échelle qui sont ainsi à la portée des particuliers et des collectivités.

L'étape suivante, c'est abandonner complètement les systèmes propriétaires en remplaçant Windows ou MacOS par Linux, libre, simple, fiable, durable et gratuit (il fonctionne aussi sur les vieilles machines).

### VICTOIRE DU LOGICIEL LIBRE ?

En 1998, face au développement de Linux (concurrent libre de Windows) Steven Anthony Balmer, P-DG de Microsoft,

le comparait à un cancer et ajoutait : Linux is communism. En 2016, Microsoft soutient la Fondation Linux qui aide au développement... de Linux. *No comment*. Si, il y a vingt-cinq ans, le logiciel libre était le domaine des *hackers*, en 2019 il est présent partout : 83% des sites web utilisent des serveurs libres et Linux. La science, l'ingénierie reposent massivement sur du logiciel libre (peut-on calculer une centrale nucléaire avec une boîte noire ?).

Chez vous, il y a probablement du logiciel libre : si votre accès internet repose sur une box, sachez que, dans la box, il y a un système Linux et beaucoup de logiciel libre.

« En informatique, c'est le logiciel qui a pris le pouvoir. »

La puissance du libre est là : en devenant un bien commun, il libère la création : développer les *box* sans le logiciel libre aurait demandé un travail colossal.

On peut se demander pourquoi cela fonctionne du point de vue de l'économie. De fait, l'informatique s'est transformée en une activité de service, et c'est là qu'il y a de l'argent à gagner (le Web, c'est du service). Mais entre posséder les outils (libres) et la réalisation de services, il y a forcément beaucoup de travail, largement facilité et pérennisé par le logiciel libre. Dans ces conditions, l'intérêt bien compris de grands groupes, même les Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, GAFAM, mais aussi d'utilisa-

teurs plus modestes, est de participer au développement de *certain*s logiciels libres : par exemple, des outils développés par Twitter sont libres ; la NASA participe au développement d'un logiciel libre de site web (Django) qu'elle utilise etc. Les logiciels sont développés par ceux qui les utilisent, allant d'une personne isolée à un groupe industriel. Le financement par des fondations n'est pas rare.

Mais attention, le danger rôde : le brevet logiciel est perpétuellement remis sur le tapis dans le cadre de l'Union européenne.

### FRANÇAIS, ENCORE UN EFFORT !

Un certain nombre de textes législatifs tendent à imposer l'utilisation du libre dans l'administration. Sauf exceptions, ils sont rarement appliqués : pesanteur idéologique, soumission (il suffit de voir les patrons des GAFAM reçus en haut lieu comme des chefs d'État) ; n'allons pas dire corruption. C'est plutôt à un débordement par la base qu'on doit la pénétration du libre. Exception plus que notable : la gendarmerie nationale est passée au logiciel libre. Des communes font le choix, partiel ou total, du libre.

### AU DELÀ DU LOGICIEL

Les idées du logiciel libre sont à l'origine du mouvement *open data* qui se développe un peu partout, et aussi de la création d'œuvres littéraires, techniques musicales, etc., libres, protégées par des licences adaptées.

Il est plus qu'urgent de faciliter la transition vers le libre : « Contrôlez vos logiciels avant qu'ils ne vous contrôlent » (Richard Stallman). ●

**Thierry Dumont** est ingénieur en calcul scientifique et fondateur de l'Association lyonnaise pour le développement de l'informatique libre.

# La démocratie a moins la cote

Avec l'institut IPSOS, deux laboratoires d'idées, l'un français, la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), l'autre américain, l'International Republican Institute (IRI), ont mené une enquête dans 42 pays, interrogeant 36 395 personnes, en 33 langues, sur l'actualité politique. Il y a une évidente lucidité des sondés sur le fonctionnement du monde. Quand on leur demande « Qui décide ? », ils répondent : les riches, les puissances transnationales comme les grandes entreprises, les marchés financiers. 6 % seulement pensent que c'est le peuple qui détient le pouvoir. En même temps, et sans surprise, on y retrouve une défiance généralisée à l'égard de l'État et des institutions. Un doute croissant tend à s'exprimer à l'égard de la démocratie. Comme si le régime démocratique apparaissait inadapté au nouveau monde, celui des défis climatiques ou terroristes, des crises financières, des mouvements migratoires. On est sceptique à l'égard des femmes et des hommes politiques, on en appelle aux experts, aux hommes forts. Il y a dans l'air une demande d'autoritarisme. Les institutions d'ordre, l'armée, la police, sont appréciées.

Plus grave, l'enquête montre que ces sentiments sont forts dans la jeunesse. « Les nouvelles générations prennent leurs distances à l'égard des principes et des valeurs de la démocratie », estime Dominique Reynié de Fondapol. Anne Muxel du CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française), spécialiste de la jeunesse, ajoute qu'il existe chez les jeunes « la tentation radicale d'un recours à la force et au *leadership* autoritaire ».

Nous nuancerons cependant ce tableau noir en faisant remarquer que si les citoyens se disent globalement déçus, ils restent attachés au principe démocratique ; ils continuent d'attendre beaucoup d'une intervention citoyenne, et ils plaident pour une coopération européenne (et internationale) pour « affronter la globalisation ».

Ajoutons que les jeunes ont plus confiance que leurs aînés dans les syndicats et dans les associations, et que les deux secteurs qui inspirent le plus confiance aux jeunes et aux autres, bien au dessus des médias, des religions, de la police et de l'armée, ce sont l'école et la santé (hôpital et professions médicales). ●

## QUI POUR DIRIGER ?

**VEUILLEZ ME DIRE SI CETTE FAÇON DE GOUVERNER LE PAYS EST/SERAIT TRÈS BONNE, ASSEZ BONNE, ASSEZ MAUVAISE OU TRÈS MAUVAISE**

Total des réponses « TRÈS BONNE » et « ASSEZ BONNE » (\*moins de 35 ans \*\*60 ans et plus)

**Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections**



**Que l'armée dirige le pays**



**Que ce soient les citoyens, et non un gouvernement, qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays**



**Que ce soit des experts, et non un gouvernement, qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays**



**Avoir un système politique démocratique avec un parlement élu qui contrôle le gouvernement**



**Que seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant puissent voter**



# Un retraité sur quatre perçoit une pension totale inférieure à 968 € bruts

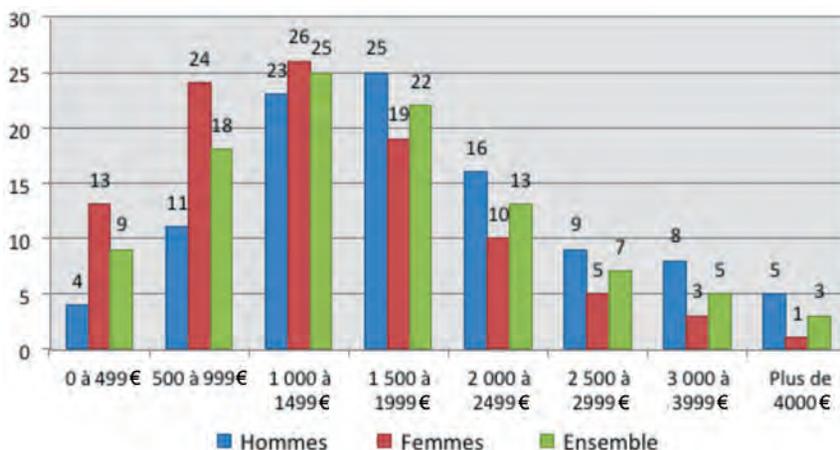
**F**in 2016, 16,1 millions de personnes sont retraitées de droit direct (voir encadré) d'au moins un régime français. Parmi elles, 14,9 millions sont des retraités d'un régime de base et vivent en France. Ils perçoivent, en moyenne, 1 472 euros bruts par mois d'avantage principal de droit direct, soit 1 377 euros, nets des prélèvements sociaux. Ces montants sont moins élevés si l'on considère l'ensemble des retraités de régimes français, y compris ceux résidant à l'étranger (1 393 euros bruts par mois).

Outre leur pension de droit direct, les retraités veufs peuvent percevoir d'éventuelles pensions de réversion. Ainsi, les retraités de droit direct résidant en France perçoivent une pension totale moyenne de 1 626 euros bruts (1 517 euros nets). Parmi eux, trois quarts ont une pension brute totale inférieure à 2 067 euros, soit 1 913 euros nets. La pension moyenne est supérieure à la médiane (1 478 euros) du fait des pensions les plus élevées (3 % perçoivent une pension totale supérieure à 4 000 euros par mois) – voir graphique. Les 10 % de retraités aux pen-

sions les plus élevées ont une pension totale supérieure à 2 776 euros bruts, tandis que les 10 % aux pensions les plus faibles reçoivent moins de 568 euros bruts, soit cinq fois moins. Les inégalités de pension sont plus fortes entre les femmes qu'entre les hommes. Pour ces derniers, elles s'expliquent principalement par la disparité des revenus d'activité en cours de carrière, alors que pour les femmes, s'y ajoute celle, importante, des durées validées pour la retraite.

Les carrières des femmes étant globalement moins favorables et moins souvent complètes que celles des hommes, elles ont un avantage principal de droit direct inférieur de 42 % à celui des hommes (1 099 euros bruts pour les femmes, contre 1 908 euros pour les hommes). Leur pension de droit direct en équivalent carrière complète, c'est-à-dire le montant qui aurait été versé si elles avaient eu une carrière complète, est en moyenne de 1 460 euros bruts. Une fois corrigée de la durée de carrière, la pension des femmes reste ainsi inférieure de 29 % à celle des hommes (2 049 euros). ●

**DISTRIBUTION DE LA PENSION BRUTE TOTALE DES RETRAITÉS DE DROIT DIRECT D'UN RÉGIME DE BASE, FIN 2016**



La pension totale comprend les droits directs, la réversion et les majorations pour trois enfants ou plus. Elle exclut le minimum vieillesse et les autres avantages accessoires (majoration pour tierce personne, pour conjoint à charge, etc.). 4 % des hommes et 13 % des femmes ont une pension brute comprise entre 0 et 499 euros par mois. Tous retraités de droit direct d'un régime de base, résidant en France, vivants au 31 décembre 2016. Source : DREES, EIR 2016.

**LA PENSION DE RETRAITE EST PRINCIPALEMENT COMPOSÉE :**

- **du droit direct**, qui est acquis au titre de l'activité professionnelle (et plus généralement des trimestres validés) et des cotisations qui y sont liées – son calcul prenant aussi en compte certaines périodes d'interruption involontaire de carrière ou d'éducation des enfants.
- **du droit dérivé**, appelé plus communément pension de réversion, c'est un droit direct transféré au conjoint survivant lors du décès du bénéficiaire, sous certaines conditions.
- **d'autres éléments** comme les minima de pension et d'autres majorations de pension.

*Cause commune* ouvre ses colonnes à cette libre chronique, entre politique, société, littérature et philosophie.

## Tuna Altinel

PAR PHILIPPE CALDERO

Tuna Altinel, mathématicien de l'université Lyon 1, est en prison en Turquie depuis le 11 mai. Il est accusé de « terrorisme » pour avoir signé une pétition et participé à une réunion publique... à Villeurbanne. Deux procès sont en cours.

Philippe Caldero, également mathématicien à Lyon 1, a lu ce texte au rassemblement public qui a eu lieu, place de la République à Lyon, le 11 juillet 2019.

**J**e connais Tuna Altinel depuis maintenant vingt-trois ans, et je partage son bureau depuis quelques années au sein de l'université Lyon 1. Nous avons souvent enseigné les mêmes étudiants, nous nous sommes côtoyés aux mêmes réunions, et c'est à ce titre que je me propose de témoigner de sa personne.

Vingt-trois ans à enseigner les mathématiques à l'université Lyon 1 laisse forcément des traces dans la société française, et l'on a pu voir, lors de son incarcération, que ses anciens étudiants, devenus professeurs, s'en étaient émus. En effet, ses étudiants ont toujours eu leur professeur en estime, de par sa bienveillance, son sérieux, et aussi pour le temps qu'il leur accordait. Cette année, il m'a suffi d'aller donner quelques nouvelles de lui à la bibliothèque de mathématiques, pour confirmer que les étudiants ont de lui le souvenir d'un enseignant exemplaire. En quelques minutes, la bibliothèque s'est animée d'étudiants solidaires, qui écrivaient des petits mots de soutien à leur professeur séquestré, afin de témoigner de leur gratitude.

Vingt-trois ans de réunions de laboratoire, dont on sait

que, lorsqu'il s'agit de choisir tel ou tel candidat, telle ou telle spécialité, les enjeux enflamment les participants. Tous ses collègues peuvent affirmer que la tempérance est une qualité fondamentale de Tuna Altinel et que ses positions ne sont jamais sorties du cadre d'un débat d'idées, respectueux de chacun.

Pour mieux comprendre notre collègue, il faut savoir qu'il a été marqué par les conflits meurtriers dans son pays. C'est son courage et ses qualités humaines qui l'ont amené dans un premier temps à aller écouter sur place les populations civiles dans la détresse, puis à dénoncer les crimes dont il avait été l'observateur. À les dénoncer au point de se faire le porte-voix d'un député kurde en exil, et dont la faute est d'avoir rapporté les massacres commis par l'armée dans sa circonscription. Tuna Altinel savait qu'en faisant tout cela il risquait gros, puisque ceux qui dénoncent

« C'est son courage et ses qualités humaines qui l'ont amené à aller écouter sur place les populations civiles dans la détresse, puis à dénoncer les crimes dont il avait été l'observateur. »

les crimes de l'armée sont systématiquement accusés de soutenir les ennemis de la Turquie. Au lieu de fuir, il a pleinement assumé ses actes lors de son premier jugement en février, avec un courage remarquable. Il lui a fallu également beaucoup de courage, de déter-



16 juillet 2019 : seconde audience. Rassemblement devant la palais de justice d'Istanbul.

mination et de résignation pour retourner au mois d'avril en Turquie.

Nous avons vu notre collègue progressivement se révéler par son engagement, et les qualités fondamentales d'un humaniste se construire chez lui, en profondeur : un courage (mental et physique, il a dû subir sept points de suture au crâne après une manifestation, et ses étudiants l'ont vu faire cours le crâne en partie rasé), une fidélité, dans le suivi des procès engagés contre les universitaires pour la paix, une fidélité, bien sûr, dans ses opinions, mais aussi pour son pays, et enfin, un fort sentiment de justice et d'équité qui a toujours transcendé ses propres intérêts. C'est dans le cadre de cette lutte pour l'information et la justice que Tuna Altinel, ces derniers temps, s'était impliqué davantage sur les réseaux sociaux.

Voici donc les valeurs que ses collègues lui reconnaissent sans aucune ambiguïté. Et pour cela, l'acte d'accusation à son encontre d'« appartenance à un groupe terroriste » ressemble plus à un acharnement politique absurde et désespéré du gouvernement turc, qu'à l'idée que tout l'entourage de Tuna Altinel s'est fait de lui. Notre collègue et ami n'a utilisé que la liberté d'expression, qualité

essentielle pour une démocratie, et traditionnelle chez nos universitaires. Nous sommes tous convaincus que son fort sentiment de justice et de cohérence l'a entraîné dans la voie de la sagesse, du courage et de la tempérance, qualités fondamentales qui devraient être également celles d'un État.

On peut suivre l'actualité de la répression qui s'abat sur lui et s'associer au soutien, sur le lien :

<http://math.univ-lyon1.fr/SoutienTunaAltinel/>

**DERNIÈRES NOUVELLES**  
**Le 30 juillet, le tribunal a décidé la mise en liberté provisoire de Tuna Altinel, mais son passeport ne lui a pas été rendu. Ses deux procès sont reportés aux 19 novembre et 26 décembre**



Une lecture attentive du livre d'Isabelle Garo, *Communisme et stratégie* invite à un réinvestissement de la pensée stratégique, qui fasse la part belle au concept – trop souvent oublié – de médiation.

On constate depuis plusieurs années le retour de la question du communisme comme objet philosophique, y compris sous la plume d'auteurs bénéficiant d'un écho médiatique non négligeable – citons par exemple Alain Badiou, Jean-Luc Nancy ou Antonio Negri. Or la réactivation de cette problématique s'accompagne d'une occultation presque totale de la question stratégique, qui fut pourtant centrale dans le marxisme depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Tel est le paradoxe qui constitue le point de départ du stimulant ouvrage d'Isabelle Garo, *Communisme et stratégie*<sup>1</sup>. Le parcours qu'elle y propose part de l'analyse de l'infructueuse fragmentation des enjeux de la politique révolutionnaire, qui caractérise certains philosophes critiques en vogue et entend la dépasser en opérant un détour par la conception du communisme développée par Marx. C'est ce détour qui conduit Isabelle Garo à appeler de ses vœux un réinvestissement de la pensée stratégique, qui fasse la part belle au concept – trop souvent oublié – de médiation.

#### UNE CRITIQUE CONSTRUCTIVE DES IMPASSES DE LA PENSÉE CRITIQUE CONTEMPORAINE

Le parti pris de l'ouvrage d'Isabelle Garo est de partir de la situation actuelle de la philosophie politique critique, qu'elle qualifie d'« alternative en miettes » en raison de son morcellement mais aussi de sa difficile articulation avec les luttes sociales réelles. Ce choix s'explique aisément : « Plutôt que d'ajouter au manteau d'Arlequin des alternatives éparpillées une option supplémentaire ou bien

de tenter la réconciliation d'hypothèses fondamentalement divergentes, le choix de ce livre est de les aborder sous l'angle de ce qui manque à la fois à la critique et à la contestation politiques contemporaines : une stratégie, au sens politique fort du terme » (p. 13). Les trois premiers chapitres, consacrés respectivement au communisme d'Alain Badiou, au populisme d'Ernesto Laclau et aux différentes théories du commun, constituent d'excellents exemples de confrontation constructive. En effet, Isabelle Garo ne se contente pas d'y mettre en avant les limites fondamentales de ces théories ; elle s'efforce également de les mettre en lien avec le parcours politique personnel des auteurs qui les formulent et de souligner les enjeux qu'ils ont le mérite de chercher à repenser à nouveaux frais. De ce fait, ces chapitres constituent une riche

## Communisme : stratégie ou programme ?

— PAR Jean Quétier\* —

introduction à la pensée de ces philosophes et on peut en recommander la lecture à celles et ceux qui voudraient en découvrir les problématiques principales.

Ainsi peut-on reconnaître à Alain Badiou d'avoir placé au cœur de sa réflexion sur le communisme les deux questions majeures qui sont celles de l'État et du parti, même si c'est sous la forme purement négative d'un anti-étatisme abstrait et d'un refus complet des partis et de la logique même de la représentation. D'après Isabelle Garo, la force de la théorie d'Alain Badiou – qui contribue sans doute à expliquer le succès pour le moins surprenant d'un auteur qui persiste à se réclamer explicitement du maoïsme –, c'est de réactiver « un des traits essentiels du communisme : la perspective d'une rupture radicale avec le monde tel qu'il va » (p. 69). C'est un point qu'il ne suffit

« L'ouvrage d'Isabelle Garo ne propose pas de solutions toutes faites, mais il ouvre un chantier majeur auquel devraient s'atteler toutes celles et tous ceux qui entendent faire de la convergence des luttes autre chose qu'un mot d'ordre abstrait. »

pas de balayer d'un revers de main si l'on veut comprendre la « contradiction réelle » qui anime l'œuvre d'Alain Badiou et la réception qu'elle suscite : son rejet global et stérile de toutes les institutions et de toutes les organisations politiques au profit d'une conception du communisme fondée sur la pure événementialité « contribue d'un même mouvement à amplifier la tendance à la dépolitisation et à nourrir l'esprit de révolte » (*ibid.*).

La théorie populiste d'Ernesto Laclau, à l'inverse, a le mérite d'aborder frontalement la question stratégique et de chercher à sortir de l'enfermement minoritaire, même si elle le fait sous un angle essentiellement méthodologique, en occultant la question pourtant centrale du contenu de la transformation sociale à opérer. L'originalité de la critique qu'en fait Isabelle Garo consiste à resituer cette théorie dans le parcours politique d'Ernesto Laclau, notamment au sein du Parti socialiste de la gauche nationale (PSIN) argentin dans les années 1960, une formation d'inspiration trotskiste qui fit le choix de soutenir Perón. Le chapitre prend par ailleurs le temps d'analyser de près le rapport d'Ernesto Laclau au marxisme, en s'appuyant sur plusieurs ouvrages non traduits en français, qui permettent de mieux comprendre la perspective développée dans son célèbre livre co-écrit avec Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste*. La critique n'en est que plus convaincante : le tournant rhétorique opéré par Ernesto Laclau au sein de la théorie politique le conduit en effet à proposer une conception « dédialectisée et fort peu démocratique » de la représentation, qui « frôle dangereusement les procédures d'une logique de marketing électoral, ajustant une offre à des "demandes" relevant d'un marché spécifique » (p. 105 *sq.*).

Enfin, l'analyse des théories des communs, qui occupe tout le troisième chapitre, entend mettre en avant la dimension paradoxale des débats contemporains autour de la question de la propriété, qui, malgré une indéniable



« La réactivation de la question du communisme comme objet philosophique, s'accompagne d'une occultation presque totale de la question stratégique, qui fut pourtant centrale dans le marxisme depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. »

vivacité et la mise en valeur d'expériences concrètes, contournent le plus souvent l'enjeu stratégique du dépassement du capitalisme. La critique formulée par Isabelle Garo à l'encontre de ce qu'elle nomme une théorie de la « transition permanente » vise principalement la perspective développée par Antonio Negri et Michael Hardt d'une part, par Pierre Dardot et Christian Laval d'autre part. Elle montre ainsi les impasses politiques de la thématique de l'autodépassement du capitalisme, qui conduit les deux premiers auteurs à idéaliser les tendances à l'œuvre dans le présent, quitte à « frôle[r] sans cesse l'adhésion au libéralisme » (*ibid.*, p. 120 *sq.*) – Isabelle ►►

►► Garo rappelle à cette occasion le soutien qu'Antonio Negri avait apporté au projet de traité constitutionnel européen en 2005, prétextant que ce dernier aurait permis d'en finir avec un État-nation jugé archaïque... Pierre Dardot et Christian Laval, quant à eux, cherchent à réactiver un fédéralisme d'inspiration proudhonienne. Leur approche a le mérite de chercher à sortir des ripostes purement défensives au néolibéralisme, mais elle ne débouche finalement sur aucune perspective stratégique concrète, sinon celle, purement négative, de l'abandon de la forme-parti. Comme le dit très justement Isabelle Garo, « on peut juger que la refonte démocratique et offensive de la forme-parti est plus urgente que l'appel à sa disparition », et que cet appel « risque davantage d'affaiblir encore la gauche que de préparer la voie à la révolution » (ibid., p. 154).

### MARX ET LA STRATÉGIE DES MÉDIATIONS

Cette analyse de la fragmentation des perspectives alternatives conduit Isabelle Garo à faire un long détour par la conception du communisme que l'on trouve chez Marx, auquel elle choisit de consacrer deux chapitres entiers, précisément parce qu'elle permet de revisiter en profondeur la question stratégique. La lecture stimulante de l'œuvre de Marx qu'elle propose bat en brèche une interprétation désormais assez courante (et d'ailleurs partagée par l'ensemble des auteurs qu'elle étudie dans les trois premiers chapitres), qui consiste à dissocier son analyse du capitalisme et sa théorie du communisme, comme s'il s'agissait de deux perspectives difficilement conciliables. Développant ici une approche déjà présente dans son ouvrage sur *Marx et l'invention historique* (Syllepse, 2012), Isabelle Garo considère que le caractère profondément novateur de la théorie de Marx réside précisément dans le « nouage stratégique du savoir critique et de l'intervention politique qu'il élabore toujours en situation, au gré des conjonctures changeantes dont son siècle regorgea » (ibid., p. 160).

Retraçant le parcours inséparablement théorique et politique de Marx, Isabelle Garo montre de manière convaincante que le communisme est chez lui bien davantage le nom d'un engagement que le nom d'un programme prédéfini, qu'il serait possible d'énoncer abstraitement hors de toute conjoncture. Cette conception du communisme ne conduit en aucune manière à esquiver la question des contenus, elle invite plutôt à la penser avec une rigueur et une précision bien plus grandes, en l'ajustant à l'analyse de la dynamique de la production capitaliste et en l'inscrivant dans les débats qui structurent le mouvement ouvrier lui-même. C'est ce geste d'articulation qu'incarne le *Manifeste du parti communiste* dans la conjoncture révolutionnaire de 1848, mais que Marx prolongera jusqu'à la fin de sa vie sous des formes diverses – que ce soit par son intervention militante au sein de l'Association

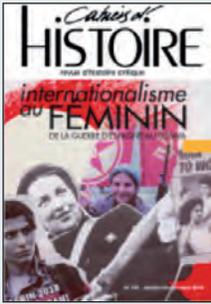
internationale des travailleurs ou de la social-démocratie allemande, ou encore par son travail de critique de l'économie politique – et dont la cohérence « est toujours à construire en situation et collectivement » (p. 203). Le cinquième chapitre du livre regorge d'analyses de textes extraits aussi bien du *Capital* que de la *Critique du programme de Gotha* ou encore de la correspondance, dans lesquels la question de la transition, notamment, fait l'objet d'un éclairage original.

« Le caractère profondément novateur de la théorie de Marx réside précisément dans le “nouage stratégique du savoir critique et de l'intervention politique qu'il élabore toujours en situation, au gré des conjonctures changeantes dont son siècle regorgea”. »

Ce détour par Marx débouche, dans le dernier chapitre, sur l'esquisse de ce que pourrait être une « stratégie des médiations » permettant de dépasser les écueils dans lesquels se trouve la pensée critique contemporaine. Outil décisif de la pensée dialectique, la médiation est précisément l'opérateur susceptible de résorber les oppositions abstraites et stériles. L'État constitue de ce point de vue l'un des meilleurs exemples de ces médiations qui concentrent en elles les contradictions de la logique capitaliste, à l'égard de laquelle il joue le rôle d'instrument tout autant que d'obstacle. S'appuyant notamment sur l'apport de Gramsci, Isabelle Garo cherche ainsi à sortir des impasses de l'immédiateté (anti-étatisme sans nuance *versus* idolâtrie républicaine, fétichisation de la spontanéité *versus* logiques délégataires verticales...) pour mettre en évidence ces « lieux privilégiés de déclenchement de crises spécifiques » que sont les médiations, et qui « rendent visible et donnent accès à la totalité sociale, offrant prise à l'intervention proprement stratégique » (p. 301). L'ouvrage d'Isabelle Garo ne propose pas de solutions toutes faites, mais il ouvre un chantier majeur auquel devraient s'atteler toutes celles et tous ceux qui entendent faire de la convergence des luttes autre chose qu'un mot d'ordre abstrait. ●

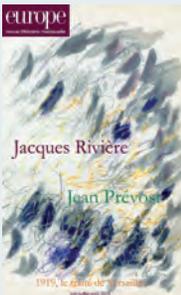
\*Jean Quéfier est rédacteur en chef de *Cause commune*.

# DU CÔTÉ DES REVUES...



► Dans le nouveau numéro de Cahiers d'histoire vous trouverez des réflexions sur l'internationalisme au féminin.

[https://journals.openedition.org/chrhc/?em\\_x=22&lang=en](https://journals.openedition.org/chrhc/?em_x=22&lang=en)



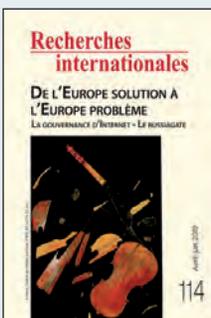
► Le numéro de juin-juillet-août de la revue Europe rend hommage à Jacques Rivière et Jean Prévost

<https://www.europe-revue.net/>



► Progressistes vient de paraître. L'industrie du futur est le thème de son dossier.

<https://revue-progressistes.org/category/dernier-numero/>



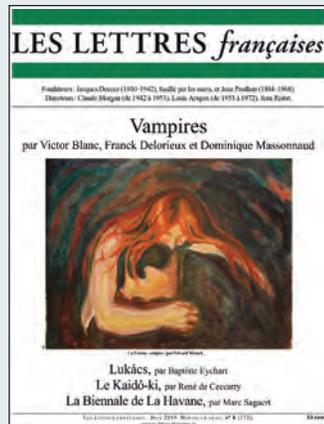
► L'Europe, solutions et problèmes fait l'objet du dossier du dernier numéro de Recherches internationales.

<https://www.recherches-internationales.fr/RI114.html>



► Dans le dernier numéro de Economie et politique vous trouverez de nombreux articles sur la réforme des retraites.

<http://www.economie-politique.org/>



► Depuis la fin de l'année 2018, Les Lettres françaises reparaissent en version papier.

<http://www.les-lettres-francaises.fr/>

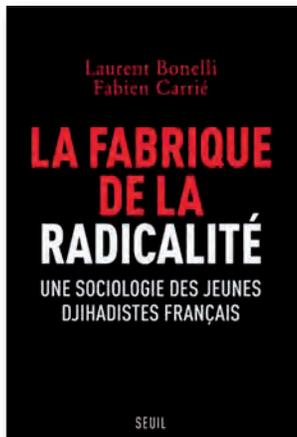


Silomag, n° 9 contient un important dossier sur "Les chances et les défis de l'allongement de la vie"

Poursuivez la lecture de la rubrique Silo sur le site :

<https://silogora.org/ecole-urgence-de-legalite/>

Les critiques formulées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs.  
*Cause commune* favorise la publication d'avis variés mais personnels.



**La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français**

Seuil 2018  
**LAURENT BONELLI ET FABIEN CARRIÉ**  
 PAR ANOUCHKA COMUSHIAN

*La Fabrique de la radicalité* est le fruit d'une

enquête menée entre 2016 et 2017, dans le cadre d'un marché public passé avec la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Les cas de cent trent-trois mineurs signalés ou poursuivis pour faits de radicalisation (apologie du terrorisme, tentative d'attentat ou de départ en Syrie) ont été étudiés de manière approfondie et nouvelle. En effet, si les recherches en matière de radicalisation sont foisonnantes depuis les attentats de 2001, très peu ont apporté des connaissances nouvelles, et seules 1% d'entre elles s'appuient sur des entretiens comme l'enquête de Laurent Bonelli et Fabien Carrié.

Plutôt que « radicalisation », les auteurs tentent d'affirmer la notion de « radicalité » comme relation inséparable entre des actes qui transgressent des normes établies et des réactions à ces actes de la part des familles et des institutions. Premier constat : les figures connues du djihadisme français, tels que Mohamed Merah, Salah Abdeslam, ou encore Amedy Coulibaly, ne correspondent pas aux résultats de l'enquête. Affirmant que l'écrasante majorité des jeunes inculpés n'ont pas de projet politique, les auteurs ont créé une classification inédite des profils étudiés :

- **la radicalité apaisante**, qui concerne des jeunes principalement de sexe féminin, vivant dans des contextes familiaux instables, voire violents, en recherche de cadres protecteurs ;
- **la radicalité agnostique**, rattachée à des jeunes baignant dans la « culture de rue », vivant dans des familles dysfonctionnelles, multipliant les violences verbales et les provocations ;
- **la radicalité rebelle**, renvoyant à des jeunes issus de la classe moyenne, inconnus des services de police, scolarisés dans l'enseignement général, agissant au cœur de conflits familiaux ;

- **la radicalité utopique**, liée à des jeunes majoritairement descendants d'immigrés, dont la scolarité est fortement suivie par leurs parents, souvent impliqués dans leurs études et qui manifestent un engagement idéologique.

Cette dernière typologie est bien entendu le cœur de l'enquête, puisque la moitié du livre lui est consacrée. Y sont étudiés les facteurs favorisant l'entrée dans la cause djihadiste, les espaces sociaux et familiaux dans lesquels la radicalité s'est développée, le contexte dans lequel est fabriquée la « communauté », les dynamiques d'organisation à l'œuvre, la fabrication de nouveaux espoirs, les ressorts du passage à l'acte. Les dernières pages s'attardent brièvement sur le retour à la réalité, et questionnent la réinsertion possible des jeunes incarcérés.

Loin d'être réducteurs, Laurent Bonelli et Fabien Carrié analysent les facteurs de l'engagement pour la cause djihadiste, en insistant sur la complexité des situations rencontrées. Ainsi, les quatre typologies de radicalité évoquées ci-dessus ne sont pas étanches, et les auteurs se gardent bien de prétendre qu'ils ont réalisé une enquête statistique. Conçue comme un éclairage novateur, cette enquête remplit ses objectifs ! ●



**L'Énergie pour tous, un droit fondamental**

SEPC Helvétius, 2018

**GILLES PEREYRON**  
 PAR **FABRICE FERLIN**

Gilles Pereyron est un militant syndical du secteur énergétique, vice-président de l'ONG Droit à l'énergie - SOS Futur. Cette ONG, fondée en 2000 à l'initiative du mouvement syndical, se donne pour

but d'agir en faveur de la reconnaissance du droit à l'énergie comme un droit fondamental de l'homme, dans le cadre du respect des équilibres planétaires et des intérêts environnementaux des générations futures.

Le livre fournit un panorama intéressant de la situation mondiale du point de vue de l'accès des populations à l'énergie, en présentant la situation dans de nombreux pays, ainsi que les instances mondiales concernées : ONU,

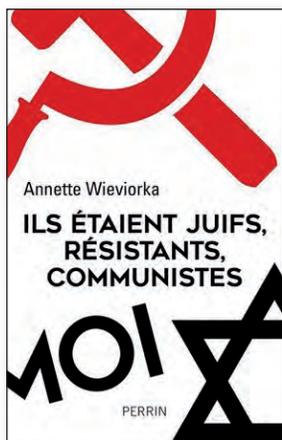
GIEC, OMS, mais aussi l'Agence internationale de l'énergie ou l'Organisation internationale du travail. Il décrit l'ampleur considérable des inégalités dans l'accès à l'énergie, aussi bien entre régions du monde qu'au niveau national ou même local. Gilles Pereyron montre ainsi combien les politiques libérales de l'énergie, qui en font une marchandise et une source de profits parmi d'autres, sont incompatibles avec la reconnaissance du droit à l'énergie comme droit de l'homme. C'est bien l'existence de politiques nationales, avec un rôle important de l'État, qui a permis de développer efficacement l'accès à l'énergie dans de nombreux pays. *A contrario*, les politiques fondées sur le libre marché, lorsqu'elles s'imposent à leur tour, développent la précarité énergétique d'une partie importante de la population, même dans des pays dits développés. C'est le cas avec la politique de libéralisation du secteur de l'énergie menée par l'Union européenne depuis le milieu des années 1990, et qui devrait être parachevée très prochainement, avec la fin des tarifs réglementés. Le livre montre, exemples à l'appui, qu'au contraire des promesses selon lesquelles la concurrence garantira des prix bas, il faut s'attendre à ce que ces prix deviennent beaucoup plus élevés que ceux régulés qui existaient jusqu'alors, ce qui va aggraver considérablement les difficultés de larges couches de la population. Des pays, comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni qui ont déjà subi cette suppression des tarifs réglementés ont vu doubler les prix !

En résumé, un ouvrage très instructif et stimulant, à l'heure où les hausses du tarif de l'électricité anticipent des augmentations qui seront vraisemblablement bien plus fortes lorsque le « libre marché de l'énergie » s'imposera dans toute sa rigueur. ●

de son ouvrage paru en 1986, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, permettra aux nouvelles générations de découvrir un aspect parfois ignoré de la Résistance. Si les noms de Manouchian et de Krasucki sont connus, beaucoup de jeunes juifs originaires d'Europe orientale, participèrent à Paris, mais aussi à Lyon et à Grenoble, à la lutte armée contre l'occupant.

C'est cette histoire que raconte l'ouvrage, qui retrace la vie de jeunes juifs comme Victor Zigelman, Jacquot Szmulewicz, Étienne Raczymow ou Paulette Shlivka dans le « Yiddishland » de la rue des Immeubles-Industriels de Paris. Déboussolés par le pacte germano-soviétique, les jeunes juifs communistes lisent *Unzer Wort*, le bulletin en yiddish qui a pris la suite de la *Naïe Presse*. Ils militent au sein de l'organisation Solidarité. Alignés sur les positions de l'Internationale communiste, leurs tracts dénoncent les capitalistes fauteurs de guerre et l'internement des juifs par Vichy, mais ne donnent aucune consigne quand les Allemands ordonnent le recensement des juifs de la zone occupée. Le ton change après l'invasion de l'URSS et les jeunes de la sous-section juive de la MOI multiplient les actions et les sabotages, qui visent souvent les petits patrons juifs, mais aussi l'UGIF, cette organisation créée par Vichy pour représenter les juifs de France, accusée de collaborer avec le régime de Pétain et les nazis. Les résistants juifs de la MOI dénoncent les déportations des Français par l'occupant, sans distinguer la spécificité radicale de l'antisémitisme nazi – à une époque où personne ne peut imaginer l'existence des centres de mise à mort. De nombreux militants ont été arrêtés, fusillés au Mont Valérien comme Léon Pakin ou Elie Wallach. Marqués par la rafle du Vel d'Hiv et les exécutions, les militants de la sous-section juive de la MOI se réorganisent ; le Mouvement national contre le racisme (MNCR, dont le MRAP est issu) est créé en septembre 1942 pour aider les enfants juifs risquant la déportation.

Filés par les policiers des brigades spéciales, Henri Krasucki et les jeunes résistants juifs sont arrêtés en mars 1943. En novembre, c'est le groupe FTP-MOI de Missak Manouchian et Marcel Rajman qui est arrêté. Annette Wieviorka dédouane largement Lucienne Goldfarb dont les écrits des survivants, influencés par son parcours ultérieur de tenancière de maison close et d'indicatrice de police, ont fait l'archétype de la traîtresse. Décapitée dans la capitale, la résistance communiste juive se reconstitue à Lyon et à Grenoble, à travers les groupes Carmagnole et Liberté qui participent aux combats de la libération. ►►



**Ils étaient juifs, résistants, communistes**

Éditions Perrin, 2018

**ANNETTE WIEVIORKA**

PAR **DAVID NOËL**

Directrice émérite de recherche au CNRS, Annette Wieviorka est une spécialiste de l'histoire de la Shoah et du communisme français. La réédition

►► Si 75 % des juifs de France ont survécu à la guerre, 50 % des juifs résistants, en particulier ceux qui ont pratiqué la lutte armée, sont morts au combat ou fusillés. Après la guerre, le Parti communiste dissout la MOI ; une partie des résistants de l'ancienne sous-section juive, d'origine polonaise ou hongroise, quittent la France pour construire le socialisme réel dans leur pays d'origine. Beaucoup en sont revenus dépités.

La plupart des acteurs de cette histoire ont aujourd'hui disparu. Devenue objet de mémoire, « l'affiche rouge » a permis de conserver le souvenir du combat et du sacrifice des FTP-MOI. Parce qu'il existait une Arménie soviétique, la mémoire communiste se focalisa-t-elle délibérément sur Missak Manouchian ? Pour Annette

Wieviorka, dans le contexte de la guerre froide et de l'appui apporté par l'URSS aux pays arabes, les communistes juifs étaient « d'un maniement plus délicat ». Alors qu'ils avaient fait primer leur engagement communiste sur leur judéité, plusieurs survivants ont renoué, avec le temps, avec la foi juive. Trop juifs pour avoir toute leur place dans la mémoire communiste d'alors, qui préférerait mettre en avant une image rassembleuse excluant les résistances spécifiques, mais trop communistes pour que les juifs les reconnaissent comme une composante de la résistance juive, les militants de la sous-section juive de la MOI sont désormais mieux connus grâce à cette réédition qui apporte un éclairage opportun sur de hautes figures résistantes. ●



## SOUSCRIPTION POPULAIRE

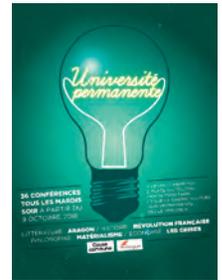
**Souscrire en ligne : <https://souscription.pcf.fr/>  
ou par chèque à**

L'Association Nationale de Financement du PCF,  
2 place du Colonel Fabien 75 167 Paris cedex 19

Les séances ont lieu **les mardis**, et sont retransmises sur les réseaux sociaux.  
Conférences diffusées en live sur Facebook. À noter l'existence de deux vidéos par conférence.  
La version intégrale et une version courte où l'intervenant résume son propos en quelques minutes.  
Vous pouvez aussi les retrouver sur la chaîne Youtube : [#aunivpermanente](https://www.youtube.com/channel/UCaunivpermanente)

Et aussi sur... **Facebook** : <https://www.facebook.com/universitepermanente/>

**Podcast** : <http://www.soundcloud.com/universitepermanente>



### CALENDRIER 2019/2020

MARX – LE CAPITAL		
Présentation générale	Jean-Numa Ducange	8 octobre
La marchandise (section 1)	Saliha Boussedra	5 novembre
La monnaie (section 1)	Denis Durand	3 décembre
Marché et capitalisme (section 2)	Alain Beitone	7 janvier
La journée de travail (section 3)	Jean Quétier	4 février
Le progrès technique et l'emploi (section 4)	Alain Beitone	3 mars
Le salaire (section 6)	Constantin Lopez	7 avril
L'accumulation du capital (section 7)	Hervé Touboul	5 mai
L'accumulation initiale (section 8)	Isabelle Garo	2 juin
LITTÉRATURE		
Marguerite Duras	Bruno Blanckeman	15 octobre
Thème et intervenant à préciser		12 novembre
Violette Leduc	René de Ceccatty	10 décembre
Thème et intervenant à préciser		14 janvier
Marguerite Yourcenar	Josyane Savigneau	11 février
Thème et intervenant à préciser		10 mars
Thème et intervenant à préciser		14 avril
Thème et intervenant à préciser		12 mai
Thème et intervenant à préciser		9 juin
HISTOIRE		
Une France issue de la Révolution française et de l'Empire face à l'essor du capitalisme	Francis Démier	22 octobre
Les débuts du mouvement ouvrier	Alain Maillard	19 novembre
La France des mouvements révolutionnaires 1830-1848	Sylvie Aprile	17 décembre
Ouvriers, classe ouvrière et milieux populaires	Michel Pigenet	21 janvier
Saint-Simon et Fourier : deux figures dans le siècle	Pierre Musso	18 février
La contribution française à la naissance du socialisme et du communisme	Stéphanie Roza	17 mars
La Commune, regard d'un juriste	Geneviève Koubi	21 avril
La Commune, regard d'une historienne	Laure Godineau	19 mai
SCIENCES		
La science, ça sert à quoi ?	Evariste Sanchez Palencia	29 octobre
Histoire de la mesure et de ses instruments	Franck Jdrzejewski	26 novembre
Âge de la Terre, temps de l'évolution de la vie	Hubert Krivine	28 janvier
Prendre la mesure et le temps des choses	Amar Bellal	25 février
L'énergie, le désordre et l'information	Aurélié Biancarelli-Lopez	24 mars
L'enjeu énergétique	Sylvestre Huet	31 mars
L'enjeu écologique : vers une sixième extinction de masse ?	Alain Pagano	28 avril
La révolution numérique	Ivan Lavallée	26 mai
La Cyber-révolution	Ivan Lavallée	23 juin

Retrouvez les pages de la rubrique « Dans le texte » de *Cause commune* (augmentées d'inédits) aux Éditions sociales et aux Éditions Aden.

**Une collection de petits ouvrages à mettre entre toutes les mains !**



À paraître courant 2020 !  
**Découvrir GRAMSCI**  
aux Éditions sociales





# ORGANISEZ DES DÉBATS !

avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail : [causecommune-larevue.fr](mailto:causecommune-larevue.fr)



Cause **★** commune  
est sur **Facebook**

..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE .....



**Guillaume Roubaud-Quashie**  
Directeur



**Davy Castel**  
Rédacteur en chef



**Jean Quétier**  
Rédacteur en chef



**Gérard Streiff**  
Rédacteur en chef  
(Controverses/Sondages)



**Sébastien Thomassey**  
Mise en page



**Frédéric Coyère**  
Mise en page  
et graphisme



**Noëlle Mansoux**  
Secrétariat  
de rédaction



**Chantal Guerre**  
Secrétariat  
de rédaction



**Camille Ducrot**  
(Critiques/Lire)



**Marine Miquel**  
(Critiques/Lire)



**Florian Gulli**  
(Dans le texte)



**Salih Bousseadra**  
(Féminisme)



**Léo Purguette**  
(Grand entretien)



**Mickaël Bouali**  
(Histoire)



**Jérémie Giono**  
(Militar)



**Sophie Mazonot-Chappuy**  
(Parlement)



**Laura Moscarelli**  
(Philosophiques)



**Jean-Michel Galano**  
(Philosophiques)



**Victor Blanc**  
(Poésies)



**Corinne Luxembourg**  
(Production  
de territoires)



**Séverine Charret**  
(Production  
de territoires)



**Nicolas Lambert**  
(Production  
de territoires)



**Pierrick Monnet**  
(Réactions)



**Gérard Legrip**  
(Regard)



**Élodie Lebeau**  
(Regard)



**Pierre Crépel**  
(Sciences)



**Fanny Chartier**  
(Statistiques)



**Michaël Grand**  
(Statistiques)



**Benjamin Sozzi**  
Vidéo



**Claudine Périllaud**  
Relecture



**Vincent Bordas**  
Relecture



**Constant Lopez**  
Réseaux sociaux



**Sabrina Royer**  
Réseaux sociaux



**Julien Rossi**  
Débats



**Igor Martinache**



**Aurélien Aramini**



**Maëva Durand**



**PROCHAIN NUMÉRO**  
**Le centenaire du PCF**



**Parti communiste français**

**Prix : 8€**